

Évaluation indépendante des projets

Côte d'Ivoire

Formation des jeunes pour la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix

Projet No. TF/IVC/10/004

Appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi
(Composante III : formation qualification)

Projet No. TE/IVC/08/003



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ONUDI GROUPE D'ÉVALUATION

Evaluation indépendante

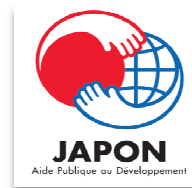
Côte d'Ivoire

Formation des jeunes pour la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix

Projet No. TF/IVC/10/004

Appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi
(Composante III : formation qualification)

Projet No. TE/IVC/08/003



Distr. GENERAL

ODG/EVA/13/R.13

Novembre 2013

Original: Français

Cette évaluation a été conduite
par le chef de projet avec un
contrôle de qualité par le groupe
d'évaluation

Le présent rapport a été rédigé par des experts externes indépendants.
Les opinions exprimées dans ce document représentent les points de vue des auteurs et ne
sont pas nécessairement partagés par l'ONUDI, les Bailleurs de Fonds ou l'Autorité
Gouvernementale chargée de la Formation Professionnelle en Côte d'Ivoire.

TABLE DES MATIERES

	Page
I. Remerciements	v
II. Sigles et acronymes	vi
III Glossaire des termes d'évaluation	vii
IV. Carte	viii
V. Résumé	ix
VI. Executive Summary	xv
1. Introduction et contexte	1
1.1 Introduction	1
1.2 Contexte	1
2. Objet de l'évaluation, de la portée et de la méthodologie	5
2.1 Objet de l'évaluation	5
2.2 But de l'évaluation	5
2.3 Démarche méthodologique de l'évaluation	6
2.4 Limites de l'évaluation	8
3. Contexte région / pays / programme	9
3.1 Situation et tendances générales	9
3.2 Stratégies et politiques	9
3.3 Cadre des Nations Unies	11
3.4 Initiatives des partenaires de coopération internationale	13
4. Résultats de l'évaluation	14
4.1 Analyse des cadres logiques des deux projets	14
4.2 Evaluation de la coordination et de la gestion	18
4.3 Evaluation de la pertinence et de l'appropriation	20
4.4 Evaluation de l'efficacité	22
4.5 Evaluation de l'efficience	37
4.6 Evaluation de l'impact et de la durabilité	44
4.7 Evaluation des critères transversaux	45
5. Conclusions, recommandations et leçons apprises	46
5.1 Conclusions	46
5.2 Recommandations	48
5.3 Leçons apprises	50

Annexes

Annexe A : Termes de référence	51
Annexe B : Organisations visitées et personnes rencontrées	61
Annexe C: Bibliographie	72
Annexe D : Cadre Logique	74
Annexe E : Guides d'entretien	78
Annexe F : Situations financières et comptables	90
Annexe G : Effectifs des lauréats et des apprenants en formation	95

Le présent rapport a été rédigé par des experts externes indépendants.
Les opinions exprimées dans ce document représentent les points de vue des auteurs et ne sont pas nécessairement partagés par l'ONUDI, les Bailleurs de Fonds ou l'Autorité Gouvernementale chargée de la Formation Professionnelle en Côte d'Ivoire.

I. REMERCIEMENTS

L'équipe de la mission d'évaluation tient à remercier les nombreuses personnes qui ont bien voulu participer à la présente évaluation concernant : (i) le Programme d'Appui à la Relance du Secteur de la Formation Professionnelle et à l'Insertion Socio-économique des Jeunes sans Emploi (Composante III : projet formation qualification - TE/IVC/08/003 - Ferké) et (ii) le projet « Formation des Jeunes pour la Reconstruction Post-conflit et la Consolidation de la Paix - TF/IVC/10/004 - Bouaké » et aussi à souligner leur excellente collaboration sans laquelle, il serait impossible de mener à bien cette évaluation.

Elle tient à remercier plus particulièrement Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur du Japon en Côte d'Ivoire et ses collaborateurs, les responsables de l'ONUDI au niveau du Siège à Vienne et au niveau local à Abidjan et leurs collaborateurs et surtout les responsables du MEMEASFP de la Côte d'Ivoire, pour leur disponibilité malgré leur agenda de travail chargé.

L'équipe d'évaluation exprime sa grande reconnaissance aux Directeurs Régionaux de la Formation Professionnelle de Ferké et de Bouaké et à leurs collaborateurs, aux Directeurs du Lycée Professionnel de Ferké et du Collège d'Enseignement Technique de Bouaké et à leurs collaborateurs, aux formateurs et lauréats de ces deux établissements et aussi aux professionnels rencontrés au niveau des régions de Ferké et de Bouaké.

II. SIGLES ET ACRONYMES

AO	Appel d'Offres
APC	Approche Par Compétences
AGR	Activité Génératrice de Revenus
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
BT	Brevet de Technicien
CAP	Certificat d'Aptitude Professionnelle
CDC	Cahier Des Charges
CBCG	Centre Bureautique, Comptabilité et Gestion
CET	Collège d'Enseignement Technique
CFP	Centre de Formation Professionnel
DFP	Direction de la Formation Professionnelle
DG	Directeur Général
DP	Directeur Pédagogique
DRFP	Direction Régionale de la Formation Professionnelle
FP	Formation professionnelle
IG	Inspecteur Général
LP	Lycée Professionnel
MEMEFP	Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle
OFPPT	Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion de Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PND	Programme National de Développement
PV	Procès verbal
SNU	Système des Nations Unies
TdR	Termes de Référence
UE	Union Européenne
UGP	Unité de Geste du Projet
UNDAF	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
USD	US Dollar

III. GLOSSAIRE DES TERMES D'EVALUATION

Appropriation : Mesure dans laquelle les parties prenantes ont été consultées dès le début sur les objectifs du projet et ont manifesté leur soutien durant toute la durée du projet : intensité d'utilisation des résultats par le client / bénéficiaire

Cadre logique : Outil visant à améliorer la conception des actions, le plus souvent au niveau des projets. Cela suppose d'identifier les éléments stratégiques (ressources, extrants, réalisation, impacts) et leurs relations causales, les indicateurs, ainsi que les facteurs extérieurs (risques) qui peuvent avoir une influence sur le succès ou l'échec de l'action. Il facilite ainsi la conception, l'exécution et l'évaluation d'une intervention de développement. Terme connexe : gestion axée sur les résultats

Efficacité : Mesure dans laquelle les objectifs de l'action de développement ont été atteints (ou sont en train de l'être), compte de leur importance relative

Efficience : Mesure dans laquelle les ressources (fonds, expertise, temps, etc.) sont converties en résultats de façon économe

Indicateur : Facteur ou variable, de nature quantitative ou qualitative qui constitue un moyen simple et fiable de mesurer des changements liés à l'intervention, et d'aider à apprécier la performance d'un acteur du développement

Impact : somme des effets à long terme primaires et secondaires, positifs ou négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non intentionnels, induits par une intervention. Ce critère mesure tous les effets significatifs, positifs ou négatifs, escomptés ou imprévus, du projet sur ses bénéficiaires et sur les autres parties concernées

Durabilité, pérennité, viabilité : Continuation des bénéfices résultants d'une action de développement après la fin de l'intervention. Probabilité d'obtenir des bénéfices sur le long terme. Situation grâce à laquelle les avantages nets sont susceptibles de résister aux risques

Objectives immédiates: Ce que l'action doit accomplir ou a accompli à court ou à moyen terme. Termes connexes : résultat, extrant, produit, impacts, effet.

Produits : Biens, équipements ou services qui résultent de l'action de développement. Le terme peut s'appliquer à des changements induits par l'action qui peuvent conduire à des effets directs

Pertinence : Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement correspondent aux attentes des bénéficiaires, aux besoins du pays, aux priorités globales, aux politiques des partenaires et des bailleurs de fonds. Remarque : rétrospectivement, la question de la pertinence consiste souvent à s'interroger sur le fait de savoir si les objectifs de l'action ou sa conception sont encore appropriés, compte tenu de l'évolution du contexte

Résultats : Extrants (produits), réalisations ou impacts (escomptés ou non, positifs et/ou négatifs) d'une action de développement Termes connexes : réalisation, effet direct, impacts

IV. CARTE DE LA COTE D'IVOIRE



V. RESUME

Introduction

Le présent rapport traite l'évaluation finale de deux projets mis en œuvre par l'ONUDI en Côte d'Ivoire à savoir le projet « Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire -TF/IVC/10/004 », réalisé au sein du Collège de l'Enseignement Technique (CET) de Bouaké qui a été financé par le Japon et le « projet d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : projet formation qualification - TE/IVC/08/003) », réalisé au sein du Lycée Professionnel (LP) de Ferké qui a été financé par la Norvège.

La mission d'évaluation a été réalisée par M. Mohamed Azlal, expert international et M. Michel Tehe, expert national. Les investigations au niveau terrain en Côte d'Ivoire se sont déroulées du 05 au 13.09.2013. Les termes de référence de cette mission sont placés en annexe A du présent rapport.

L'objectif principal de ces deux projets est d'aider le Gouvernement de la Côte d'Ivoire dans ses efforts vers une paix durable, l'éradication de la pauvreté et le développement économique et social, durable. Plus précisément, les activités de ces deux projets devront conduire un grand nombre de jeunes (y compris les combattants démobilisés) à acquérir des compétences professionnelles leur permettant de devenir plus productifs et être des citoyens à part entière de leurs communautés et du pays dans son ensemble. L'accent est ainsi mis sur la transmission à ce segment vulnérable de la population d'un savoir-faire qui l'aidera à atteindre des moyens d'existence durables, soit par l'auto-emploi ou en travaillant pour les secteurs de la construction, de la fabrication ou du service.

Consistance des deux projets

Le projet de formation des jeunes pour la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix (TF/IVC/10/004) a été réalisé au sein du CET de Bouaké. Son objectif à moyen terme vise à contribuer à l'élargissement du capital humain en renforçant la formation professionnelle dans le pays. Les principales actions de ce projet ont porté sur:

- La mise à niveau du Collège d'Enseignement Technique (CET) de Bouaké en ce qui concerne :
 - ✓ La réhabilitation et l'aménagement de toutes ses infrastructures
 - ✓ La mise à niveau de ses équipements scolaires, informatiques et technico pédagogiques pour six ateliers de formation et de trois salles informatiques ;
 - ✓ Le perfectionnement de ses ressources humaines, notamment les formateurs de la formation qualifiante sur les plans techniques et pédagogiques et en entrepreneuriat ;
- L'accompagnement du CET dans la mise en œuvre du mode de formation qualifiante dans six filières de formation à savoir : les constructions métalliques, la maintenance des motos, la plomberie sanitaire, la maçonnerie, la mécanique générale et la maintenance des véhicules automobiles.

Le projet d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : Formation qualification) a été réalisé au sein du LP de Ferké. L'objectif principal du projet est de concevoir et mettre en œuvre un programme de formation qualifiante pour les jeunes en situation précaire. Ses principales actions

La durée de ce projet a été initialement fixée à 3 ans. Sa date de démarrage a eu lieu le 1^{er} septembre 2010. A cause de la crise post-électorale, sa durée a été prolongée de six mois. Il est prévu d'achever ce projet le 31.12.2013. Le montant global du budget du projet (en dehors de la contribution de la Partie Ivoirienne) est de 3 837 524 USD entièrement financé par le Japon.

portent sur :

- La mise à niveau du Centre de Formation Professionnel (CFP) de Ferké, érigé actuellement en Lycée Professionnel (LP) de Ferké, en ce qui concerne :
 - ✓ La réhabilitation et l'aménagement de trois ateliers de formations et une infirmerie ;
 - ✓ La mise à niveau de ses équipements informatiques et technico pédagogiques pour trois ateliers de formation et de deux salles informatiques ;
 - ✓ Le perfectionnement de ses ressources humaines, notamment les formateurs de la formation qualifiante sur les plans techniques et pédagogiques et en entrepreneuriat ;
- L'accompagnement du CFP dans la mise en œuvre du mode de formation qualifiante dans trois filières de formation à savoir : les constructions métalliques, la maintenance des motos et la plomberie sanitaire ;

Evaluation des deux projets

Gestion et coordination

La durée du projet a été initialement fixée à 1 an. Sa date de démarrage a eu lieu le 1^{er} juin 2009. A cause de la crise post-électorale, sa durée a été prolongée jusqu'au 29 février 2012.

Le montant global du budget du projet (en dehors de la contribution de la partie ivoirienne) est de 656 455€ entièrement financée par la Norvège.

L'analyse effectuée par les évaluateurs en ce qui concerne les contributions des principaux partenaires a montré que les contributions de l'ONUDI concernant les deux projets ont été fournies et les budgets mobilisés ont été suffisants pour répondre aux activités prévues dans les documents de ces deux projets. Le Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle (MEMEASFP) a également fourni les contributions pour lesquelles il s'est engagé et qui sont stipulées dans les documents des deux projets. Ces contributions portent principalement sur la mise à la disposition des deux projets des infrastructures des deux établissements (le CET de Bouaké et le LP de Ferké) pour la réalisation des actions des deux projets ainsi que les ressources humaines nécessaires pour le fonctionnement de ces deux établissements.

L'analyse du processus de gestion et de coordination des deux projets a fait ressortir que les deux projets ont été cogérés par l'ONUDI et le MEMEASFP et que toutes les interventions effectuées dans le cadre de ces deux projets ont été réalisées par les Unités de Gestion des deux Projets en collaboration avec le MEMEASFP. Tous les bénéficiaires rencontrés sont satisfaits des réalisations effectuées et considèrent que la gestion des deux projets et leurs mécanismes de coordination sur le terrain ont été performants et efficaces.

En ce qui concerne la mise en place de coopérations et de synergies avec d'autres projets, les responsables du MEMEASFP ont précisé que les deux projets ont bénéficié des leçons tirées des programmes de l'UNESCO, de l'Espagne et de la Banque Africaine de Développement (BAD), portant sur la réhabilitation des établissements sinistrés et que le projet d'Appui à la Formation Professionnelle (PROFORM) en cours de réalisation par l'ONUDI, dans le cadre d'un financement de l'UE, s'appuie sur les bonnes pratiques acquises dans le cadre de ces deux projets.

Pertinence et appropriation :

L'analyse effectuée a fait ressortir que les deux projets répondent aux attentes des bénéficiaires, ils sont en cohérence avec la politique et la stratégie nationale en matière de formation professionnelle et s'inscrivent entièrement dans le cadre des priorités de l'ONUDI. Ils ont bénéficié des leçons tirées des projets similaires sus indiqués.

L'analyse a également fait ressortir que les formations qualifiantes assurées au niveau des deux établissements ont donné une grande satisfaction aux lauréats et aux professionnels.

Efficacité:

Sur la base des indicateurs fixés dans le cadre logique actualisé du **projet de formation des jeunes pour la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix**, les analyses effectuées ont fait ressortir que le premier objectif immédiat de « Réhabiliter et rééquiper le Centre de formation professionnelle de Bouaké » est entièrement atteint, alors que pour le deuxième objectif immédiat de « Fournir à un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) des compétences recherchées afin de leur permettre d'obtenir un emploi et / ou de démarrer une activité économique leur permettant de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles » ainsi que l'objectif à moyen terme de « Contribuer à l'agrandissement du capital humain en renforçant la formation professionnelle dans le pays », sont susceptibles d'être largement atteints en termes d'effectifs formés mais le taux de femmes en formation reste très en deçà de 35% ;

Pour ce qui est du **projet d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (composante III: formation qualification)**, l'analyse effectuée a fait ressortir qu'il n'est pas possible de vérifier l'atteinte de l'objectif et des deux résultats qui ont été présentés dans le document du projet, étant donné que les indicateurs de mesure de leur réalisation n'ont pas été définis.

Néanmoins, il y a lieu de souligner que toutes les activités prévues dans le document du projet ont été réalisées en cogestion avec le MEMEASFP et que grâce à ce projet le LP de Ferké est mis à niveau en ce qui concerne ses infrastructures, ses équipements, ses formateurs et ses programmes de la formation qualifiante.

Les principaux constats dégagés peuvent être synthétisés comme suit :

a) Les études de définition des besoins en compétences réalisées dans les régions de la Vallée du Bandama (Bouaké) et des Savanes (Ferké) se sont appuyées sur un diagnostic rapide et ont été réalisées avant la crise post-électorale. Les filières de formation qualifiante qui sont issues de ces études et qui sont développées au niveau du CET de Bouaké et du LP de Ferké relèvent du secteur industriel ou des Bâtiments et Travaux Publics (BTP). Ces filières ne sont pas attractives pour les femmes. L'actualisation de ces deux études est rendu nécessaire pour tenir compte des nouveaux métiers porteurs ;

- b) Les investigations menées auprès des lauréats et des professionnels montrent que les six filières de formation actuellement assurées par le CET de Bouaké ainsi que les trois filières dispensées au niveau du LP de Ferké sont porteuses d'emploi. Néanmoins les durées de formation doivent être optimisées par filière ;
- c) Il est difficile de fournir des données fiables concernant les effectifs des ex combattants formés, étant donné que les dispositions pour les identifier n'ont pas été prises lors de leur inscription en formation;
- d) L'accompagnement à l'insertion des lauréats est insuffisant et non formel ;
- e) 154 premiers lauréats soit 44% de l'effectif global des lauréats de la première promotion de la formation qualifiante du CET de Bouaké ont bénéficiés de kits d'outillage ;
- f) Pour des considérations budgétaires, aucun des lauréats de la première promotion de la formation qualifiante n'a bénéficié de kits d'outillage alors que dans un contexte de crise, quand les jeunes ont des compétences et disposent d'un kit d'outillage, les artisans sont prêts à les embaucher. La possession du kit d'outillage est aussi un facteur motivant pour l'auto-insertion.

Efficiences :

Les investigations effectuées auprès des partenaires des deux projets et les documents examinés, ont fait ressortir que pour répondre aux contraintes de gestion imposées par les ajustements effectués, il a été rendu nécessaire de faire recours à des virements entre les lignes budgétaires dans la limite du budget global alloué à chacun des deux projets.

Ainsi, pour ne citer que des exemples, la ligne 45-00 « Equipment », du projet d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (composante III : formation qualification) a été sous dimensionnée lors de la planification initiale. Son montant est passé de 150 000,00 € initialement prévu, à 216 077,49 € ce qui a permis d'acquérir les équipements nécessaires, en commun accord avec le MEMEASFP. De même la ligne 45-00 « In-kind start-up tool kit », du résultat R3 du projet de formation des jeunes pour la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix, dont le montant est passé de 150 000,00 USD à 237 014,92 USD après le virement et ce afin de pouvoir régler les 750 kits d'outillage acquis pour la mise en œuvre de la formation qualifiante de 1050 jeunes.

L'analyse des réalisations physiques et financières montrent que les moyens financiers ont été mobilisés pour atteindre les objectifs du projet.

La crise post-électorale a fortement perturbé le déroulement de ces deux projets, ce qui rend difficile l'appréciation de l'efficacité par rapport au planning prévisionnel initial de mise en œuvre.

Impact et durabilité :

Les acquis et les effets des interventions réalisées dans le cadre des deux projets sont très importants et encourageants.

Les deux projets ont mis en place deux établissements de formation pilotes assurant actuellement des formations de qualité aussi bien dans le cadre de la formation qualifiante que diplômante pour un effectif annuel d'environ 3000 jeunes au niveau du CET de Bouaké et 1000 jeunes au LP de Ferké. Les formateurs qui dispensent ces formations ont été perfectionnés sur les plans pédagogique et technique, notamment sur la maintenance des équipements acquis dans le cadre des deux projets. Les jeunes lauréats de la formation qualifiante et les professionnels rencontrés lors de nos visites de terrain sont très satisfaits de la formation reçue.

Le mode de formation qualifiante introduit dans le cadre des deux projets a permis à des jeunes en situation précaire, d'acquérir en peu de temps (3 mois), des compétences à même de leur permettre d'entamer le processus de leur insertion ou auto insertion dans la vie active. La généralisation de ce mode au niveau d'un grand nombre d'établissements en Côte d'Ivoire devrait permettre à un très grand nombre de jeunes de se former pour s'insérer dans la vie active et contribuer positivement au développement de leur pays ce qui renforcerait le processus de consolidation de la paix en Cote d'Ivoire. Les responsables du MEMEASFP se sont approprié les interventions des deux projets qu'ils ont cogérés avec l'ONUDI. Ils considèrent que la formation qualifiante est le mode de formation le plus adapté pour lutter contre le chômage des jeunes déscolarisés d'une manière rapide et efficace. La stratégie de développement de la formation professionnelle qui est en cours d'élaboration au niveau du MEMEASFP, fait de ce mode de formation l'un de ses principaux axes.

Critères transversaux :

En matière de genre, bien que les formulations des deux projets n'aient pas été élaborées selon l'approche genre et que leurs montages ne prévoient pas des actions spécifiques d'accompagnement en direction des femmes, l'indicateur d'atteinte de l'objectif à moyen terme du projet du CET de Bouaké, présenté dans le cadre logique actualisé a été formulé en tenant compte du genre. Il a été formulé comme suit : « **L'effectif des apprenants en formation sur le site du CET de Bouake dépasse 1500 jeunes par an a partir de l'année 2013-2014, dont au moins 35% de filles** » ;

En ce qui concerne l'environnement, les formulations des deux projets n'ont pas prévu d'activités spécifiques pour la sensibilisation en matière environnementale. Néanmoins, tous les programmes de la formation qualifiante comporte des modules liés à l'environnement notamment celui sur les règles d'hygiène et de sécurité et celui sur la protection de l'environnement ;

Pour ce qui est de la coopération sud/sud, le perfectionnement technique des formateurs de Bouaké a été réalisé au niveau de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion de Travail (OFPPT) au Maroc. Bien entendu, la prise en charge de cette formation a été supportée par le projet. Cette initiative est à inscrire dans le cadre de la coopération sud/sud.

Conclusions

Les évaluateurs reconnaissent que ces deux projets ont été réalisés dans un contexte de crise.

Il ressort des analyses effectuées que, malgré les perturbations engendrées par la crise post électorale, toutes les activités prévues dans les documents des deux projets ont été réalisées ou sont en cours d'achèvement et que les réalisations physiques effectuées sont conformes aux normes en vigueur et aux prescriptions et spécifications demandées. Les réalisations financières ont été effectuées selon les besoins et contraintes de gestion et les moyens du projet ont été mobilisés pour atteindre ses objectifs.

Les deux projets ont mis en place deux établissements de formation pilotes qui assurent une formation de qualité à 4000 jeunes. Les lauréats et les professionnels rencontrés sont très satisfaits de la qualité de formation reçue.

Les formateurs et les managers du CET de Bouaké et du LP de Ferké ont beaucoup apprécié les mises à niveau effectuées au niveau des deux établissements ;

Les investigations effectuées ont montré aussi que les deux projets sont pertinents et ont produit des effets encourageants. Leur ancrage institutionnel au sein du MEMEASFP et leur management opérationnel de proximité sont à même de renforcer leur durabilité. Néanmoins, les activités d'adéquation formation emploi et d'accompagnement de l'insertion dans la vie active des lauréats n'ont pas été prévues dans les documents des deux projets et n'ont donc pas été effectuées.

Les responsables du MEMEASFP se sont approprié l'intervention qu'ils ont co-gérée avec l'ONUDI. Ils considèrent que la formation qualifiante est le mode de formation le plus adapté pour lutter contre le chômage des jeunes déscolarisés d'une manière rapide et efficace. La stratégie de développement de la formation professionnelle, en cours d'élaboration au niveau du MEMEASFP, fait de ce mode de formation l'un de ses principaux axes.

Dans le cadre de la présente étude, des recommandations ont été formulées en direction de l'ONUDI, du MEMEASFP et des Bailleurs de Fonds. Ces recommandations visent à consolider les acquis de ces deux projets et à fournir des éléments pour une meilleure préparation et mise en œuvre des futurs projets similaires.

L'appréciation globale des évaluateurs en ce qui concerne, la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité de ces deux projets est plutôt bonne.

VI. EXECUTIVE SUMMARY

Introduction

The following report covers the final evaluation of two projects implemented by UNIDO in Côte d'Ivoire, namely the project "Training of the Youth for Post-Conflict Reconstruction and Peace building in Côte d'Ivoire - TF/IVC/10/004 ", funded by Japan and implemented at the College for Technical Education (CTE) in Bouaké and the program of support in the recovery of the vocational training sector and the socio-economic integration of unemployed youth (Component III: "Qualifying training - Insertion of the youth"- TE/IVC/08/003,) funded by Norway and implemented at the Professional School (PS) of Ferké.

The evaluation was conducted by Mr. Mohamed Azlal, International Expert and Mr. Michel Tehe, National Expert and the field mission in Côte d'Ivoire took place from 5 to 13 September 2013. The terms of reference of the evaluation are attached as Annex A of the report.

The main objective of these two projects was to assist the government of Côte d'Ivoire in its efforts towards a lasting peace, poverty eradication and sustainable economic and social development. More specifically, the activities of the two projects would lead to a large number of young people - (including demobilized combatants) to acquire professional skills enabling them to find employment and be fully fledged citizens of their communities and the country as a whole. Emphasis was therefore put on the transmission of expertise which would help to achieve sustainable livelihoods to this vulnerable segment of the population, either through self-employment or when working for the construction, production or service sectors.

Content of the two projects

The project "**Youth training as a means to post-conflict reconstruction and peace building - TF/IVC/10/004**" was implemented at the CTE of Bouaké. Its medium-term objective was to contribute to the expansion of human capital by strengthening the vocational training system in the country. The main activities of this project were:

- The upgrading of the College for Technical Education (CTE) in Bouaké :
 - The rehabilitation and development of all its infrastructure;
 - The upgrade of its teaching equipment , its IT and technical-pedagogical equipment for six workshops and three computer rooms;
 - The improvement of its human resources, including the trainers of the vocational trainings on technical and educational plans as well as entrepreneurship;
- The support of the CTE in the implementation of the vocational training in six fields, namely: metal construction, motorcycle maintenance, sanitary plumbing, masonry, general mechanics and maintenance of motor vehicles.

The duration of this project was initially set at 3 years. Its start date was 1 September 2010. Due to the post-election crisis, its duration was extended by six months. The project was planned to be completed on 31 December 2013. The total budget of the project (without the contribution of the Ivorian part) is \$3,837,524 fully funded by Japan.

The project of support in the recovery of the vocational training sector and the socio-economic integration of unemployed youth (component III: training qualification) was carried out at the Professional School in Ferké. The main objective of the project was to conceive and implement a vocational training program for the youth at risk. Its major activities included:

- Upgrading the Vocational Training Center (VTC) currently called Professional School (PS) in Ferké:
 - The rehabilitation and development of three training workshops and one infirmary;
 - The upgrade of its IT and technical-pedagogical equipment for three training workshops and two IT rooms;
 - The development of its human resources, including the trainers of the vocational trainings on technical and educational plans as well as entrepreneurship;
- The support of the VTC in the implementation of the vocational training mode in three fields of training, namely: metal construction, motorcycle maintenance and sanitary plumbing;

The project duration was initially set at 1 year. Its start date was 1 June 2009. Due to the post-election crisis, its duration was extended until 29 February 2012.

The total budget of the project (without the contribution of the Ivorian part) is €656,455 fully funded by Norway.

Evaluation of the two projects:

Management and coordination

The analysis, carried out by the evaluators, regarding the contributions of the key partners, showed that the contributions of UNIDO for the two projects were provided and that the mobilized budgets were sufficient to meet the planned activities of the two project documents. The Department of State, Ministry of Employment, Social Affairs and Vocational Training (MEMEASFP) also provided the contributions it had committed to and which were mentioned in the project documents. These contributions mainly focused on developing the infrastructure of the two institutions (CTE in Bouaké and PS in Ferké) in order to carry out the activities of the two projects as well as the necessary human resources to guarantee the functioning of the two institutions.

The analysis of the management and coordination of the two projects revealed that the projects were co-managed by UNIDO and MEMEASFP and that all the interventions which were implemented have been completed by the project management units, in collaboration with the MEMEASFP. All the beneficiaries encountered were satisfied with the results and considered that the management of both projects and the coordination mechanisms on the field were efficient and effective.

As regards cooperation and synergies with other projects, officials of the MEMEASFP indicated that both projects benefited from the lessons learned from the programs of UNESCO, Spain and the African Development Bank (ADB) on the rehabilitation of affected institutions and that the Project of Support to the Vocational Training System (PROFORM) which is currently being implemented by UNIDO and funded by the EU, is based on best practices gained from the two evaluated projects.

Relevance and ownership:

The assessment revealed that the two projects met the expectations of the beneficiaries; they are consistent with national policy and the strategy for vocational training and fit entirely within the priorities of UNIDO. They benefited from the lessons learned from similar projects mentioned above.

The assessment also shows that the vocational trainings provided at both institutions have given great satisfaction to the laureates and professionals.

Effectiveness:

Based on the indicators established in the updated logical framework, the evaluation found that the first immediate objective "to rehabilitate and re-equip the vocational training centre in Bouaké " was fully met, while for the second immediate objective " to provide a minimum of 3,000 to 3,500 young people (including ex-combatants and women) with the desired skills in order to enable them to obtain employment and / or start an economic activity allowing them to meet their needs and those of their families " as well as the medium-term objective "to contribute to the expansion of human capital by strengthening the vocational training system in the country, "are likely to be largely achieved in terms of trained manpower, however the rate of girls in training remains well below the targeted 35%.

Regarding the second project, "Qualifying training - Insertion of the youth", the evaluation found that it is impossible to verify achievement of the objective and the two results presented in the project document, as the indicators for measuring their implementation had not been defined.

However it should be noted that all the activities in the project document were implemented in cooperation with the MEMEASFP and that through this project the PS in Ferké is now upgraded in terms of infrastructure, equipment, trainers and vocational training programs.

The main findings can be summarized as follows:

- a) The skills identification studies carried out in the regions of the Vallée du Bandama (Bouaké) and Savannah (Ferké) relied on a rapid diagnosis and were made before the post-election crisis. The vocational training programmes which resulted from these studies and were developed at the CTE in Bouaké cater to the needs of the industrial sector but are not always attractive to girls. An update of the two studies is necessary in order to identify additional skills.
- b) Discussions with the laureates and staff at the centres show that six training programmes, currently provided by the CTE in Bouaké as well as the three programmes offered at the PS in Ferké are generating jobs. Nevertheless, the duration of the training needs to be reviewed;
- c) It was difficult to find reliable data on the number of trained ex-combatants as these were not identified when registering for the training;
- d) The support to the integration of laureates is insufficient and non-systemized;
- e) The 154 first laureates, 44% of the total number of laureates of the first vocational training programmes at the CTE in Bouaké benefited from tool kits;
- f) Being provided with a tool kit is a motivating factor for self-employment.

Efficiency:

The interviews conducted with the partners of both projects and the reviewed documents showed that in order to alleviate constraints, it was necessary to transfer funds between budget lines, within the total budgets allocated to each of the two projects.

For example, line 45-00 " equipment " of the program of support in the recovery of the vocational training sector and the socio-economic integration of unemployed youth (component III: training qualification) was underestimated in its initial planning and its amount had to be increased from the initially planned €150,000,00 to €216,077, 49, in order to acquire agreed upon equipment., . The same budget line 45-00, used for "In-kind start-up tool kit ", of result R3 of the project: Training of the youth for post-conflict reconstruction and peace building was increased from \$150 000.00 to \$237 014.92 in order to pay for the 750 tool kits which were acquired for the provision of vocational training to 1,050 youth.

The analysis of physical and financial results shows that financial resources were mobilized for the delivery of the planned products and to achieve the project objectives.

The post-election crisis strongly disrupted the progress of the two projects, which made it difficult to assess their efficiency considering the initial schedule of implementation.

Impact and sustainability:

The achievements and effects of the two projects are very important and encouraging. Both projects supported pilot training institutions, which are currently providing quality training, both in the form of vocational training and training leading to a diploma, for an annual number of approximately 3,000 youth at the CTE in Bouaké and 1,000 youth at the PS in Ferké. The trainers who provide the trainings have been taught on pedagogical and technical subjects including the maintenance of the equipment acquired within the framework of the two projects. The young laureates of the vocational trainings and the professionals encountered during our field visits were very satisfied with the received training.

The vocational training modality introduced in both projects allowed young people at risk to acquire skills and even start income generating activities within a very short time period (3 months). The expansion of this modality to other institutions in Côte d'Ivoire would allow a large number of young people to be trained in order to find employment and contribute positively to the development of their country. This again will strengthen the process towards peace in Côte d'Ivoire. Officials of the MEMEASFP have adapted the two projects' interventions. They believe that vocational training is the approach most suitable to fight unemployment of non-educated youth in a fast and efficient manner. The vocational training strategy, which is currently being developed at the MEMEASFP, adapts this training approach as one of its principal axes.

Cross-cutting themes:

In terms of gender, although the formulation of the two projects did not specifically look at gender issue and the design did not specifically target young women, the indicator for the medium-term objective at the CTE in Bouaké, in the updated version of the logical framework, was developed taking gender into account. It was written as follows: "The number of trainees enrolled in on-site trainings at the CTE in Bouake is larger than 1,500 young people per year from the year 2013 to 2014 , among which at least 35% of girls ".

Regarding environmental mainstreaming, the design of the two projects did not incorporate specific activities to raise awareness on environmental issues. However, all vocational training programs included modules related to the environment, for example the module on health and safety and the module on environmental protection rules.

Regarding south-south cooperation, the training of trainers from Bouaké was conducted in Morocco. This training was supported by the project. This initiative is an example of south-south cooperation.

Conclusions

The evaluators recognize that these two projects were implemented in a context of crisis. It appears from the assessment that despite the disruption caused by the post-election crisis, all the activities foreseen in the project documents have been implemented or are close to completion and that the physical infrastructure is consistent with the requested standards, requirements and specifications. The financial implementation was in line with management needs and constraints and project resources were mobilized in order to achieve objectives.

Both projects have supported two pilot training schools which provide quality training to 4000 youth. The laureates and professionals encountered were very satisfied with the quality of the training delivered. Trainers and managers at the CTE in Bouaké and the PS in Ferké have appreciated the upgraded facilities.

The interviews conducted also indicated that the two projects are relevant and have had positive effects. Their institutionalization within the MEMEASFP and the close involvement of the latter is a positive factor towards sustainability. However, the training was not always followed-up with direct support for self-employment or finding employment.

Officials of the MEMEASFP have adapted project and training approach. They believe that vocational training is the most suitable approach to fight unemployment of uneducated youth. The strategy for vocational training which is currently being developed at the MEMEASFP incorporates this approach as one of its principal components.

As part of the evaluation, recommendations were made to UNIDO, the MEMEASFP and to the donors. These recommendations aim to consolidate the achievements of the two projects and to provide elements for a better preparation and implementation of similar projects in the future.

The evaluators overall assessment of relevance, effectiveness, efficiency, impact and sustainability of the projects is good.

1. INTRODUCTION ET CONTEXTE

1.1 INTRODUCTION

Le présent rapport traite l'évaluation finale concernant les deux projets mis en œuvre par l'ONUDI en Côte d'Ivoire à savoir : (i) le projet « Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire - TF/IVC/10/004 » réalisé au sein du Collège de l'Enseignement Technique (CET) de Bouaké, financé par le Japon et (ii) « le projet d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : formation qualification) TE/IVC/08/003 » réalisé au sein du Lycée Professionnel (LP) de Ferké, financé par la Norvège.

La méthodologie adoptée pour la réalisation de l'évaluation est présentée au chapitre 2 du présent rapport. Le contexte région / pays / programme est traité au chapitre 3. Le chapitre 4 est consacré à l'évaluation proprement dite des deux projets. Les conclusions, les principales recommandations et leçons apprises sont décrites au chapitre 5.

1.2 CONTEXTE

A partir des conclusions du Forum de Réconciliation Nationale en Côte d'Ivoire et suite à l'accord de paix d'Ouagadougou signé en Mars 2007, le gouvernement se penche tout particulièrement sur les défis de stabilisation du pays. Ainsi avec le soutien de ses partenaires internationaux, les actions suivantes sont mises en œuvre:

- Soutenir la stabilisation du pays après la crise et aider le gouvernement à aborder les questions clés du conflit (à travers la mise en œuvre de l'accord de Ouagadougou) ;
- Aider les populations touchées par la guerre au travers de la réhabilitation des structures communautaires et du soutien des services sociaux de base ;
- Contribuer à la reprise économique en mettant l'accent sur les réformes économiques, le renforcement institutionnel et le soutien de la croissance économique du pays.

Les deux projets, objets de cette évaluation s'intègrent dans les priorités susmentionnées, en particulier celles axées sur l'aide aux populations touchées par la guerre avec un accent particulier sur les jeunes et la réinsertion des ex-combattants dans la vie civile. Il est également en adéquation avec les principaux objectifs de réduction de la pauvreté définis dans la stratégie de Réduction de la Pauvreté à savoir le renforcement de la sécurité des personnes, la promotion du secteur privé et du développement rural.

L'objectif principal des deux projets, est d'aider le Gouvernement Ivoirien dans ses efforts vers une paix durable, l'éradication de la pauvreté et le développement économique et social durable. Plus précisément, les activités du projet devront conduire un grand nombre de jeunes (y compris les combattants démobilisés) à acquérir des compétences professionnelles leur permettant de devenir plus productifs et être des citoyens à part entière de leurs communautés et du pays dans son ensemble. L'accent est ainsi mis sur la transmission à ce segment vulnérable de la population d'un savoir-faire qui l'aidera à atteindre des moyens

d'existence durables, soit par l'auto-emploi ou en travaillant pour les secteurs de la construction, de fabrication ou de service.

Les tableaux n°1.1 et n°1.2 présentent les fiches synthétiques de ces deux projets.

Tableau 1.1 : Fiche du Projet d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : Formation Qualification) TE/IVC/08/003

Intitulé du Project	Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : Projet Formation Qualification)
Numéro du projet	TE/IVC/08/003
Zone d'intervention	Le CFP de Ferké
Bénéficiaires	<p>Les jeunes filles et garçons déscolarisés issus de la zone du projet</p> <p>Le CFP de Ferké qui a bénéficié d'une mise à niveau concernant la réhabilitation de ses infrastructures, l'équipement en matériel technico pédagogique et informatique de ses ateliers et salles de classe, l'élaboration et l'implantation des programmes de formation, le perfectionnement de ses formateurs sur les plans technique et pédagogique et sa dotation en moyens nécessaires pour assurer des formations qualifiantes durant la période du projet.</p> <p>Le MEMEASFP dont relève le CFP de Ferké</p> <p>Les employeurs et les entreprises qui bénéficieront de main d'œuvre qualifiées formées aux CFP de Ferké ;</p> <p>Le pays, la Côte d'Ivoire dont le CFP de Ferké contribue à la consolidation de la paix et de la stabilité.</p>
Les principaux Partenaires du projet	<p>La Partie Ivoirienne en tant que bénéficiaire représentée par le MEMEASFP</p> <p>La Norvège en tant que Bailleurs de Fonds représenté par son Ambassade en Côte d'Ivoire</p> <p>L'ONUDI en tant qu'Agence d'Exécution</p>
Contributions des partenaires	<p>La Partie Ivoirienne supporte les salaires des cadres et des formateurs du centre et les coûts de fonctionnement en cours de la formation, y compris l'exploitation et la maintenance des équipements fournis par le projet, les dépenses pour l'entretien des installations, etc.</p> <p>La Norvège, Bailleurs de Fonds, contribue avec un don d'un montant de 656 455,00 €</p> <p>l'ONUDI est le maître d'œuvre du projet.</p>
Durée du projet	La durée du projet a été initialement fixée à 1 an :

Intitulé du Project	Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : Projet Formation Qualification)
	Date de démarrage: 1 ^{er} juin 2009 Ce projet a pris fin, après deux extensions, le 29 février 2012
Objectif du projet	L'objectif principal du projet est de Concevoir et mettre en œuvre un programme de formation qualifiante pour les jeunes en situation précaire
Résultats attendus	Résultat 3.1 : le centre de formation professionnel de Ferké est réhabilité et ses formateurs sont formés
	Résultat 3.2 : Formation - Insertion de 2130 jeunes dans la région du Centre du pays

Tableau n°1.2 : fiche du projet Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire (TF/IVC/10/004)

Intitulé du Project	Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire
Numéro du projet	TF/IVC/10/004
zone d'intervention	Région de Bouaké
Bénéficiaires	<p>Les jeunes filles et garçons déscolarisés issus de la zone du projet (y compris les ex-combattants). Il est prévu qu'un effectif minimal de 3.000 à 3.500 jeunes soit formé durant la période du projet.</p> <p>Le CET de Bouaké qui a bénéficié d'une mise à niveau complète concernant la réhabilitation de ses infrastructures, l'équipement en matériel technico pédagogique et informatique de ses ateliers et salles de classe, l'élaboration et l'implantation des programmes de formation, le perfectionnement de ses formateurs sur les plans technique et pédagogique et sa dotation en fourniture pour instruction, notamment pour la formation pratique au niveau des ateliers.</p> <p>Le MEMEASFP dont relève le CET de Bouaké</p> <p>Les employeurs et les entreprises qui bénéficieront de main d'œuvre qualifiées formées aux CET de Bouaké ;</p> <p>Le pays, la Cote d'Ivoire dont le CET de Bouaké contribue à la consolidation de la</p>

Intitulé du Project	Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire
	paix et de la stabilité.
Les principaux Partenaires du projet	La Partie Ivoirienne en tant que bénéficiaire représentée par le MEMEASFP Le Japon en tant que Bailleur de Fonds représenté par son Ambassade en Cote d'Ivoire L'ONUDI en tant qu'Agence d'Exécution
Contributions des partenaires	La Partie Ivoirienne supporte les salaires des cadres et des formateurs du centre et les coûts de fonctionnement en cours de la formation, y compris l'exploitation et la maintenance des équipements fournis par le projet, les dépenses pour l'entretien des installations, etc. Le Japon, Bailleur de Fonds, contribue avec un don d'un montant de 3 837 524 USD l'ONUDI assure la maîtrise d'œuvre du projet.
Durée du projet	La durée du projet a été initialement fixée à 3 ans : Date de démarrage: 1 septembre 2010 Date de fin arrêtée après deux extensions : 31 décembre 2013
Objectif de développement	L'objectif de développement du projet est de contribuer à la consolidation de la paix et la reprise économique du pays.
Objectifs à moyen terme	L'objectif à moyen terme du projet est de contribuer à l'élargissement du capital humain en renforçant la formation professionnelle dans le pays.
Objectifs immédiats	Réhabiliter et rééquiper le Centre de formation professionnelle de Bouaké
Résultats attendus	Fournir un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) des compétences recherchées afin de leur permettre d'obtenir un emploi et / ou de démarrer une activité économique leur permettant de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles
	Résultat 1 : Le cadre optimal de formation conçu et pertinence des sujets de formation confirmée
	Résultat 2 : La capacité de formation du Centre de Bouaké est rétablie et élargie pour répondre à la demande du marché du travail

Intitulé du Project	Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire
	Résultat 3 : Un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) ont obtenus des compétences recherchées

2. OBJET DE L'EVALUATION, DE LA PORTEE ET DE LA METHODOLOGIE

2.1 OBJET DE L'EVALUATION

La présente évaluation finale concerne deux projets à savoir:

1°) Le projet « Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire » (TF/IVC/10/004) réalisé au sein du CET de Bouaké.

2°) Le projet d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : formation qualification) TE/IVC/08/003 réalisé au sein du LP de Ferké.

La mission d'évaluation a été réalisée par M. Mohamed AZLAL, Expert International et M. Michel TEHE, Expert National. Les investigations sur le terrain en Côte d'Ivoire se sont déroulées du 05 au 13.09.2013. Les termes de référence de cette mission sont décrits en annexe A du présent rapport. La méthodologie adoptée pour la réalisation de la présente étude est développée au paragraphe 2.3 ci-dessous.

2.2 BUT DE L'EVALUATION

Conformément à ses termes de référence, le but de la présente étude consiste à évaluer:

- La pertinence des deux projets par rapport aux priorités et politiques du Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des affaires sociales et de la Formation Professionnelle MEMEASFP, du donateur et de l'ONUDI ;
- L'efficacité des projets en termes de produits réalisées et des objectives achevées par rapport à ceux prévus ;
- L'efficience de la mise en œuvre: la quantité, la qualité, le coût et la rapidité de l'ONUDI et ainsi que les apports et les activités de la contrepartie ;
- Les perspectives de l'impact du développement ;
- La durabilité à long terme des résultats et bénéfices.

L'évaluation devra fournir une base analytique nécessaire et fournir des recommandations au MEMEASFP, aux donateurs et à l'ONUDI pour assurer la durabilité des projets. L'évaluation devra également tirer les leçons d'une application plus large ainsi qu'alimenter une évaluation thématique des projets de l'ONUDI, "Réhabilitation post-conflit".

2.3 DEMARCHE METHODOLOGIQUE DE L'EVALUATION

L'évaluation a été réalisée au travers de l'analyse des données collectées par les évaluateurs à partir :

- **De la revue des documents fournis essentiellement par l'ONUDI** et plus particulièrement par :
 - ✓ Les Responsables concernés au niveau de l'ONUDI à Vienne ;
 - ✓ l'Unité de Gestion du projet TF/IVC/10/004 de Bouaké ;
 - ✓ Le Coordonateur National, du Projet d'Appui à la Formation Professionnelle (PROFORME), en cours de réalisation par l'ONUDI dans le cadre d'un financement de l'UE, qui était le Responsable de l'Unité de Gestion du Projet TE/IVC/08/003 réalisé au sein du LP de Ferké.

Les documents consultés sont placés en annexe C du présent rapport (les documents comptables examinés ne sont pas présentés en annexe C).

- **Des entretiens effectués avec :**
 - ✓ Les Responsables concernés au niveau de l'ONUDI à Vienne ;
 - ✓ Les responsables du MEMEASFP à Abidjan ;
 - ✓ Les Directeurs Régionaux de la Formation Professionnelle de Bouaké et de Ferké ;
 - ✓ Les Directeurs, les formateurs, les lauréats et les professionnels partenaires du CET de Bouaké et du LP de Ferké ;
 - ✓ La représentante de l'ONUDI à Abidjan ;
 - ✓ Les Responsables des Unités de Gestion des deux projets ;
 - ✓ Les Bailleurs de fonds.

Les listes des personnes rencontrées sont placées en annexe B.

Les entretiens ont été effectués sur la base de guides d'entretien élaborés pour chacune des catégories des personnes enquêtées (voir en annexe E les guides d'entretien utilisés);

- **Des investigations faites in situ au niveau du CET de Bouaké et du LP de Ferké.** La visite de ces deux centres a permis aux évaluateurs de :
 - ✓ Observer les réhabilitations effectuées et les équipements acquis ;
 - ✓ S'informer auprès des formateurs sur leur satisfaction en ce qui concerne les aménagements effectués notamment au niveau des ateliers de formation et aussi sur la qualité des équipements et des fournitures acquis.

Plus précisément l'évaluation a été conduite comme suit :

1°) En ce qui concerne l'évaluation des travaux de réhabilitation et d'aménagement des infrastructures effectués au niveau du CET de Bouaké et du LP de Ferké ainsi que l'évaluation des équipements livrés et installés au niveau de ces deux établissements

L'évaluation des travaux de réhabilitation et d'aménagement des infrastructures et des équipements livrés et installés au niveau des deux établissements s'est posée sur:

a) Les investigations effectuées au niveau de ces deux centres lors de notre visite qui ont permis d'apprécier la qualité des réhabilitations et des aménagements effectués ainsi que des équipements livrés et installés aux ateliers de formation des deux centres.

b) L'analyse des documents disponibles au niveau des Unités de Gestion des deux projets, notamment :

- ✓ Le document portant sur la définition des besoins en travaux de réhabilitation, d'aménagement et des équipements ;
- ✓ Les cahiers des charges (CDC) et documents de réception technique des réalisations ;
- ✓ Les documents et rapports de suivi des réalisations.

c) Les entretiens effectués avec les responsables, les formateurs et les lauréats du CET de Bouaké et du LP de Ferké concernant leurs appréciations sur les réhabilitations et aménagements effectués ainsi que sur les équipements acquis et installés.

2°) Pour ce qui est de l'évaluation de la formation et du perfectionnement des formateurs

L'évaluation de la formation et du perfectionnement des formateurs a été réalisée à travers l'analyse des données collectées par les évaluateurs à partir des entretiens effectués avec les formateurs (bénéficiaires) et des documents disponibles au niveau des Unités de Gestion des deux projets :

a) Dans le cadre de la rencontre avec les formateurs, il a été prévu de tenir des réunions et des entretiens avec tous les formateurs du CET de Bouaké et du LP de Ferké intervenant en formation qualifiante, étant donné que l'effectif de ces formateurs est très réduit (Il est de 14 enseignants à Bouaké et de 6 à Ferké). Les entretiens ont eu lieu effectivement avec 18 formateurs (14 de Bouaké soit 100% et 4 de Ferké soit 67%). Ces rencontres ont été effectuées sur la base d'un guide d'entretien (voir en annexe B la liste des formateurs rencontrés et en annexe E le guide destiné aux formateurs).

b) Les documents examinés en ce qui concerne les actions de formation et de perfectionnement des formateurs, ont été fournis par les responsables des unités de gestion des deux projets. Il s'agit des listes de bénéficiaires sélectionnés à participer à la formation, le document sur la définition des besoins en formation, les programmes de formation et de perfectionnement réalisés ainsi que les rapports de suivi et d'évaluation des actions effectuées.

3°) En ce qui concerne les jeunes formés

L'évaluation de la formation dispensée aux jeunes dans le cadre du mode de formation qualifiante a été réalisée à partir de l'analyse des données collectées au niveau des entretiens effectués avec les Lauréats (bénéficiaires), mais aussi avec les professionnels partenaires, les formateurs et les managers des deux établissements ainsi que des documents disponibles au niveau des Unités de Gestion des deux projets :

a) Dans le cadre de la rencontre avec les lauréats, Il a été prévu de rencontrer un effectif suffisamment représentatif soit environ 10% des lauréats de chaque filière (35 jeunes formés au CET de Bouaké et 7 au LP de Ferké), choisis au hasard. Les entretiens ont été effectués effectivement avec 36 lauréats (21 lauréats de Bouaké soit 6% qui reste représentatif pour le cas

de notre mission et 15 lauréats de Ferké soit 21%). Ces entretiens ont été effectués, sur la base d'un guide d'entretien, d'une manière groupée au niveau des établissements de formation et par petits groupes au niveau des lieux de stage (voir en annexe B la liste des lauréats rencontrés et en annexe E le guide destiné aux lauréats).

b) Lors des entretiens avec les formateurs, la pertinence de la formation qualifiante, sa gestion et la qualité de sa mise en œuvre ont été également abordées.

c) En ce qui concerne la rencontre avec les professionnels, il a été prévu de s'entretenir avec au moins deux professionnels par filière de formation parmi les professionnels partenaires des deux établissements qui ont recruté des lauréats. Les entretiens ont eu lieu avec 12 professionnels (7 à Ferké et 5 à Bouaké). Ces entretiens ont été conduits sur la base d'un guide d'entretien. La liste des professionnels rencontrés est donnée en annexe B et le guide destiné aux professionnels est placé en annexe E.

d) Les documents examinés en ce qui concerne la formation des jeunes au CET de Bouaké et au LP de Ferké, ont été fournis par les responsables des unités de gestion des deux projets. Il s'agit de l'étude sur les métiers porteurs, les listes des apprentis et des lauréats, le système de sélection à la formation qualifiante, les programmes des filières de formation ainsi que les rapports de suivi et d'évaluation des réalisations effectuées.

4°) Réunion de cadrage de l'étude

Avant d'entamer les investigations en Côte d'Ivoire, une réunion de cadrage de la mission d'évaluation a été tenue le 2 septembre 2013 avec les commanditaires de l'étude au Siège de l'ONUDI à Vienne (voir en annexe B les personnes rencontrées). Cette réunion a permis aux évaluateurs de:

a) Mieux cerner les attentes des commanditaires de l'étude ;

b) Récupérer la documentation, disponible au niveau du Siège de l'ONUDI, sur le projet (voir en annexe C les documents reçus) ;

c) Officialiser la phase des investigations en confirmant le programme des visites de travail aux institutions centrales, régionales et locales concernées en Côte d'Ivoire. Le programme des investigations au niveau de la Côte d'Ivoire a démarré le 05.09.2013 pour s'achever le 13.09.2013.

2.4 LIMITES DE LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE :

La présente étude d'évaluation externe trouve sa limite non seulement dans son délai relativement court, mais aussi et surtout dans la possibilité de rétention d'informations par les personnes interviewées. Le croisement des informations collectées a permis de mener cette étude d'une manière objective.

Il est à noter aussi que les directeurs des deux établissements qui avaient accompagné les projets objet de l'évaluation dans toutes les phases de mise en œuvre ont été mutés. L'équipe d'évaluation n'a pas pu les rencontrer pour prendre en considération leurs points de vue et leurs observations.

Aussi, la restructuration du Ministère chargé de la Formation Professionnelle a provoqué la nomination de nouveaux responsables qui n'ont pas d'informations suffisantes sur les deux projets. Néanmoins il faut signaler que Le Directeur National des deux Projets qui est le Directeur de la Formation Professionnel a toujours maintenu son poste.

3. CONTEXTE

Aujourd'hui, en Côte d'Ivoire, 1 personne sur 2 est considérée comme pauvre contre 1 personne sur 10 en 1985. En effet, le taux de pauvreté est passé de 10% en 1985 à 48,9% en 2008 ; ce qui correspond à un effectif de pauvres estimé à 974 000 en 1985 et à 10 174 000 en 2008.

3.1 SITUATION ET TENDANCES GENERALES

Cette pauvreté de la population ivoirienne est plus accentuée en milieu rural qu'en milieu urbain. En 2008, 12 personnes du milieu rural sur 20 sont pauvres contre 6 en milieu urbain. En 1985, le rapport était de 3 personnes pauvres en milieu rural sur 20, contre 1 personne pauvre sur 20 en milieu urbain. La pauvreté est inégalement répartie, dans le grand Sud, le taux de pauvreté dans les ménages dirigés par des déplacés internes est de 36,5% ; il est de 36% dans les ménages hébergeant des déplacés internes. Ces taux, plus faibles que le taux national de 48,9%.

En ce qui concerne l'emploi et le chômage, les statistiques disponibles issues en 2008 indiquent que le chômage s'est accru. De 6,4% en 2002, le taux de chômage de la population active est estimé à 15,7% en 2008. Le chômage des jeunes âgés de 15-24 ans est le plus important. Le taux de chômage de la population active de ce groupe d'âge est de 24,2% en 2008 et celui des 25-34 ans est de 17,5%. Le chômage touche davantage les femmes que les hommes. Il est plus important en milieu urbain qu'en milieu rural et particulièrement dans les grandes villes comme Abidjan. En effet, le taux de chômage des femmes est de 19,8% contre 12,1% chez les hommes. Il est de 27,4% en milieu urbain contre 8,7% en milieu rural. Le taux de chômage à Abidjan est de 33,2%.

Depuis la fin des années 90, l'économie de la Côte d'Ivoire évolue dans un environnement de crises sociopolitiques et militaires. En septembre 2002, le conflit armé a conduit à l'arrêt de plusieurs projets de développement et au recul de l'activité dans les différents secteurs de l'économie. Toutefois, à la faveur de la mise en œuvre du programme de sortie de crise issu de l'Accord Politique de Ouagadougou (APO) et de la conclusion de l'Aide d'Urgence Post-Conflit (AUPC) en août 2007 dont la bonne exécution devrait conduire à une Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC), l'économie bénéficie d'un retour de confiance des opérateurs économiques.

3.2 STRATÉGIES ET POLITIQUES

La Côte d'Ivoire demeure non seulement pauvre mais aussi très endettée. Elle fait partie en effet des 34 pays africains sur les 42 pays au monde qui ont été identifiés en tant que Pays Pauvres Très Endettés (PTE). Une proportion importante de sa population active est au chômage. Des diplômés des universités et des grandes écoles ne trouvent pas d'emplois. L'espérance moyenne de vie à la naissance n'est que de 47 ans contre plus de 80 ans en Europe et en Asie. Ainsi, en Côte d'Ivoire, on vit pratiquement deux fois moins longtemps qu'à Singapour où l'espérance de vie est de 82 ans.

Toutefois, le sous sol du pays regorge d'énormes potentialités minières, le sol propice à l'agriculture, des femmes et des hommes bien formés. Ces atouts judicieusement exploités, bien mis en valeur et bien utilisés devraient lui permettre de se hisser, en l'espace d'une génération, au rang d'un pays industrialisé où il fait bon vivre.

Ainsi, dans tous les secteurs de développement, l'Etat ivoirien s'est engagé dans des défis majeurs à travers des politiques fondées sur l'atteinte des OMD, l'application du Programme National de Développement (PND) et du Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP). La Côte d'Ivoire est, naturellement, engagée dans ces stratégies avec l'aide de ses partenaires de développement. C'est dans cette perspective que l'une des stratégies de l'Etat, pour réduire considérablement le taux de pauvreté dans la population, consiste à disposer de ressources humaines jeunes et qualifiées. Pour ce faire, des efforts concertés devront être organisés avec, d'une part l'ensemble des acteurs du système de formation professionnelle et supérieure qui fournit des qualifications/spécialisations, et d'autre part le secteur privé pourvoyeur d'emplois.

3.2.1 Orientations stratégiques en matière de formation professionnelle

Dans le PND, la politique de l'Etat envisage que les adolescents, les jeunes et les adultes ayant achevé ou non une éducation de base, soient formés à un métier adapté aux besoins du marché et accompagnés dans leur insertion professionnelle. La réalisation de cet impact tourne autour de deux résultats d'effet : (i) la gestion du secteur de l'enseignement technique et professionnelle est participative, transparente et efficace et (ii) les populations ont accès à un Enseignement Technique et une Formation Professionnelle de qualité.

Effet 1 : La gestion du secteur de l'enseignement technique et professionnel est participative, transparente et efficace

La réalisation de cet effet se fera grâce à trois extrants : (i) le cadre légal et réglementaire de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (ETFP) est actualisé, (ii) les administrations centrales et locales disposent de capacités humaines et techniques pour accomplir efficacement leurs missions et (iii) les populations sont informées sur les offres de formation de l'ETFP.

Effet 2 : Les populations ont accès à un Enseignement Technique et une Formation Professionnelle de qualité

Cinq extrants permettront de réaliser cet effet : (i) les capacités d'accueil de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle sont accrues ; (ii) les modules de formations continues sont dispensées aux agents du secteur productif ; (iii) les conditions de maintien des apprenants de l'ETFP sont réunies ; (iv) les groupes vulnérables bénéficient de formations spécifiques et (v) l'offre de formation est adaptée aux besoins de l'économie et à l'évolution technologique.

Au niveau de l'accessibilité et du maintien à l'ETFP, il est d'abord nécessaire de renforcer les capacités d'accueil de l'ETFP, notamment par la réhabilitation et la construction des établissements et des structures en fonction des potentialités locales.

Ensuite, l'offre de formation devra être développée à travers l'instauration de nouveaux types d'apprentissages. De plus, les conditions de maintien des apprenants et stagiaires dans l'ETFP devront être améliorées par l'ouverture des internats et des cantines scolaires. En définitive, il faudra prendre en charge les groupes vulnérables ou spécifiques en facilitant leur accès à l'ETFP.

L'amélioration de la qualité de la formation à l'ETFP, passe d'une part, par le renforcement des équipements techniques, pédagogiques, administratifs qui tient compte de l'évolution technologique, et d'autre part, par l'amélioration de la formation initiale et continue des enseignants, ainsi que celle des gestionnaires du système. Par ailleurs, il faudra adapter les formations techniques et professionnelles aux besoins de l'économie et à l'évolution technologique par la mise en place des branches professionnelles, la définition des nomenclatures des spécialités de formation et la révision des curricula. Enfin le partenariat Ecole/Entreprise doit être renforcé et l'entrepreneuriat, promu.

3.3 CADRE DES NATIONS UNIES

Le Système des Nations Unies (SNU) intervient en tant que partenaire à travers un cadre bien défini appelé Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF). Il constitue un document de planification stratégique commun à moyen terme pour les agences des Nations Unies. Ainsi, l'UNDAF est destiné à fournir une direction au Système des Nations Unies, afin de réaliser une meilleure cohérence et un plus grand impact de l'action du SNU basée sur les mandats et les compétences respectives de chacune des agences concernées.

3.3.1 Présence du SNU en Côte d'Ivoire:

Le SNU est fortement représenté en Côte d'Ivoire à travers, le BIT, la FAO, le FNUAP, le HCR, l'OMS, l'ONUDI, le PAM, le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF, OIT, OCHA, ONUSIDA, etc. Ces Agences appuient de façon variée et multiforme ; le développement du pays en matière de lutte contre la pauvreté, la lutte contre le VIH/SIDA, la promotion de la bonne gouvernance et des droits de l'homme, l'assistance humanitaire, la mise en œuvre des réformes économiques et sociales, le développement du secteur privé, la promotion de l'emploi et les activités de population. En outre, elles mènent des activités de plaidoyer dans le cadre de leur appui aux objectifs issus des conférences et conventions internationales.

Outre les Agences représentées en Côte d'Ivoire, l'UNDAF intègre également les contributions des autres agences non représentées dans la mesure où elles contribuent aux objectifs identifiés.

Cette large présence du SNU en Côte d'Ivoire a facilité l'adoption d'une approche coordonnée d'appui au processus d'élaboration du "Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui sert également de cadre de référence des interventions de l'ensemble des partenaires au développement.

Enfin, il convient de noter que le FNUAP, PAM, le PNUD et l'UNICEF ont harmonisé leur cycle de programmation (depuis 2003) dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour le Développement (UNDG).

Les secteurs de partenariats stratégiques :

En s'appuyant sur le PND, les domaines prioritaires de l'UNDAF révisé pour la période 2013 – 2015 sont :

- 1°) La consolidation de la paix, la protection des droits de l'homme, la réconciliation nationale, la sécurité et la bonne gouvernance ;
- 2°) La création d'emplois et l'augmentation des revenus pour les groupes vulnérables, la sécurité alimentaire et l'environnement ;
- 3°) Les services sociaux de base.

L'intervention de l'UNIDO à travers le « Programme d'Appui à la Relance du Secteur de la Formation Professionnelle et à l'Insertion Socio-économique des Jeunes sans Emploi » et le « Projet de Formation des Jeunes pour la Reconstruction Post-Conflict » se situe dans le cadre de la création d'emplois et l'augmentation du revenu pour les groupes vulnérables. Cette intervention cadre aussi avec le deuxième axe de stratégie du DSRP ainsi qu'avec les OMD.

3.3.2 Présence de l'ONUDI en Côte d'Ivoire

L'ONUDI appuie le Gouvernement ivoirien afin d'accélérer la croissance industrielle et économique du pays, générer des emplois décents et réduire la pauvreté.

Sur le plan stratégique, l'ONUDI apporte son assistance dans la formulation d'une politique industrielle et le renforcement du cadre institutionnel pour permettre à la Côte d'Ivoire de consolider son secteur industriel et accélérer le processus de changement structurel de son économie.

Sur le plan opérationnel, l'ONUDI appuie le secteur privé pour contribuer au renforcement de la compétitivité de l'économie ivoirienne et faciliter son insertion dans une économie régionale et mondiale. Dans le cadre du « Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale », l'intervention de l'ONUDI porte sur l'amélioration de la compétitivité des entreprises exportatrices et le respect des normes de qualité.

L'ONUDI s'engage dans la mise à niveau et l'appui à la démarche qualité des industries ivoiriennes, la facilitation de leur connexion aux marchés à travers le développement de consortiums d'exportation, le renforcement des laboratoires de contrôle, des institutions de normalisation, de métrologie et des centres techniques. Afin de pérenniser le processus d'amélioration de compétitivité des industries ivoiriennes, L'ONUDI assiste dans la formulation d'un programme national de restructuration et de mise à niveau.

L'insertion socio économique des jeunes et des populations les plus vulnérables constitue une priorité de l'ONUDI dans la lutte contre la pauvreté. A cet effet l'ONUDI développe un dispositif d'appui à l'insertion des jeunes dénommé « Chaine de l'Emploi » qui combine la formation professionnelle, l'entrepreneuriat et la création d'activités génératrices de revenu. Les compétences acquise permettent ainsi aux jeunes l'exercice de professions ciblées et l'immersion dans les entreprises privées à travers des stages et des formations. L'accès au financement de microprojets à forte valeur ajoutée est rendu possible par le « Fonds d'Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes ». Ce Fonds est destiné à accorder aux jeunes, porteurs de projets, des prêts remboursables.

L'ONUDI intervient largement dans le domaine de l'environnement et de l'énergie. Dans le cadre du protocole de Montréal, L'ONUDI travaille dans la décontamination des équipements de réfrigération, des centrales thermiques, des générateurs d'énergie électrique et des polluants tels les chlorofluorocarbones. En répondant à la nécessité croissante d'accès à l'électricité dans les zones rurales de la Côte d'Ivoire, L'ONUDI envisage de développer des sources d'énergies renouvelables telles que les systèmes mini-hydroélectriques, photovoltaïques et de biomasse. A travers cette assistance stratégique et opérationnelle, l'ONUDI s'engage au coté du Gouvernement ivoirien pour appuyer la Côte d'Ivoire à devenir un pays émergent.

3.4 INITIATIVES DES PARTENAIRES DE COOPERATION INTERNATIONALE

La Côte d’Ivoire a ratifié la majorité des accords et conventions internationales et régionales. Dans cette posture, elle collabore, à travers des partenariats, avec de nombreux pays, organisations et ONG internationales. Dans sa politique de développement économique, social, politique et environnementale, ainsi que de reconstruction et de consolidation de la paix et de la cohésion sociale, la Côte d’Ivoire sollicite des aides et assistance institutionnelles, techniques, financières, et logistique.

Depuis le déclenchement de la crise le nombre d’organisations et ONG internationales opérant en Côte d’Ivoire a augmenté. En plus du SNU, l’Etat ivoirien bénéficie de l’appui de pays partenaires à travers leurs Ambassades, ONG internationales et d’autres bailleurs dont les plus importants sont :

3.4.1 Agence Française de Développement (AFD)

La coopération entre la France et la Côte d’Ivoire couvre une multitude de secteurs.

L’AFD promeut la réduction des inégalités ainsi que le secteur privé fortement créateur d’emplois. L’AFD accorde des financements dans les domaines suivants : (i) Secteurs sociaux (éducation, santé, lutte contre le VIH/Sida), (ii) Agriculture et sécurité alimentaire, (iii) Infrastructures et développement urbain, (iv) Environnement et ressources naturelles, (v) Eau et assainissement, (vi) Secteur productif.

3.4.2 Union Européenne (UE)

L’intervention de l’UE en Côte d’Ivoire se fait en phase avec les programmes de développement de l’Etat ivoirien. L’UE intervient dans le financement de la reconstruction post-crise, de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Côte d’Ivoire et dans les programmes pour l’atteinte des OMD.

Dans cette optique, l’UE a beaucoup de conventions de financement avec la Côte d’Ivoire dans le secteur de l’éducation et de la formation. C’est dans ce cadre qu’elle a octroyé un financement à l’ONUDI pour le financement du Programme d’Appui à la Formation Professionnelle et à l’Insertion des jeunes en Côte d’Ivoire. Par ailleurs, dans le cadre du 10^e Fond Européen pour le Développement (FED), l’UE a établi un plan de financement d’envergure pour la Côte d’Ivoire pour le quinquennat 2008 – 2013.

4. RESULTATS DE L'ÉVALUATION

4.1 ANALYSE DES CADRES LOGIQUES DES DEUX PROJETS

A. PROJET DE FORMATION DES JEUNES POUR LA RECONSTRUCTION POST-CONFLIT ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

L'évaluation de la formulation est appréhendée à travers l'analyse du cadre logique à savoir l'analyse des:

- Objectifs et des résultats ;
- Indicateurs et des sources de vérification de ces indicateurs ;
- Risques et hypothèses.

1°) Analyse des objectifs et des résultats :

- **L'analyse des objectifs et des résultats de ces deux cadres logiques fait ressortir que :**
 - L'objectif à moyen terme tel qu'il est formulé est plutôt un objectif de développement étant donné que le projet n'intervient que dans la zone concernée par le CET de Bouaké et non dans le pays (Côte d'Ivoire) ;
 - Le résultat R2 est plus global que le premier objectif immédiat puisque ce résultat intègre en plus, le perfectionnement des formateurs, par conséquent le premier objectif immédiat est à supprimer ;
 - Le résultat R3 est en redondance avec le deuxième objectif immédiat et sont formulés comme un indicateurs. Nous proposons de supprimer celui-ci et de reformuler le résultat R3 comme suit : « les formations diplômante et qualifiante sont renforcées et améliorées au CET et au Centre Bureautique, Comptabilité et Gestion (CBCG) de Bouaké ».
- **Constat :**
 - Il manque un résultat qui devrait traiter les aspects d'adéquation formation emploi et d'accompagnement de l'insertion dans la vie active des lauréats en tant que salariés ou auto insérés.

2°) Analyse des indicateurs et des sources de vérification de ces indicateurs :

Les indicateurs du cadre logique contenu dans les TdR ne sont pas précis et ne permettent pas de mesurer objectivement l'atteinte des résultats et objectifs.

Exemple : pour l'objectif à moyen terme « Contribuer à l'agrandissement du capital humain en renforçant la formation professionnelle dans le pays », les indicateurs fixés sont :

- ✓ Capacité de formation professionnelle renforcée
- ✓ Formateurs formés
- ✓ Etudiants formés par le centre chaque année

Par contre, les indicateurs présentés dans le cadre logique actualisé sont plus précis. Ce sont ces indicateurs qui sont utilisés pour mesurer, dans le cadre de la présente évaluation, l'atteinte ou pas des objectifs et résultats. Ces indicateurs sont présentés et examinés comme suit:

L'indicateur de mesure de la réalisation de l'objectif à moyen terme :

L'indicateur de réalisation de l'objectif à moyen terme est formulé comme suit : « Les effectifs des apprenants en formation sur le site du CET de Bouaké (effectifs du CET de Bouake et du CBCG) dépassent 1500 jeunes par an à partir de l'année 2013-2014, dont au moins 35% de filles ».

Cet indicateur précise l'effectif des apprenants en formation professionnelle au niveau de CET et du CBCG de Bouaké avec une prise en compte de l'aspect genre. Cet effectif devra être atteint à partir de l'année 2013-2014, c'est-à-dire après la mise à niveau globale du Site du CET de Bouaké. Il permet donc de mesurer l'atteinte de l'objectif à moyen terme du projet « Contribuer à l'agrandissement du capital humain en renforçant la formation professionnelle dans le pays ».

Les sources de vérification de l'indicateur de mesure de la réalisation de l'objectif à moyen terme:

Pour vérifier l'indicateur de mesure de la réalisation de l'objectif à moyen terme, deux sources ont été définies à savoir :

- L'étude de définition des besoins en compétences de la région du Gbeke validée par le MEMEASFP
- Les rapports d'activités du MEMEASFP

Ces deux sources sont suffisantes pour vérifier l'indicateur.

L'indicateur de mesure de la réalisation du résultat R1 :

L'indicateur de mesure de la réalisation du résultat R1 est formulé comme suit :

- Au moins 5 filières de formation qualifiante répondant aux besoins exprimés par les professionnels sont mises en place au CET de Bouaké après validation par le MEMEASFP avant fin 2012

Cet indicateur précise le nombre de filières de formation qualifiante qui sont mises en place au CET de Bouaké avant fin 2012, leur pertinence au regard des exigences d'emploi et leur validation par le MEMEASFP. Ainsi défini, il permet donc de mesurer l'atteinte du résultat R1.

Les sources de vérification de l'indicateur de mesure de la réalisation du résultat R1 :

Pour vérifier l'indicateur de mesure de la réalisation du résultat R1, deux sources de vérification sont définies à savoir :

- L'étude de définition des besoins en compétences de la région du Gbeke validée par le MEMEASFP
- Les rapports d'activités du MEMEASFP

La réalisation de l'étude de définition des besoins en compétences de la région du Gbeke est prévue dans le cadre du projet et le MEMEASFP réalise des rapports d'activité périodiques et annuels sur la formation professionnelle au niveau national. Ces deux sources sont suffisantes pour vérifier l'indicateur.

Les indicateurs de mesure de la réalisation du résultat R2 :

Les deux indicateurs de mesure de la réalisation du résultat R2 sont formulés comme suit :

- Les équipements nécessaires pour assurer la formation d'un effectif de 1000 apprenants dans au moins 6 filières sont acquis, livrés au CET de Bouake et au CBCG avant la fin 2012
- Le perfectionnement de tous les formateurs qui dispensent des cours pratiques sur les équipements acquis dans le cadre du projet sont formés sur l'utilisation et la maintenance de ces équipements avant fin novembre 2013

Les deux indicateurs définis pour mesurer l'atteinte du résultat R2 portent sur les équipements à mettre en place avant la fin 2012 et le perfectionnement sur l'utilisation et la maintenance de ces équipements des formateurs chargés de leur opérationnalisation.

Ces deux indicateurs permettent donc de mesurer l'atteinte du résultat R2 étant donné que les opérations de réhabilitation et d'aménagement des locaux constituent un préalable à la mise en place et à l'opérationnalisation des équipements et aussi de la formation des apprenants.

Les sources de vérification de l'indicateur de mesure de la réalisation du résultat R2 :

Pour vérifier l'indicateur de mesure de la réalisation du résultat R2, trois sources de vérification sont indiquées à savoir :

- Liste des participants et les rapports de mission de formation fournis par les participants
- Les procès verbaux (PV) de réception des travaux de réhabilitation
- Les procès verbaux (PV) de réception des équipements acquis

Ces sources de vérification sont suffisantes pour vérifier l'indicateur.

L'indicateur de mesure de la réalisation du résultat R3 :

L'indicateur de mesure de la réalisation du résultat R2 est formulé comme suit :

- Un minimum de 3000 lauréats sont formés au niveau du CET et du CBCG de Bouake durant la période du projet dont au moins 35% de filles

Cet indicateur permet de mesurer l'atteinte du résultat R3. A noter que cet indicateur est formulé de la même manière que le résultat à vérifier.

La source de vérification de l'indicateur de mesure de la réalisation du résultat R3 :

Pour vérifier l'indicateur de mesure de la réalisation du résultat R3, une source de vérification est indiquée à savoir : les rapports d'activité du MEMEASFP

Cette source est suffisante pour vérifier l'indicateur.

3°) ANALYSE DES RISQUES ET HYPOTHESES

Les risques et hypothèses formulés en ce qui concerne la réalisation des objectifs et résultats sont présentés dans les tableaux n°4.1 et n°4.2 suivants :

Tableau n°4.1 : Hypothèses et risques concernant les objectifs

Objectifs	Hypothèses et risques
<p>Objectif de développement : Contribuer à la consolidation de la paix et la reprise économique du pays</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le processus de réconciliation est efficient ▪ Le tissu économique se densifie et le marché de l'emploi est favorable
<p>Objectif à moyen terme: Contribuer à l'agrandissement du capital humain en renforçant la formation professionnelle dans le pays</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le projet est réalisé dans les délais prévus ▪ Le Ministère met les moyens financiers et humains indispensables pour assurer les formations ▪ La paix est consolidée

Tableau n°4.2 : Hypothèses et risques concernant les résultats

Résultats	Hypothèses et risques
<p>Résultat R1 Cadre optimal de formation conçu et la pertinence des sujets de formation confirmée</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les professionnels n'adhèrent pas à la définition des besoins et compétences ▪ Les filières de formation sélectionnées ne sont pas attractives pour les stagiaires, notamment les jeunes filles ▪ L'insertion ou l'auto insertion des lauréats n'est pas assurée
<p>Résultat R2 : La capacité de formation du Centre de Bouaké est rétablie et élargie pour répondre à la demande du marché du travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation des travaux de réhabilitation dans les délais ▪ Les équipements sont acquis et opérationnalisés dans les délais ▪ Les formateurs ne sont pas motivés pour se former
<p>Résultat R3 : Un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) ont obtenu des compétences recherchées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les filières de formation sont attractives pour les jeunes ▪ Le projet est réalisé dans les délais ▪ La paix est consolidée dans le pays

Les évaluateurs n'ont pas de remarques particulières en ce qui concerne les hypothèses et risques formulés. Les risques et hypothèses prévus sont suffisants.

B. Projet D'APPUI A LA RELANCE DU SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET A L'INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES SANS EMPLOI (COMPOSANTE III : FORMATION QUALIFICATION)

1°) ANALYSE DES OBJECTIFS ET DES RESULTATS :

L'analyse du cadre logique de ce projet n'a pas été abordée dans le cadre de la présente évaluation étant donné que les TdR ne présentent pas de cadre logique et le document du projet ne fournit que l'objectif principal et les deux résultats attendus du projet. Les indicateurs de mesure de l'atteinte de l'objectif principal et des résultats ainsi que les sources de vérification et les risques ne sont pas définis.

Il est à rappeler que l'évaluation a porté uniquement sur une partie du projet, à savoir la composante III « Formation Qualification ».

4.2 EVALUATION DE LA GESTION ET DE LA COORDINATION DES DEUX PROJETS

4.2.1 Contributions des principaux partenaires

➤ Contributions du MEMEASFP

Les analyses effectuées font ressortir que dans le cadre de la mise en œuvre des deux projets, les contributions du MEMEASFP ont porté sur la mise à disposition du projet:

- D'un cadre supérieur en tant que Directeur National qui assure la cogestion des deux projets avec l'ONUDI en l'occurrence M. le Directeur de la Formation Professionnelle du MEMEASFP ;
- Des ressources humaines sélectionnées pour participer aux activités des projets et des programmes de formation en cours d'emploi notamment les formateurs du CET de Bouaké et du LP de Ferké ainsi que celles qui sont nécessaires pour le fonctionnement des deux projets et qui sont arrêtées en commun accord chaque fois que c'est nécessaire ;
- La prise en charge des salaires des cadres et des formateurs des deux établissements et les coûts de fonctionnement en cours de la formation, y compris l'exploitation et la maintenance des équipements fournis par les deux projets, les dépenses pour l'entretien des installations ;
- La mise à la disposition des deux projets des salles de classe et des ateliers des deux établissements pour l'installation des équipements et la mise en œuvre des formations ainsi que les bureaux qui abritent les unités de gestion de ces deux projets.

Le MEMEASFP a ainsi donc fourni sa contribution stipulé dans les documents des deux projets.

➤ Contributions de l'ONUDI

Les contributions de l'ONUDI ont porté sur :

- La mise en place et l'opérationnalisation des deux unités de gestion des deux projets;
- La réalisation des travaux de réhabilitations et d'aménagement des infrastructures du CET de Bouaké et du LP de Ferké ;
- L'acquisition et l'installation des équipements scolaires, informatiques et technico pédagogiques nécessaires pour former annuellement 3000 apprentis dans 6 filières de formation au CET de Bouaké et 1000 apprentis dans 03 filières au niveau du LP de Ferké ;
- La formation et le perfectionnement des ressources humaines du CET de Bouaké et du LP de Ferké ;

- L'acquisition des fournitures pour instruction des apprentis de formation qualifiante des deux établissements et l'accompagnement du CET de Bouaké et du LP de Ferké dans la mise en œuvre de la formation qualifiante durant la période du projet.

4.2.2 Evaluation de la gestion et de la coordination des deux projets

Les analyses effectuées en ce qui concerne la gestion et de la coordination des deux projets font ressortir que:

- La gestion des deux projets et leurs mécanismes de coordination sur le terrain ont été performants et efficaces ;
- La définition des besoins en ce qui concerne les travaux d'aménagement et de réhabilitation des infrastructures, les équipements scolaires, informatiques et technico pédagogiques, la formation et le perfectionnement des formateurs ainsi que la définition des filières et des programmes de formation ont été réalisés en collaboration avec le MEMEASFP. Toutes les réalisations effectuées ont été approuvées par le MEMASFP avant le lancement et après l'exécution ;
- Le suivi des réalisations effectuées a été assuré par les Comités de Suivi mis en place par l'ONUDI et le MEMEASFP. Le comité de suivi de chacun des deux établissements est composé du représentant du MEMEASFP, de la Direction Régionale de la Formation Professionnelle (DRFP), du Directeur de l'établissement et du Responsable de l'Unité de Gestion du projet. Le reporting des situations d'avancement des deux projets ont été assurés d'une manière régulière par les Unités de gestion des deux projets (voir en annexes C et F, les documents et rapports de suivi) ;
- En ce qui concerne la mise en place de coopérations et de synergies avec d'autres projets, les responsables du MEMEASFP ont précisé que les deux projets se sont appuyés sur la réflexion stratégique du Ministère qui permet à l'ensemble des acteurs d'harmoniser et de coordonner leurs interventions et que ces projets ont bénéficié des leçons tirées des programmes de l'UNESCO, de l'Espagne et de la Banque Africaine de Développement (BAD), portant sur la réhabilitation des établissements sinistrés. Le projet d'Appui à la Formation Professionnelle (PROFORM) en cours de réalisation par l'ONUDI, dans le cadre d'un financement de l'UE, s'appuie sur les bonnes pratiques acquises dans le cadre de ces deux projets.

4.2.3 Structure organisationnelle des deux projets

La structure organisationnelle des deux projets est présentée par le schéma n°4.1.

Les analyses effectuées en ce qui concerne la structure organisationnelle des deux projets montrent que cette structure est constamment adaptée à l'évolution du contexte et aux conditions de réalisation des projets. Les performances des conseillers techniques et des coordonateurs désignés ainsi que des experts contractuels intervenants dans le cadre des deux projets, sont suivies de très près par l'ONUDI au niveau central. Ainsi, des changements ont été apportés en 2012 à la tête de l'unité de gestion du projet du CET de Bouaké avec le remplacement du coordonateur du projet de cet établissement par un expert relevant du siège de l'ONUDI.

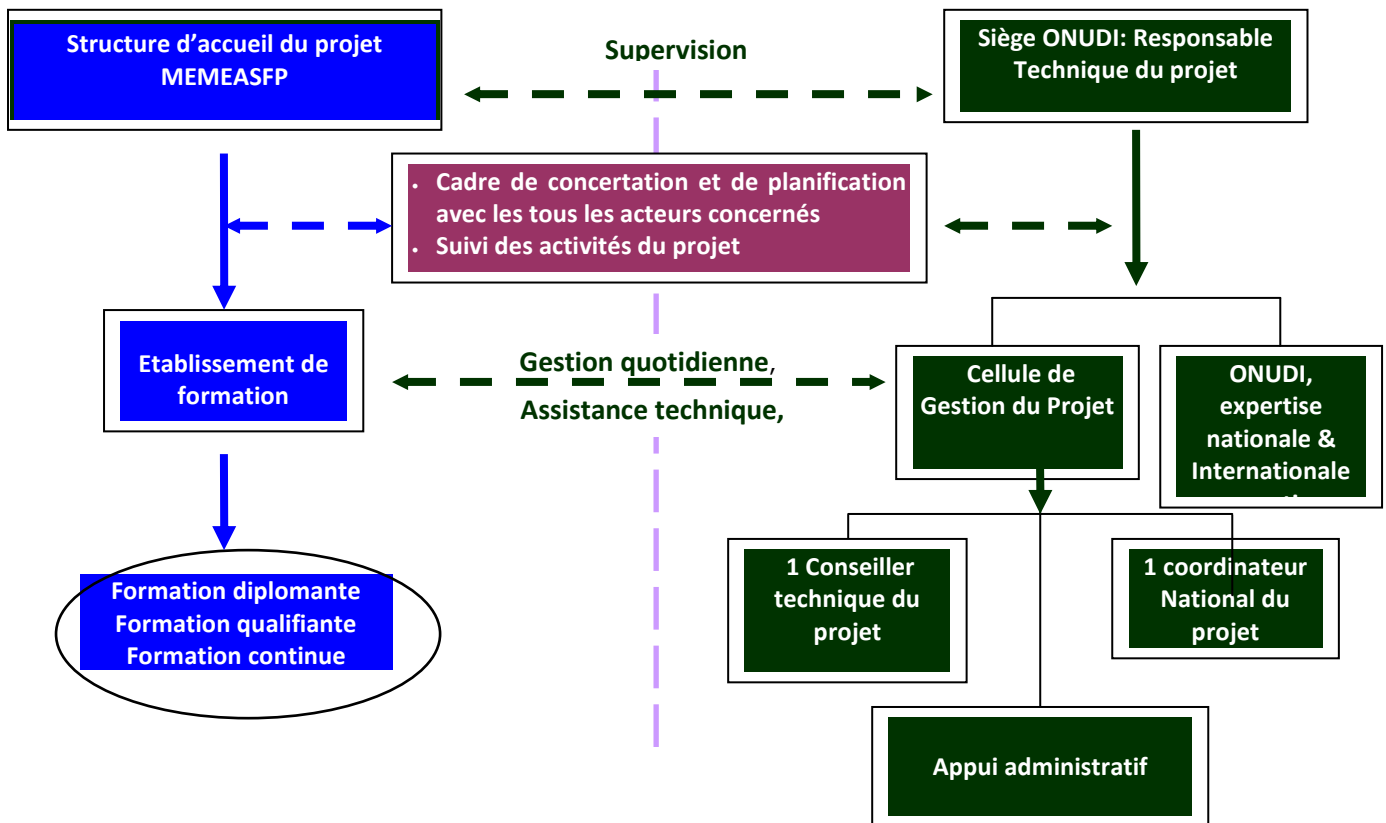


Schéma n°4.1 : Structure organisationnelle des deux projets

4.3 EVALUATION DE LA PERTINENCE ET DE L'APPROPRIATION DES DEUX PROJETS

4.3.1 Evaluation de la pertinence

L'analyse des résultats des entretiens effectués avec les responsables centraux du MEMEASFP, les managers de la Direction Régionale de la Formation Professionnelle, les directeurs ainsi que les formateurs, les lauréats et les professionnels partenaires du CET de Bouaké et du LP de Ferké, a fait ressortir que les deux projets :

➤ **Sont des projets innovateurs :**

Ils ont introduit, à titre pilote, un nouveau mode de formation à savoir, le mode de formation professionnelle qualifiante qui permet à des jeunes filles et garçons d'accéder à la formation professionnelle que le système de formation professionnelle existant ne leur permet pas. Celui-ci fixe, en effet, des conditions d'accès que ces jeunes ne remplissent pas notamment en ce qui concerne le niveau d'instruction et l'âge. Ce nouveau mode de formation permet à ces jeunes d'acquérir en trois mois des compétences à même de leur permettre d'entamer leur insertion socio professionnelle.

Ce mode est testé maintenant au centre de formation de Ferké, ensuite au CET de Bouaké. Une fois démultiplié au niveau des établissements de la formation professionnelle à l'échelle nationale, le mode de formation qualifiante devra permettre à des centaines de milliers de jeunes en situation précaire de se former et de s'insérer dans la vie active pour participer positivement au développement économique et social de leur pays.

➤ **Répondent aux attentes des bénéficiaires :**

Les jeunes lauréats de la formation qualifiante rencontrés lors de nos visites de terrain au niveau de leurs lieux de stage, sont très satisfaits. La formation de trois mois leur a permis de s'introduire facilement dans la maintenance industrielle au niveau des sucreries, huilerie et d'autres industries. Pour ces jeunes, une durée de stage de trois à quatre mois dans une entreprise après les trois mois de formation au niveau de l'établissement de formation, est suffisante pour les rendre opérationnels et autonomes.

Les professionnels rencontrés au niveau des unités industrielles visitées estiment que les stagiaires accueillis ont une grande capacité d'intégration, d'adaptation, qu'ils sont motivés et que la formation reçue au niveau de l'établissement de formation leur a donnée plus que le seuil minimal de compétences nécessaire pour accéder à la maintenance industrielles en tant que stagiaires en pré insertion.

Les formateurs rencontrés au niveau du CET de Bouakés et du LP de Ferké sont satisfaits des formations et perfectionnements reçus dans le cadre des deux projets et plus particulièrement le perfectionnement techniques, sur l'utilisation et la maintenance des équipements et sur l'hygiène et la sécurité qu'ils ont eu au Maroc, le perfectionnement pédagogique sur l'ingénierie de l'approche par compétences dont ils ont bénéficié à Abidjan et la formation en entrepreneuriat qui leur a été dispensée au niveau de leur établissement de formation.

➤ **Sont en cohérence avec la politique et la stratégie nationale de la formation professionnelle :**

Les deux projets sont en cohérence avec la politique et la stratégie nationale, visant le développement de la formation professionnelle. Ils ont été formulés et cogérés avec le MEMEASFP. Ils ont contribué à la mise en place de deux centres pilotes de formation professionnelle. Ces deux centres permettent actuellement à 3000 apprenants par an au CET de Bouaké et à 1000 apprenants au LP de Ferké de suivre des formations de qualité aussi bien qualifiantes que diplômantes. Le MEMEASFP est très satisfait du mode de formation qualifiante dont il fait un des axes principaux de la stratégie de développement de la formation professionnelle en cours d'élaboration.

➤ **Rentrent dans le cadre des missions de l'ONUDI :**

L'ONUDI est une Institution spécialisée des Nations Unies chargée de promouvoir le développement industriel et la coopération au niveau international et dont les trois priorités thématiques sont :

- Réduction de la pauvreté au moyen de promotion d'activités productives visant l'encouragement de la création d'emplois et la génération de revenus afin de réduire la pauvreté ;

- Renforcement des capacités commerciales dont l'objectif est de renforcer les capacités techniques des pays en développement à produire des biens exportables compétitifs qui soient conformes aux normes internationales ;
- Énergie et environnement ayant pour objectif de contribuer à modifier la manière dont les sociétés produisent et consomment afin de parvenir à un développement durable et lutter contre le changement climatique.

Les deux projets s'inscrivent entièrement dans le cadre de la première priorité de l'ONUDI.

➤ **Sont en synergie avec les projets similaires**

- Ce projet a bénéficié des leçons tirées des programmes de l'UNESCO, de l'Espagne et de la Banque Africaine de Développement (BAD), portant sur la réhabilitation des établissements sinistrés ;
- Le Projet d'Appui à la Formation professionnelle (PROFORM) en cours de réalisation par l'ONUDI, dans le cadre d'un financement de l'UE, s'appuie sur les bonnes pratiques acquises dans le cadre de ce projet.

4.3.2 Evaluation de l'appropriation

- Le MEMEASFP a été associé à la formulation des deux projets et a désigné un Directeur National qui a assuré la cogestion de ces deux projets avec l'ONUDI. Le MEMEASFP fait de la formation professionnelle qualifiante, introduite dans le cadre des deux projets, l'un des axes principaux de la stratégie de développement de la formation professionnelle qui est en cours d'élaboration ;
- Les formateurs du CET de Bouaké et du LP de Ferké ont bénéficié dans le cadre des deux projets, des perfectionnements techniques et pédagogiques. Ils assurent convenablement l'utilisation et la maintenance des équipements acquis dans le cadre des deux projets. Les formations qualifiantes assurées à ce jour, par ces formateurs, ont données une grande satisfaction aux lauréats et aux professionnels.
- Le Centre de Formation Professionnel (CFP) de Ferké est érigé en Lycée professionnel (LP) et ce grâce aux apports du projet d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : Formation Qualification)

4.4 ÉVALUATION DE L'EFFICACITE DES DEUX PROJETS

A. PROJET DE FORMATION DES JEUNES POUR LA RECONSTRUCTION POST-CONFLIT ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

1°) ÉVALUATION DE L'ATTEINTE DU RESULTAT R1

« Cadre optimal de formation conçu et pertinence des sujets de formation confirmée »

a) Etat général des réalisations

Les quatre activités définies pour le résultat R1 dans le document du projet, ont été réalisées en totalité. Ces activités ont porté sur :

- La mise en place et l'opérationnalisation de l'unité du projet ;
- L'élaboration et la mise en application du plan d'action prévisionnel annuel du projet ;
- L'établissement du plan opérationnel du CET de Bouaké ;
- La réalisation d'une étude d'identification des besoins préliminaires des filières de formation du CET de Bouaké et validation des métiers sélectionnés par le MEMEASFP.

Pour ce qui est de l'étude sur les besoins en compétence dans la Région de la Vallée du Bandama, elle a été effectuée par le Coordinateur du projet en collaboration avec le MEMEASFP. L'objectif assigné à cette étude est l'identification des filières de formation porteuse à introduire dans le cadre du projet au CET de Bouaké.

Cette étude a permis d'identifier cinq filières porteuses d'emploi à savoir :

- 1 - La mécanique moto et vélo
- 2 - La soudure
- 3 - L'électricité bâtiment
- 4 - La plomberie
- 5 - La maçonnerie

Les référentiels de compétences et les programmes de formations concernant les filières de soudure, mécanique deux roues, plomberie et maçonnerie, ont été élaborés et validés par le MEMEASFP en Janvier 2011. Les programmes de formation élaborés adoptent dans leur format l'approche par compétences. Ces programmes sont dispensés selon le mode de formation qualifiante dont des améliorations sont proposées dans le cadre de cette évaluation.

L'étude sur la définition des besoins en compétences qui a été effectuée dans la Région de la Vallée du Bandama, s'est appuyée sur un diagnostic rapide afin de définir rapidement des métiers porteurs pour lancer les actions de formation qualifiante. Elle n'a pas l'ambition d'être une étude exhaustive qui nécessiterait plus de temps et la mobilisation de plus de ressources.

b) Evaluation de l'atteinte du résultat R1

L'indicateur défini pour mesurer la réalisation du résultat R1 « **au moins 5 filières de formations qualifiantes répondant aux besoins exprimés par les professionnels sont mises en place au CET de Bouaké après validation par le MEMEASFP avant fin 2012** », est vérifié, voire même dépassé puisqu'actuellement la formation qualifiante est assurée dans les 6 filières suivantes :

- Les constructions métalliques ;
- La mécanique Générale ;
- La maintenance des véhicules Automobiles ;
- La maintenance des motos ;
- La plomberie sanitaire ;
- La maçonnerie.

Les lauréats et les professionnels interrogés sont très satisfaits de la formation reçue.

Le résultat R1 est donc atteint

2°) ÉVALUATION DE L'ATTEINTE DU RESULTAT R2

« La capacité de formation du Centre de Bouaké est rétablie et élargie pour répondre à la demande du marché du travail »

a) Etat général des réalisations

Les principales réalisations effectuées ont concerné les produits suivants:

➤ **La réhabilitation et l'aménagement des trois bâtiments du CET et de ses espaces extérieurs:**

Les investigations effectuées font ressortir que :

- La définition des besoins en travaux de réhabilitation et d'aménagement des infrastructures du CET composées de trois bâtiments et des espaces extérieurs a été effectué par un architecte recruté par l'ONUDI en concertation avec les spécialistes dans le domaine du bâtiment relevant du MEMEASFP. Les besoins travaux de réhabilitation et d'aménagement ainsi définis ont été approuvés par le MEMEASFP ;
- Les travaux de réhabilitation et d'aménagement des deux bâtiments qui regroupent les locaux de l'administration et les salles de classe ont été réalisés dans le cadre de chantier - école et les travaux du troisième bâtiment qui abrite les ateliers de formation ont été confié à des entreprises spécialisées ;
- Les responsables de la direction du CET et les formateurs enquêtés sont très satisfaits des réalisations effectuées. Les réceptions de ces réalisations ont été approuvées par le MEMEASFP ;
- Les travaux réalisés sont conformes aux prescriptions des CDC et aux normes en vigueur dans le secteur.

➤ **L'acquisition, l'installation et opérationnalisation des équipements scolaires, informatiques et technico pédagogiques :**

Les investigations effectuées montrent que :

- La définition des besoins en équipements scolaires, informatiques et technico pédagogiques du CET de Bouaké a été effectuée par un expert recruté par l'ONUDI en concertation avec le Directeur et certains formateurs du CET.
- Les équipements technico pédagogiques acquis sont installés dans les six ateliers de formation suivants :
 - ✓ L'atelier des constructions métalliques ;
 - ✓ L'atelier de mécanique Générale ;
 - ✓ L'atelier de maintenance des véhicules Automobiles ;
 - ✓ L'atelier de maintenance des motos ;
 - ✓ L'atelier de plomberie sanitaire ;
 - ✓ L'atelier de maçonnerie.
- Les réceptions de ces équipements ont été approuvées par le MEMEASFP
- Ces équipements sont bien installés et opérationnels. Ils sont conformes aux spécifications techniques des CDC et sont de bonne qualité. Les formateurs qui utilisent ces équipements ont été formés sur leur utilisation et leur maintenance.
- Les responsables de la direction du CET et les formateurs enquêtés sont satisfaits des équipements acquis. Les professionnels rencontrés lors de la mission ont bien apprécié la qualité de la formation des lauréats de la formation qualifiante recrutés en stage de pré insertion.

- Actuellement les formateurs bénéficient de la formation coaching sur la maintenance de ces équipements. Celle-ci est assurée par un ingénieur expert en maintenance industrielle qui a été recruté à plein temps par l'ONUDI depuis avril 2013 jusqu'à la fin du projet. L'objectif escompté de cette prestation étant de roder les formateurs sur l'entretien de ses équipements de manière à être sûr qu'ils soient bien utilisés après l'achèvement du projet.

➤ ***L'organisation et la réalisation de la formation technique et pédagogique des formateurs :***

Les enquêtes réalisées et les documents examinés font ressortir que les formateurs ayant bénéficié des actions de formation et de perfectionnement dans le cadre du projet, ont été sélectionnés sur la base de critères arrêtés par le MEMEASFP. Les actions de formation et de perfectionnement ont été réalisées selon un plan de formation établi par un expert en pédagogie recruté par l'ONUDI élaboré sur la base de l'étude sur les besoins en formation effectuée avec les formateurs.

Ce plan de formation a été centré sur :

- Le perfectionnement technique portant sur des compétences spécifiques aux métiers de formation
- Le perfectionnement pédagogique portant sur les méthodes pédagogiques, l'animation et l'utilisation des nouvelles technologies en formation.

Le perfectionnement technique de 9 formateurs et 3 inspecteurs s'est déroulé au Maroc, en deux sessions, du 27 mars au 6 Avril 2012 et du 29.10 au 10.11.2013, au niveau de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion de Travail (OFPPT). Il est à signaler à ce niveau que l'OFPPT est un établissement public bien connu au Maroc puisqu'il assure à lui seul la formation professionnelle de plus de 300 000 apprenants. Il est le mieux placé au Maroc pour assurer le perfectionnement dans les domaines de la plomberie, la soudure, la mécanique des motocycles, la sécurité et la maintenance.

La formation des formateurs du CET qui n'avaient pas bénéficié du perfectionnement à l'étranger, a été assurée par les formateurs formés au Maroc. Ces formations ont eu lieu en novembre 2012 à Abidjan, après l'installation du matériel technico pédagogique.

La formation pédagogique sur l'approche par compétence (APC) a eu lieu à Abidjan du 2 au 7 Septembre 2012 pour 20 formateurs. C'est une période courte qui devra être renforcée dans l'avenir.

L'entretien que nous avons eu avec les formateurs fait ressortir qu'ils sont satisfaits des formations reçues et qu'ils accomplissent convenablement leur mission de formateur. A rappeler à ce niveau aussi que les professionnels rencontrés ont bien apprécié la qualité de la formation des lauréats.

b) Evaluation de l'atteinte du résultat R2

Les deux indicateurs définis pour mesurer la réalisation du résultat R2 à savoir :

- Les équipements nécessaires pour assurer la formation d'un effectif de 1000 apprenants dans au moins 6 filières sont acquis, livrés au CET de Bouaké et au CBCG avant la fin 2012 ;
- Le perfectionnement de tous les formateurs qui dispensent des cours pratiques sur les équipements acquis dans le cadre du projet sont formés sur l'utilisation et la maintenance de ces équipements avant la fin novembre 2013.

Sont vérifiés puisque :

- La formation qualifiante est assurée dans 6 filières de formation sur les équipements acquis dans le cadre du projet à savoir :
 - ✓ Les constructions métalliques ;
 - ✓ La mécanique Générale ;
 - ✓ La maintenance des véhicules Automobiles ;
 - ✓ La maintenance des motos ;
 - ✓ La plomberie sanitaire ;
 - ✓ La maçonnerie.

- L'effectif des élèves de la formation diplômante ayant bénéficiés des moyens du projet pour l'année scolaire 2011 – 2012 est de 1320 jeunes dont 569 filles (effectifs du CET et du CBCG). Cet effectif est de 1546 élèves pour l'année 2012-2013. Il est prévu de former pour l'année 2013 – 2014, un effectif de 1717 apprenants en formation diplômante et 1000 apprentis en formation qualifiante soit un effectif global annuel de 2717 qui dépasse de loin les 1000 apprenants fixés par l'indicateur. Par ailleurs, concernant la formation de la première promotion qui a été réalisée, il a été rapporté que les lauréats et les professionnels visités dans le cadre de la présente mission sont très satisfaits de la formation reçue.
- Le perfectionnement de tous les formateurs (14 au total), qui dispensent des cours pratiques en formation qualifiante sur les équipements acquis dans le cadre du projet, sont formés sur l'utilisation et la maintenance de ces équipements. Le résultat des enquêtes menées auprès de ces formateurs ont montrées que la majorité de ces formateurs est satisfaite de la formation reçue.

Ainsi, le résultat R2 est donc atteint

3°) ÉVALUATION DE L'ATTEINTE DU RESULTAT R3

« Un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) sont fournis avec des compétences recherchées »

a) Etat général des réalisations

Sur la base des documents présentés aux évaluateurs et les visites de travail effectuées au niveau du CET de Bouaké, notamment les entretiens effectués avec des responsables du MEMEASFP, des lauréats et des professionnels ainsi qu'avec le directeur et les formateurs du CET, les activités définies pour le résultat R3 à la date du 13.09.2013 ne sont pas réalisées en totalité. Le taux de réalisation est estimé au 13.09.2013 à 70%. Les activités restantes, à savoir la formation de 350 apprentis de la troisième promotion de la formation qualifiante et des cours en entrepreneuriat, sont en cours d'achèvement.

Les principales réalisations effectuées ont concerné les produits suivants:

➤ L'organisation et la réalisation de la formation qualifiante de la première et la deuxième promotion des apprentis

Le démarrage des formations qualifiantes pour les 350 apprentis de la première promotion a eu lieu, en collaboration avec le MEMEASFP, le 14 janvier 2013. Ces apprentis ont été sélectionnés sur un effectif de 530 candidats sur la base de critères arrêtés par le MEMEASFP. La formation qualifiante est assurée dans les six filières suivantes :

- Constructions métalliques ;

- Maintenance des motos ;
- Plomberie sanitaire ;
- Maçonnerie ;
- La mécanique générale ;
- La maintenance des véhicules automobiles.

Le lancement de ces formations a été préparé par un Expert International de l'ONUDI en formation professionnelle du 15 septembre au 2 octobre 2012. La formation s'est déroulée selon les programmes de formation validés par le MEMEASFP. Tous les apprentis ont bénéficié de 3 heures par semaine de cours de formation en entrepreneuriat et de 2 heures par semaine en informatique.

La durée de la formation au CET pour les six filières mises en œuvre actuellement est de trois mois toutes filières confondues. Les entretiens que nous avons tenus avec les lauréats de la formation qualifiante, les professionnels et les formateurs, font ressortir que cette durée est suffisante pour les quatre filières suivantes :

- Constructions métalliques ;
- Maintenance des motos ;
- Plomberie sanitaire ;
- Maçonnerie.

Néanmoins, selon les personnes enquêtées, cette formation au centre doit être complétée par un stage de pré insertion de trois à quatre mois au niveau d'une entreprise.

En ce qui concerne les deux autres filières de formation à savoir :

- La mécanique Générale ;
- La maintenance des véhicules Automobiles ;

Les personnes interviewées estiment que la durée de la formation au centre devra être d'une année et devra être complétée par un stage de pré insertion en entreprise d'au moins une année.

Les professionnels rencontrés lors de notre mission sont très satisfaits des lauréats et de leur capacité d'adaptation.

Les lauréats enquêtés sont tous très satisfaits de la formation reçue et demandent à ce que le CET leur assure un accompagnement dans la recherche de stage de pré insertion et un suivi durant la période de ce stage.

L'effectif des lauréats de la première promotion est de 293 jeunes soit un taux de rentabilité interne de 84% (350 apprenants ont été en formation), parmi ces lauréats, les 154 premiers soit environ 53% de l'effectif de chaque filière de formation ont bénéficié de Kits d'outillage.

Le lancement des formations qualifiantes pour les 350 apprentis de la deuxième promotion a été effectué, en collaboration avec le MEMEASFP, le 1er juillet 2013. Ces apprentis ont été sélectionnés sur un effectif de 750 candidats sur la base des mêmes critères que la première promotion. Au moment de notre visite du CET ces apprentis étaient en formation.

Selon les documents fournis par le coordonateur national du projet, une troisième promotion de formation qualifiante de 350 apprentis est en cours de préparation et sera lancée en fin septembre 2013.

Pour ce qui est des effectifs des ex-combattants lauréats de la formation qualifiante, compte tenu du fait que les dispositions pour les identifier n'ont pas été prises lors de leur inscription en formation, il est difficile de fournir des données fiables concernant les effectifs formés. Toutefois sur la base des investigations effectuées par le Coordonnateur du projet, il a estimé à 10% au maximum leur nombre. Par contre il est bien précisé que tous les apprenants ayant suivi les programmes de formation qualifiante sont des déscolarisés.

L'effectif des élèves de la formation diplômante ayant bénéficiés des moyens du projet pour l'année scolaire 2011-2012 est de 1320 jeunes dont 569 filles (effectifs du CET et du CBCG). Cet effectif est de 1546 élèves pour l'année 2012-2013,

➤ **L'organisation et la réalisation de la formation en entrepreneuriat :**

Les modules d'enseignement entrepreneurial préparés par l'expert international en formation en entrepreneuriat recruté par l'ONUDI ont été validés en décembre 2012, par le MEMEASFP.

Les actions de formation en entrepreneuriat réalisées au 13.09.2013 ont concerné les formateurs, des cadres du MEMEASFP et des chambres professionnelles ainsi que les apprenants de la formation qualifiantes :

➤ **La formation des formateurs et des cadres du MEMEASFP et des chambres professionnelles :**

La formation sur les techniques pédagogiques et andragogiques et sur l'entrepreneuriat de 82 enseignants dont 52 enseignants des disciplines tertiaires et 30 enseignants des disciplines techniques de Bouaké en 2012 ainsi que 76 enseignants et cadres du MEMEASFP et des chambres professionnelles et des enseignants des établissements couverts par le projet PROFORM en 2013.

La durée de la formation est d'une semaine pour les enseignants des disciplines techniques, de deux semaines pour les enseignants des disciplines tertiaires et de trois semaines pour les cadres du MEMEASFP et des chambres professionnelles et les enseignants des établissements ciblés par le projet PROFORM.

Tous les participants à ces formations ont bénéficié, au terme des formations reçues, d'une documentation sur les enseignements étudiés.

Les formateurs et les responsables du MEMEASFP rencontrés sont satisfaits des enseignements reçus et demandent à ce que ces cours aient une connotation plus pratique.

➤ **La formation des apprenants**

Tous les lauréats de la formation qualifiante ont bénéficié de la formation en entrepreneuriat. Au total 600 jeunes de la formation qualifiantes dont 10% des filles ont été formés à ce jour à raison de 3 heures par semaine durant 12 semaines. En ce qui concerne la formation diplômante, l'enseignement en entrepreneuriat sera introduit à titre pilote dans les curriculums de l'année scolaire 2013-2014 pour les 2eme et 3eme années de Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) et Brevet de Technicien (BT) du CET et du CBCG.

Il y a lieu de signaler aussi que 800 Jeunes en apprentissage et sans emploi ont également bénéficié de sessions de sensibilisation à l'entrepreneuriat.

Les lauréats rencontrés ont bien apprécié la formation reçue mais souhaitent qu'elle soit différenciée par filière de formation afin qu'elle soit centrée sur l'étude de cas pratiques de projets en relation avec la filière de formation.

b) Evaluation de l'atteinte du résultat R3

L'indicateur défini pour mesurer la réalisation du résultat R3 à savoir : « **Un minimum de 3000 lauréats sont formés au niveau du CET et du CBCG de Bouake durant la période du projet dont au moins 35% de filles** »

Sur la base des documents présentés aux évaluateurs et des visites de travail effectuées au CET, à la date du 13.09.2013, l'effectif des lauréats de 2010 à 2013 est de 1738 dont 544 filles soit 31% auquel il faut ajouter les 350 apprenants de la formation qualifiante dont 42 filles qui seront bientôt en formation pour une durée de trois mois. Ainsi avant la fin du projet fixée au 31.12.2013, le nombre de lauréats sera de 2088 dont 586 lauréates soit 28%. (Les tableaux en annexe F donnent les effectifs des lauréats et des apprenants en formation par filières, niveau et mode de formation).

L'indicateur fixé pour mesurer le résultat R3 sera donc vérifié à 70% en ce qui concerne l'effectif formé.

Néanmoins, il y a lieu de souligner que la formation qualifiante n'a été entamée qu'en dernière année du projet. Pour les trois années à venir, si la vitesse de croisière de 350x3 soit 1050 lauréats par année en formation qualifiante était maintenue on aurait, rien qu'en formation qualifiante en trois années 3150 lauréats, ce qui dépasse la valeur fixée par l'indicateur. En plus si on suppose que les effectifs de la formation diplômante demeurent constants, soit 1120 diplômés par trois années on aurait alors 4270 lauréats toutes les trois années toutes filières de formation niveaux et modes de formation confondus. Seulement le taux des filles restera faible car l'effectif des lauréats de la formation qualifiante est dominant et représente 74% de l'effectif global et le taux des filles en formation qualifiante est actuellement faible et se situe autour de 10%. Ce qui rend nécessaire l'introduction de filières de formation plus attractives pour les filles.

Le résultat R3 est susceptible d'être largement atteint à condition d'améliorer le taux des filles en formation qualifiante. Et ce à travers l'introduction de filières de formation plus attractives pour les filles.

4°) EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS IMMEDIATS

a) Evaluation de l'atteinte du premier objectif immédiat « Réhabiliter et rééquiper le Centre de formation professionnelle de Bouaké »

Pour mesurer l'atteinte de cet objectif, deux indicateurs ont été fixés dans le cadre logique actualisé à savoir :

1°) Les capacités d'accueil et d'enseignement du site du CET de Bouaké permet avant la fin décembre 2012 au CET et au CBCG de Bouaké d'accueillir et de former un minimum de 2500 apprenants dans au moins 5 filières

2°) L'ensemble des professeurs du CET de Bouaké sont formés à l'utilisation et à la maintenance du matériel technico pédagogique du CET de Bouaké

Pour ce qui est du premier indicateur, comme il a été précisé et détaillé ci-dessus, l'effectif des élèves de la formation diplômante ayant bénéficiés des moyens du projet pour l'année scolaire 2011-2012 est de 1320 jeunes dont 569 filles (effectifs du CET et du CBCG). Cet effectif est de 1546 élèves pour l'année 2012-2013 soit un total de 2866 apprenants dont plus de 35% des filles qui sont formés dans 11 filières.

Alors que le démarrage des formations qualifiantes pour les 350 apprentis de la première promotion a eu lieu le 14 janvier 2013, sur 6 filières de formation.

En ce qui concerne le deuxième indicateur, comme il a été détaillé ci-dessus, la formation des formateurs sur l'utilisation et la maintenance du matériel technico pédagogique du CET de Bouake, le perfectionnement technique de 9 formateurs s'est déroulé au Maroc, au niveau de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion de Travail (OFPPT).

Le premier objectif immédiat « Réhabiliter et rééquiper le Centre de formation professionnelle de Bouaké » est donc atteint.

b) Evaluation de l'atteinte du deuxième objectif immédiat « Fournir un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) des compétences recherchées afin de leur permettre d'obtenir un emploi et / ou de démarrer une activité économique leur permettant de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles ».

Pour mesurer l'atteinte de cet objectif un indicateur a été fixé dans le cadre logique actualisé à savoir :

« Un minimum de 3000 lauréats sont formés au niveau du CET et du CBCG de Bouaké durant la période du projet dont au moins 35% de filles »

A la date du 13.09.2013, l'effectif des lauréats de 2010 à 2013 est de 1738 dont 544 filles soit 31% à cela il faut ajouter les 350 apprenants de la formation qualifiante dont 42 filles qui seront bientôt en formation pour une durée de trois mois. Ainsi avant la fin du projet fixée au 31.12.2013 le nombre de lauréats sera de 2088 dont 586 lauréates soit 28%.

L'indicateur fixé pour mesurer le deuxième objectif immédiat est donc vérifié à 70% en ce qui concerne l'effectif à former.

Néanmoins il y a lieu de rappeler que la formation qualifiante n'a été entamée qu'en dernière année du projet (le 14 janvier 2013). Pour les trois années à venir, si la vitesse de croisière de 350x3 soit 1050 lauréats par année en formation qualifiante, serait maintenue on aurait rien qu'en formation qualifiante en 3 années 3150 lauréats qui dépasse la valeur fixée par l'indicateur pris pour mesurer le deuxième objectif immédiat. En plus si on suppose que les effectifs de la formation diplômante demeurent constants soit 1120 diplômés par trois années on aurait alors 4270 lauréats toutes les trois années toutes filières de formation niveaux et modes de formation confondus. Seulement le taux des filles restera faible car l'effectif des lauréats de la formation qualifiante est dominant et représente 74% de l'effectif global (des 4270 lauréats) et le taux des filles en formation qualifiante est actuellement faible et se situe autour de 10%.

Le deuxième objectif immédiat est atteint en termes d'effectif mais le taux des filles en formation qualifiante reste à améliorer à travers l'introduction de filières de formation plus attractives pour les filles.

5°) EVALUATION DE L'ATTEINTE DE L'OBJECTIF A MOYEN TERME

a) Evaluation de l'atteinte de l'objectif à moyen terme « Contribuer à l'agrandissement du capital humain en renforçant la formation professionnelle dans le pays »

Pour mesurer l'atteinte de cet objectif, un indicateur a été fixé dans le cadre logique actualisé à savoir :

« Les effectifs des apprenants en formation sur le site du CET de Bouaké (effectifs du CET de Bouaké et du CBCG) dépasse 1500 jeunes par an à partir de l'année 2013-2014, dont au moins 35% de filles »

Comme il a été indiqué ci-dessus, il est prévu de former, dans le site de Bouaké (CET et CBCG), durant l'année 2013 – 2014, 1717 apprenants en formation diplômante (les inscriptions étaient en cours lors de notre visite du CET en date du 13.09.2013 et le taux de filles ne peut pas être calculé à ce stade).

Il est aussi prévu de former 1050 apprentis en formation qualifiante.

Dans le cas où ces réalisations seraient atteintes, l'effectif global des apprenants en formation sur le site sera de 2767 jeunes. Cet effectif dépasse de loin l'indicateur fixé pour mesurer l'atteinte de l'objectif à moyen terme.

Les formations assurées sont appréciées par les lauréats et les professionnels.

Néanmoins le taux des filles en formation qualifiante reste à améliorer, il est actuellement de 28% mais avec le poids et l'importance que va prendre la formation qualifiante, ce taux va baisser.

L'objectif à moyen terme est largement atteint en termes d'effectif mais le taux des filles reste à améliorer

B. ÉVALUATION DE L'EFFICACITE DU PROJET D'APPUI A LA RELANCE DU SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET A L'INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES SANS EMPLOI (COMPOSANTE III : FORMATION QUALIFICATION)

1°) ETAT GENERAL DES REALISATIONS

Les principales activités réalisées ont concerné :

a) La mise en place et l'opérationnalisation de l'Unité de Geste du projet (UGP) en juin 2009

b) L'identification des métiers porteurs de la formation qualifiante et la définition du processus de sélection des stagiaires en avril 2010

- La réalisation d'une étude sur les besoins en compétences et identification des métiers porteurs pour la formation qualifiante (Juin/Juillet 2009). Trois métiers ont été identifiés à savoir :

- ✓ Soudeur ;
- ✓ Plombier ;
- ✓ Mécanicien motos et vélos.

- L'élaboration et validation, en Juin 2010 des référentiels de formation et des guides pédagogiques pour les 3 métiers de formation identifiés ;

- La conception et la formalisation en avril 2010, d'un système de sélection et d'orientation des jeunes à la formation qualification

Les programmes de formation élaborés adoptent dans leur format, l'approche par compétences. Ces programmes sont dispensés selon le mode de formation qualifiante dont des améliorations sont proposées dans le cadre de cette évaluation.

c) La réhabilitation du LP de Ferké

Un premier diagnostic des besoins en travaux d'aménagement et de réhabilitation des infrastructures du centre a été réalisé, en collaboration avec le Coordonnateur National du projet, par l'architecte du MEMEASFP en août 2009, et ce avant de confier le dossier à l'architecte recruté par l'ONUDI.

Le budget nécessaire pour satisfaire les besoins en travaux d'aménagement et de réhabilitation a dépassé le budget qui était disponible, ce qui a impliqué le cadrage du nombre des bâtiments à réhabiliter avec le budget alloué à cette opération. Ainsi, l'aménagement de trois ateliers de formation, une infirmerie et les espaces verts, a été annulé.

Les travaux d'aménagement et de réhabilitation avaient démarré en mai 2010, après leur approbation par le MEMEASFP et la mise en place d'un Comité de Suivi de ces Travaux.

La crise post-électorale a perturbé sérieusement ces réalisations qui n'ont pu être reprises qu'après juin 2011 pour être achevées en août 2011.

La réception des travaux d'aménagement et de réhabilitation effectués, a été approuvée par le MEMEASFP. Ces travaux ont été réalisés à 20% environ dans le cadre de chantier-écoles qui ont servi aussi à la formation de 10 apprentis et à 80% par entreprise.

Les responsables de la direction et les formateurs du LP enquêtés sont très satisfaits des réalisations effectuées. Les réceptions de ces réalisations ont été approuvées par le MEMEASFP.

Les procédures en vigueur en matière d'appel d'offres ont été appliquées et les travaux réalisés sont conformes aux prescriptions des CDC et aux normes en vigueur dans le secteur.

d) L'acquisition et l'installation des équipements

Dans le cadre de la mise à niveau des équipements du CFP de Ferké, les tâches suivantes ont été réalisées :

- L'identification des besoins en équipements a été réalisée en juillet 2009 par un expert recruté par l'ONUDI en collaboration avec des formateurs du LP de Ferké. Ces besoins ont été validés par le MEMEASFP ;
- Les premières livraisons des équipements technico pédagogiques et informatiques commandés, ont été effectuées en septembre 2010. L'installation de ces équipements n'a pu être réalisée qu'après la crise post-électorale, en août 2011. Ils concernent du matériel informatique et des équipements technico pédagogiques pour les ateliers de formation en :
 - ✓ Constructions métalliques ;
 - ✓ Plomberie sanitaire ;
 - ✓ Mécanique des motos et vélos.

La réception de ces équipements a été approuvée par le MEMEASFP. Les formateurs concernés du LP de Ferké sont satisfaits des équipements acquis en dehors des postes de soudure qui leur posent quelques problèmes d'utilisation. La vérification de la procédure d'acquisition ne soulève aucune observation et les équipements livrés sont conformes aux prescriptions techniques des CDC.

e) La formation des formateurs

Les actions réalisées ont porté sur :

- La sélection, en collaboration avec le METASFP, des formateurs qui ont bénéficié de la formation perfectionnement, a été effectuée en Octobre 2009 ;
- Le plan de formation de ces formateurs a été établi en novembre 2009 sur la base des besoins en formation définis, en collaboration avec les formateurs du CFP, par un expert en formation professionnelle recruté par l'ONUDI ;
- Le perfectionnement technique de 6 formateurs (tous des hommes) des filières de formation concernées par le projet, à savoir les constructions métalliques, la plomberie sanitaire et la mécanique moto et vélos, a eu lieu au Maroc du 14 au 17 Décembre 2009. Il a été centré sur la maîtrise des compétences spécifiques à ces trois filières avec des cours de sensibilisation à la sécurité et à la gestion de la maintenance ;
- Le perfectionnement technique sur la maîtrise de la finition des œuvres de poterie et de céramique, de neuf formateurs du Centre Céramique (CC) de Katiola et de cinq femmes potières, au CC de KATIOLA. Ce perfectionnement a été assuré par un expert recruté par l'ONUDI du 7 au 17 Décembre 2009 ;
- Formation de tous les formateurs à l'initiation à l'approche par compétences et aux techniques de communication et d'animation du 14 au 17 avril 2010 ;

- Etablissement du Comité Hygiène, Sécurité et Environnement au LP de Ferké en juin 2010 ;
- Formation des formateurs à la bonne utilisation et à la maintenance des équipements installés dans les ateliers de formation du LP de Ferké en août 2011 ;

Toutes ces actions de formation des formateurs ont été menées en collaboration avec le MEMEASFP qui a approuvée toutes les réalisations effectuées.

Le perfectionnement technique des formateurs sur la maîtrise des compétences spécifiques aux filières de formation des constructions métalliques, de la plomberie sanitaire et de la mécanique moto et vélos, a été réalisé au Maroc au niveau de l'OFPPT. Celui-ci constitue le grand opérateur public de la formation professionnelle (Il assure en 2013-2014 la formation de plus de 300 000 apprenants) et il est le mieux indiqué au Maroc pour ces formations.

L'entretien que nous avons eu avec les formateurs ayant bénéficié de ces perfectionnements, fait ressortir qu'ils sont satisfaits des formations reçues et qu'ils accomplissent convenablement leur mission de formateur. A rappeler à ce niveau aussi que les professionnels rencontrés ont bien apprécié la qualité de la formation des lauréats de la formation qualifiante.

f) la formation des jeunes

Les jeunes apprenants en formation qualification ont été sélectionnés sur la base du système de sélection et d'orientation des jeunes à la formation qualification établi en collaboration avec le MEMEASFP.

L'effectif total des jeunes formés dans le cadre de la première promotion de la formation qualifiante est de 71 jeunes répartis, selon les filières de formation, comme suit:

- 27 lauréats Soudeurs ;
- 18 lauréats réparateurs de véhicules à deux Roues ;
- 16 lauréats en plomberie ;
- 10 lauréats en maçonnerie ont été formés dans le cadre du chantier-école mis en place lors de la réalisation d'une partie des travaux d'aménagement et de réhabilitation effectués au LP de Ferké.

La formation qualifiante est réalisée en trois mois sur des programmes élaborés en s'inspirant de l'APC.

Les lauréats enquêtés sont très satisfaits de la formation reçue. Elle leur a permis d'accéder au stage de pré insertion en maintenance industrielle dans des entreprises voir même au niveau des sucreries. Ces lauréats ont demandé qu'un accompagnement à l'insertion leur soit assuré par le LP. Ils ont recommandé que la période de stage de pré insertion de trois à quatre mois soit intégrée dans la durée globale de formation et qu'un encadrement leur soit assuré pendant la période de stage.

Il est à signaler que durant la période des stages de pré insertion, les stagiaires ne reçoivent aucune indemnité ou bourse, leur seule motivation c'est d'être embauché au terme de ce stage.

Les professionnels rencontrés sont très satisfaits du niveau de compétences de ces jeunes lauréats.

L'effectif total des jeunes formés dans le cadre de la formation diplômante qui ont utilisé les moyens du projet est de 840 jeunes dans six filières de formation à savoir la mécanique générale, la mécanique auto, l'agro-mécanique, la construction métallique, le secrétariat bureautique, la comptabilité.

Ainsi l'effectif global des jeunes formés au Lycée Professionnel (LP), durant la période du projet, est de 911 jeunes. Les documents exploités n'ont pas permis de répartir cet effectif selon le genre.

2°) EVALUATION DE L'ATTEINTE DES RESULTATS ET OBJECTIFS

A titre de rappel, l'objectif et les résultats du projet ont été formulés dans le document du projet comme suit :

Objectif du projet : L'objectif du projet est de concevoir et mettre en œuvre un programme de formation qualifiante pour les jeunes en situation précaire

Résultats attendus

- Résultat 3.1 : Le centre de formation professionnel de Ferké est réhabilité et ses formateurs sont formés
- Résultat 3.2 : Formation - Insertion de 2130 jeunes dans la région du Centre

L'objectif et les deux résultats ont été présentés dans le document du projet sans que des indicateurs de mesure de leur atteinte aient été définis. Il est donc impossible d'évaluer leur réalisation. En plus les 2130 jeunes indiqués au résultat 3.2 concernent les six établissements de formation couverts par le « Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi ».

Néanmoins il y a lieu de souligner que toutes les activités prévues dans le document du projet ont été réalisées en cogestion avec le MEMEASFP, dans un contexte de crise post-électorale et que les réalisations effectuées dans le cadre du projet sont conformes aux normes en vigueur et aux prescriptions et spécifications demandées. Grâce à ce projet, le LP de Ferké est mis à niveau en ce qui concerne ses infrastructures, ses équipements, ses formateurs et ses programmes de la formation qualifiante.

Les lauréats et les professionnels rencontrés sont très satisfaits de la qualité de la formation qualifiante dispensée au LP de Ferké.

C. LES CONSTATS DEGAGES

1.- Les deux études de définition des besoins en compétences réalisées dans les régions de la Vallée du Bandama (Bouaké) et des Savanes (Ferké) se sont appuyées sur un diagnostic rapide et ont été réalisées avant la crise post électorale. Les métiers porteurs identifiés relèvent du secteur industriel ou des BTP. Ils ne sont pas attractifs pour les filles. L'actualisation de ces deux études est rendu nécessaire pour tenir compte des nouveaux métiers porteurs ;

2.- Les investigations menées auprès des lauréats et des professionnels montrent que les six filières de formation actuellement assurées par le CET de Bouaké ainsi les trois filières dispensées au niveau du LP de Ferké sont porteuses d'emploi. Néanmoins les durées de formation doivent être optimisées par filière. Les lauréats rencontrés ont demandé que la

période de stage de pré insertion soit intégrée dans La durée globale de la formation et qu'ils soient encadrés par leurs établissements de formation durant la période de stage ;

3.- Les formateurs de la formation qualifiante des deux établissements ont bénéficié d'une formation pédagogique sur l'approche par compétence (APC) pour une période d'une semaine. Cette période est insuffisante et n'a pas permis à ces formateurs de maîtriser la réalisation des cours et l'évaluation des compétences acquises par les apprenants selon cette approche. Les programmes de formation utilisés en formation qualifiante sont élaborés en s'inspirant de cette approche ;

4.- Pour des considérations budgétaires, les travaux d'aménagement et de réhabilitation n'ont pas concerné toutes les infrastructures du LP de Ferké. L'atelier de la plomberie sanitaire est abrité par le foyer des élèves qui a été aménagé en atelier ;

5.- Les formateurs du LP de Ferké sont satisfaits des équipements acquis, néanmoins ils demandent des compléments d'équipements pour la filière des constructions métalliques notamment une plieuse. Il est à signaler aussi que lors de la visite que nous avons effectuée aux ateliers de cet établissement nous avons constaté que les aspirateurs acquis pour les postes de soudure n'ont pas été installés ;

6.- L'accompagnement à l'insertion des lauréats de la formation qualifiante et de la formation diplômante est insuffisant et non formel ;

7.- Les 154 premiers soit environ 53% de l'effectif des lauréats de chaque filière de la première promotion de la formation qualifiante du CET de Bouaké ont bénéficié de Kits d'outillage ;

8.- Pour des considérations budgétaires, aucun des lauréats de la première promotion de la formation qualifiante n'a bénéficié de kits d'outillage alors que dans un contexte de crise, quand les jeunes ont des compétences et disposent d'un kits d'outillage, les artisans sont prêts à les embaucher. La possession du kit d'outillage est aussi un facteur motivant pour l'auto insertion ;

9.- Il est difficile de fournir des données fiables concernant les effectifs des ex combattants formés, étant donné que les dispositions pour les identifier n'ont pas été prises lors de leur inscription en formation. Toute fois sur la base des investigations effectuées par le Coordonnateur du projet de Bouaké, il a estimé à 10% au maximum leur nombre. Par contre il est bien précisé que tous les apprenants ayant suivi les programmes de formation qualifiante sont des déscolarisés ;

10.- Le lancement de la deuxième promotion de la formation qualifiante est en cours de préparation au niveau du LP de Ferké ;

11.- Le Centre de Formation I (CFP) de Ferké est érigé en Lycée professionnel (LP) de Ferké et ce grâce aux apports du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : Projet Formation Qualification) TE/IVC/08/003.

4.5 EVALUATION DE L'EFFICIENCE DES DEUX PROJETS

Il s'agit d'évaluer si l'approche des deux projets, représentait la meilleure utilisation des ressources indiquées pour la réalisation des objectifs prévus et si les contributions de l'ONUDI et de la Partie Ivoirienne ont été fournies comme prévu et étaient suffisantes pour répondre aux besoins.

A. PROJET DE FORMATION DES JEUNES POUR LA RECONSTRUCTION POST-CONFLIT ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

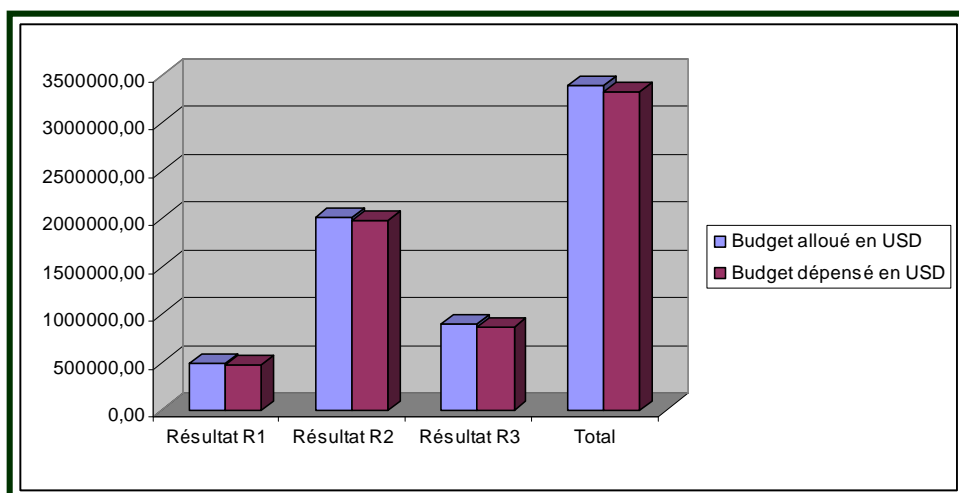
1°) ANALYSE DE LA REPARTITION DE L'ENVELOPPE FINANCIERE ENTRE LES TROIS RESULTATS

Le budget global alloué à la réalisation des trois résultats du projet s'élève à un montant de 3 396 039,00 USD. Le tableau n°4.3 ci-dessous synthétise la répartition des crédits alloués et des montants dépensés par résultat. Cette répartition montre que 59 % du budget a été alloué au résultat R2 contre 26,5% pour le résultat R3 et 14,5% pour le résultat R1. Cette situation est illustrée par le graphique n°4.1 ci-dessous.

Cette répartition trouve sa justification dans le fait que les dépenses importantes, notamment celles afférentes à l'acquisition des équipements scolaires, informatiques et technico pédagogiques, à la réhabilitation des bâtiments du Centre et à l'aménagement des espaces extérieurs sont regroupées au résultat R2.

Tableau n°4.3: Répartition du budget alloué et dépensé par résultat

Résultats	Crédits alloués (U [1])	% Crédits alloués par résultat /Total des Crédits alloués	Montant dépensé (USD) [2]	% Dépense par résultat /Total des dépenses	Ecart [3] = [1] – [2]
Résultat R1	491039,00	14,5%	473056,82	14%	+ 17 982,18
Résultat R2	2005000,00	59%	1982994,40	60%	+ 22 005,60
Résultat R3	900000,00	26,5%	866582,89	26%	+ 33 417,11
Total	3 396 039,00	100%	3 322 634,11	100%	+ 73 404,99



Graphique n°4.1 : Répartition du budget alloué et dépensé par résultat

L'analyse présentée ci-dessus en matière de réalisations physiques (Chapitre 4.4 évaluation de l'efficacité) et l'analyse des réalisations financières montrent que cette répartition est très appropriée et que les moyens financiers ont été mobilisés pour la réalisation des produits prévus et par conséquent pour atteindre les objectifs du projet.

La contribution de l'ONUDI telle qu'elle a été indiquée au point B du paragraphe 4.2.1 « contributions des principaux partenaires du projet », a été fournie comme prévu et le budget mobilisé a été suffisant pour répondre aux activités définies dans le document du projet.

Comme il a été signalé au point A du paragraphe 4.2.1 « contributions des principaux partenaires du projet ci-dessus, le MEMEFP a fourni sa contribution stipulée dans le document du projet ». Cette contribution porte principalement sur la mise à la disposition du projet des infrastructures du CET pour la réalisation des actions du projet ainsi que les cadres nécessaires pour le fonctionnement du CET.

Bien entendu les activités concernant l'adéquation formation emploi et l'accompagnement à l'insertion des lauréats ne sont pas prévues dans le document du projet et par conséquent n'ont pas été effectuées.

2°) ANALYSE DES DEPENSES PAR RESULTATS

Les documents et les situations comptables des dépenses effectuées par résultat et par année ont été présentés aux évaluateurs par les responsables de l'Unité de Gestion du projet. Ces documents ont permis d'analyser les dépenses effectuées par résultat.

a) Analyse des dépenses effectuées dans le cadre du résultat R1

Il ressort de l'analyse des données présentées que 59,5% des dépenses effectuées dans le cadre du résultat R1 ont été réalisées en 2012 contre 22,4% en 2011 et le reste en 2010 et 2013. Les dépenses effectuées en 2010 ont concerné la mise en place du projet qui a été perturbé en fin 2010 par la crise post-électorale. La reprise réelle n'est intervenue qu'à partir du mois de septembre 2011. Le taux de dépenses globales au 13.09.2013 est de 96%.

L'analyse des données présentées montre aussi que les dépenses globales (473 056,82 USD) sont inférieures aux crédits alloués (491 039,00 USD), et que des virements ont été effectués entre les lignes. Les crédits alloués par ligne budgétaire ont été établis lors de la planification budgétaire prévisionnelle initiale au moment de la formulation. Les contraintes de gestion imposées par les ajustements des actions menées ont donc nécessité le recours à ces virements dans la limite du budget global du résultat R1 (voir Annexe F : « Situations financières et comptables » tous les virements effectués.

b) Analyse des dépenses effectuées dans le cadre du résultat R2

Il ressort de l'analyse des données présentées que 84% des dépenses effectuées dans le cadre du résultat R2, ont été réalisées en 2012. Ces dépenses concernent les travaux de réhabilitation des infrastructures, l'acquisition des équipements nécessaires à la formation et le perfectionnement des formateurs. Ces réalisations constituent des préalables indispensables au lancement des actions de formation qualifiantes. Elles devaient être effectuées en grande partie en 2011, mais la crise de fin 2010 les a déplacés en 2012. Le taux des dépenses globales au 13.09.2013 est de 99%.

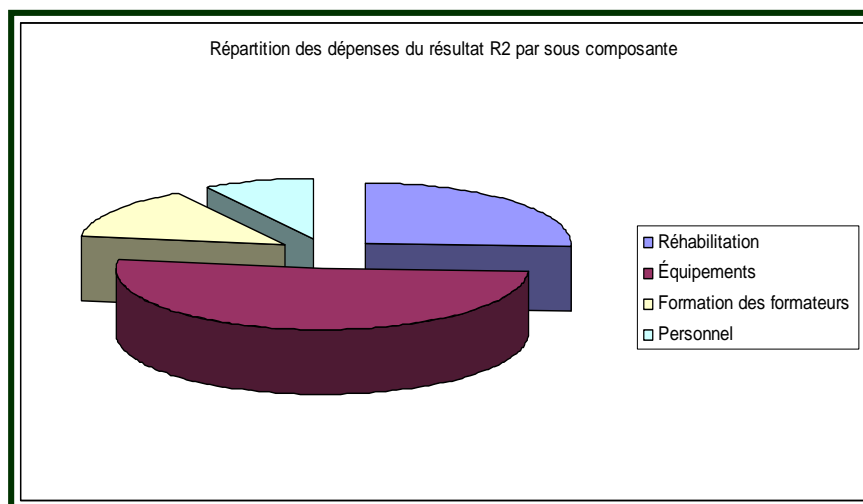
Les dépenses arrondies des principales sous-composantes du résultat R2 sont présentées dans le tableau n°4.4 et illustrées dans le graphique n°4.2 ci-dessous. Il ressort de ces données que 51,5 % des crédits alloués au résultat R2 sont affectés à l'acquisition et l'installation des équipements contre 26% à la réhabilitation des infrastructures, 14% à la formation des formateurs et 8,5% au personnel requis pour la composante 2.

Pour pouvoir effectuer ces réalisations, des virements ont été effectués entre les lignes de ce résultat. Comme il est bien souligné dans les documents présentés que des virements ont été faits des lignes 11 « expertise » et 17-50 « Short-term national experts » vers les lignes 33-00 « In- service training », 45-00 « Equipment » et 51-00 « Sundries ». Voir en Annexe « F : Situations financières et comptables » tous les virements effectués.

L'analyse des documents fournis par l'Unité de Gestion du projet aux évaluateurs montre que les réalisations effectuées dans le cadre du résultat R2 ont respecté les procédures d'appels d'offres en vigueur.

Principales sous composantes du Résultat R2	Montants des dépenses En USD	%
La réhabilitation des infrastructures	500 000,00	26,0
L'acquisition et l'installation des équipements	1 000 000,00	51,5
La formation des formateurs	270 905,00	14,0
Le personnel requis pour la composante 2	165 060,00	8,5
Total des dépenses	1 935 965,00	100,0

Tableau n°4.4: Répartition des dépenses du résultat R2 par sous composante



Graphique n°4.2 : Répartition des dépenses du résultat R2 par sous composante

c) Analyse des dépenses effectuées dans le cadre du résultat R3

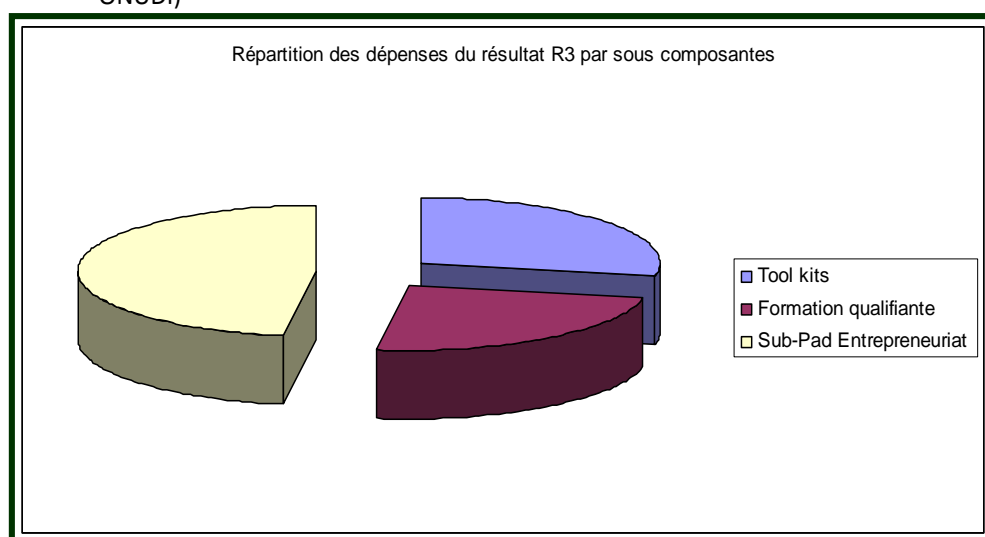
Il ressort de l'analyse des données présentées que toutes les dépenses ont été effectuées en 2012 et 2013. 22% des dépenses ont été effectuées en 2012 et 78% en 2013 et que le taux des dépenses globales de ce résultat au 13.09.2013 est de 96%.

Ces dépenses sont afférentes aux actions de formations réalisées, notamment la formation qualifiante et la formation entrepreneuriale qui sont tributaires de la réalisation des travaux de réhabilitation des infrastructures, de l'acquisition des équipements nécessaires, de la formation et du perfectionnement des formateurs.

La répartition, par sous composantes principales, des dépenses effectuées est donnée par le tableau n°4.5 et illustrée par le graphique n°4.3 ci- dessous. Les données sur les dépenses arrondies de ces principales sous-composantes font ressortir que 48 % des crédits alloués au résultat R3 sont affectés à la formation en entrepreneuriat contre 28% pour l'acquisition des kits d'outillage et 24% à la formation qualifiante de 1050 apprenants.

Sous composante	Montants dépensés (USD)	%
Tool kits	237 015	28
Formation qualifiante de 1050 apprenants: ✓ Perdiems stagiaires : 75600 ✓ Perdiems 21 enseignants : 18900 ✓ Consommables: 65000 ✓ Kit de démarrage : 37220	200 000	24
Composante Entrepreneuriat	400 000	48
T	837 015	100

Tableau n°4.5: Répartition des dépenses du résultat R3 par sous-composantes (Source : ONUDI)



Graphique n°4.3 : Répartition des dépenses du résultat R3 par sous-composantes

Pour pouvoir effectuer ces réalisations, des virements ont été effectués entre les lignes de ce résultat comme était le cas pour les deux premiers résultats. Deux lignes ont été sous dimensionnées lors de la planification initiale à savoir les lignes 11-55 « International expert / Entrepreneurship Dev. Specialist » et 45-00 « In-kind start-up tool kit » qui sont passés respectivement après les virements de 90 000,00 à 150 684.79 USD et de 150 000,00 à 237 014,92 USD. Ce sont les contraintes de gestion qui ont rendues nécessaire le recours à ces virements et ce dans la limite du budget global du résultat R3 (Voir tous les virements effectués en Annexe F : « Situations financières et comptables »).

L'analyse des documents fournis par l'Unité de Gestion du projet aux évaluateurs montre que les réalisations effectuées dans le cadre du résultat R3, ne soulèvent aucune observation.

3°) APPRECIATION GLOBALE DE L'EFFICIENCE DU PROJET

Le projet a été entamé en septembre 2010. La crise post électorale s'est déclenchée en fin novembre 2010 et la reprise réelle des activités du projet n'a eu lieu qu'en septembre 2011. Toutes les réalisations prévues seront achevées avant la fin du projet fixée pour le 31.12.2013.

Le retard qu'ont connu les réalisations en 2011 a été rattrapé en 2012. Les réalisations financières en 2012 étaient de 2 133 848,18 USD représentant plus de 64% des dépenses globales concernant les trois résultats du projet et qui s'élèvent à 3 322 634,11 USD (Voir les réalisations par année et par résultat en Annexe F : « Situations financières et comptables »).

Sur le plan organisationnel du projet, comme il a été déjà signalé, l'ONUDI a procédé à des changements en ce qui concerne l'unité de gestion du projet avec le changement du Coordonateur du projet par un expert du siège de l'ONUDI. Cette mesure a permis d'améliorer les performances du projet en matière de mise en œuvre en 2012.

L'analyse présentée au chapitre 4.4 « évaluation de l'efficacité » en ce qui concerne les réalisations physiques et l'analyse des réalisations financières développées dans le présent chapitre, montre que les moyens financiers ont été mobilisés pour la réalisation des produits prévus et par conséquent pour atteindre les objectifs du projet.

La contribution de l'ONUDI a été fournie comme prévu et le budget mobilisé a été suffisant pour répondre aux activités prévues dans le document du projet. Bien entendu les activités concernant l'accompagnement des lauréats à l'insertion n'étaient pas prévues et par conséquent elles n'ont pas été effectuées.

Le MEMEFP a fourni sa contribution stipulée dans le document du projet. Celle-ci porte principalement sur la mise à la disposition du projet des infrastructures du CET de Bouaké pour la réalisation des actions du projet ainsi que les cadres nécessaires pour le fonctionnement de ce CET.

La crise post électorale a fortement perturbé le déroulement du projet, ce qui rend difficile l'appréciation de l'efficacité par rapport au planning prévisionnel initial de mise en œuvre.

B. Projet D'APPUI A LA RELANCE DU SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET A L'INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES SANS EMPLOI (COMPOSANTE III : FORMATION QUALIFICATION)

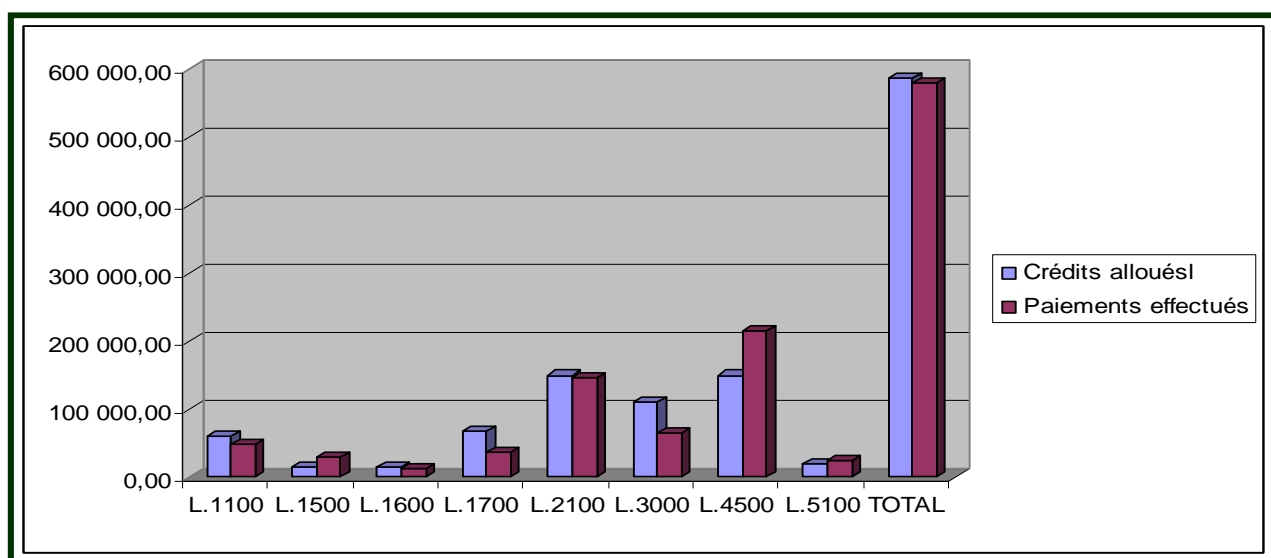
1°) ANALYSE DE LA REPARTITION DE L'ENVELOPPE FINANCIERE DU PROJET

Le tableau n°5.1 présente les crédits alloués et dépensés par ligne budgétaires :

Tableau n°5.1 : Crédits alloués et dépensés par ligne budgétaires

Ligne budgétaires		Budget Alloué	Paiements effectués
1100	Expertise internationale	60 00	49 02
1500	Voyages locaux	15 00	28 90
1600	Mission Siege	15 00	12 01
1700	Expertise nationale	67 20	36 92
2100	Contrats de sous-traitance	150 00	146 91
3000	Formation	110 00	65 48
4500	Equipment	150 00	216 07
5100	Divers	20 00	25 03
TC		587 20	580 37

Source : ONUDI



Graphique n° 5.1 : Crédits alloués et dépensés par ligne budgétaires

Il ressort de ces données que :

- Le montant global du budget alloué à la réalisation des activités du projet est de 587 200,00 € et que le montant global des dépenses réalisées est de 580 377,61 € soit 99% environ ;
- Le montant du budget alloué à l'acquisition des équipements est de 150.000,00 € représentant 26% du budget alloué au projet alors que les dépenses effectuées en ce qui concerne ces équipements s'élèvent à 216 077,49 € soit 37% des dépenses totales effectuées. Cette augmentation des crédits pour l'acquisition des équipements a fait l'objet d'une concertation entre les principaux partenaires du projet à savoir Le MEMEASFP, le Bailleur de Fonds et l'ONUDI ;

- Il ressort du tableau n°5.1 et le graphique n°5.1 que des virements ont donc été effectués entre les lignes budgétaires dans la limite du montant global du budget alloué au projet.

2°) APPRECIATION GLOBALE DE L'EFFICIENCE DU PROJET

Les évaluateurs reconnaissent que ce projet s'est déroulé dans un contexte très difficile. Ils ont constaté qu'en dehors des perturbations engendrées par la crise post-électorale, les réalisations financières ont été effectués selon les besoins et contraintes de gestion imposés par les ajustements effectués et ce dans le but d'atteindre l'objectif du projet.

L'état général des réalisations physiques, présenté au chapitre 4.4 « évaluation de l'efficacité » et l'analyse des réalisations financières, montrent que les moyens financiers ont été mobilisés pour la réalisation des produits prévus et par conséquent pour atteindre l'objectif du projet.

La contribution de l'ONUDI a été fournie comme prévu et le budget mobilisé a été suffisant pour répondre aux activités prévues dans le document du projet.

Le MEMEFP a fourni sa contribution stipulée dans le document du projet. Cette contribution porte principalement sur la mise à la disposition du projet des infrastructures du LP de Ferké pour la réalisation des actions du projet ainsi que les cadres nécessaires pour le fonctionnement du LP.

La crise post électorale a fortement perturbé le déroulement du projet, ce qui rend difficile l'appréciation de l'efficacité par rapport au planning prévisionnel initial de mise en œuvre.

4.6 EVALUATION DE L'IMPACT ET DE LA DURABILITE DES DEUX PROJETS

En principe, les impacts s'apprécient lors d'une évaluation rétrospective, environ cinq ans après l'achèvement des projets. Néanmoins, les acquis et les effets des interventions réalisées dans le cadre des deux projets sont très importants et encourageants.

- Les deux projets ont mis en place deux établissements de formations pilotes assurant actuellement des formations de qualité aussi bien dans le cadre de la formation qualifiante que diplômante pour un effectif annuel d'environ 3000 jeunes au niveau du CET de Bouaké et de 1000 jeunes au LP de Ferké. Les formateurs qui dispensent ces formations ont été perfectionnés sur les plans pédagogique et technique notamment sur la maintenance des équipements acquis dans le cadre des deux projets. Les jeunes lauréats de la formation qualifiantes et les professionnels rencontrés lors de nos visites de terrain sont très satisfaits de la qualité de la formation qualifiante. Les responsables du MEMEASFP visités sont également très satisfaits des acquis des deux projets et se sont engagés à les consolider.

En ce qui concerne les deux établissements, le salaire des formateurs est assuré par le MEMEASFP, les équipements sont acquis dans le cadre du projet et sont bien utilisés et entretenus. Il reste à cadrer les effectifs des apprenants avec celui des enseignants pour éviter le paiement des heures supplémentaires.

- Le mode de formation qualifiante introduit dans le cadre des deux projets a permis à des jeunes en situation précaire en si peu de temps (3 mois) d'acquérir des compétences à même de leur permettre d'entamer le processus de leur insertion ou auto insertion dans la vie active. La généralisation de ce mode au niveau d'un grand nombre d'établissements en Côte d'Ivoire devra permettre à un très grand nombre de jeunes de se former pour s'insérer dans la vie active et contribuer positivement au développement de leur pays ce qui renforcera le processus de consolidation de la paix en Cote d'Ivoire. Les responsables du MEMEASFP se sont approprié les interventions des deux projets qu'ils ont cogérés avec l'ONUDI. Ils considèrent que la formation qualifiante est le mode de formation le plus adapté pour lutter contre le chômage des jeunes déscolarisés, d'une manière rapide et efficace. La stratégie de développement de la formation professionnelle qui est en cours d'élaboration au niveau du MEMEASFP, fait de ce mode de formation l'un de ses principaux axes.

4.7 EVALUATION DES CRITERES TRANSVERSAUX

- **En matière de genre**, les formulations des deux projets n'ont pas été élaborées selon l'approche genre et leurs montages ne prévoient pas d'actions spécifiques d'accompagnement en direction des filles. Néanmoins l'indicateur de mesure de l'atteinte de l'objectif à moyen terme présenté dans le cadre logique actualisé du projet du CET de Bouaké, prévoit un taux de 35% de filles. Cet indicateur a été formulé comme suit : « Les effectifs des apprenants en formation sur le site du CET de Bouake dépasse 1500 jeunes par an a partir de l'année 2013-2014, dont au moins 35% de filles »;
- **En ce qui concerne l'environnement**, les formulations des deux projets n'ont pas prévu d'activités spécifiques pour la sensibilisation en matière de l'approche environnementale. Néanmoins tous les programmes de la formation qualifiante prévoient trois modules portant sur :
 - ✓ La présentation du métier ;
 - ✓ Les règles d'hygiène et de sécurité ;
 - ✓ La protection de l'environnement.
- **Pour ce qui est de la coopération sud/sud**, le perfectionnement technique des formateurs du CET de Bouaké et du LP de Ferké a été réalisé au niveau de l'OFPPT au Maroc. Bien entendu la prise en charge de cette formation a été assurée par le projet. Cette initiative est à inscrire dans le cadre de la coopération sud/sud.

5. CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET LEÇONS APPRISSES

5.1 CONCLUSIONS

Les activités prévues dans les documents des deux projets ont été réalisées ou sont en cours d'achèvement, bien que ces deux projets aient été exécutés dans un contexte de crise.

Les réalisations effectuées dans le cadre de ces deux projets peuvent être synthétisées comme suit :

- La réhabilitation et l'aménagement de toutes les infrastructures du CET de Bouaké qui ont concerné aussi bien les bâtiments que les espaces extérieurs de cet établissement. En ce qui concerne le LP de Ferké les disponibilités budgétaires n'ont permis de réaliser que la réhabilitation et l'aménagement de trois ateliers de formation, d'une infirmerie et des espaces extérieurs ;
- L'équipement du CET de Bouaké et du LP de Ferké en matériel informatique ;
- L'équipement du CET de Bouaké en matériel scolaire et en équipements technico pédagogiques pour six ateliers de formation à savoir :
 - ✓ L'atelier des constructions métalliques;
 - ✓ L'atelier de mécanique Générale;
 - ✓ L'atelier de maintenance des véhicules Automobiles ;
 - ✓ L'atelier de maintenance des motos;
 - ✓ L'atelier de plomberie sanitaire ;
 - ✓ L'atelier de maçonnerie.
- L'équipement du LP de Ferké en matériel technico pédagogiques pour trois ateliers de formation à savoir :
 - ✓ L'atelier des constructions métalliques;
 - ✓ L'atelier de maintenance des motos ;
 - ✓ L'atelier de plomberie sanitaire.
- Le perfectionnement technique et pédagogique des formateurs des deux établissements qui ont reçu également des formations sur l'utilisation et la maintenance des équipements acquis dans le cadre des deux projets ainsi que sur l'hygiène et la sécurité ;
- La formation sur les techniques pédagogiques et andragogiques et sur l'entrepreneuriat de 82 enseignants dont 52 Enseignants des disciplines tertiaires et 30 Enseignants des disciplines techniques de Bouaké en 2012 ainsi que 76 enseignants et cadres du MEMEASFP et des chambres professionnelles en 2013. Tous les participants à ces formations ont aussi bénéficié au terme de ces formations des manuels traitants les enseignements étudiés ;
- La contribution à la formation dans le site du CET de Bouaké durant la période du projet (jusqu'au 13.09.2013) d'un effectif de 1738 lauréats dont 544 filles soit 31%. Cet effectif

sera de 2706 lauréats dont 648 lauréates soit 24% au 31.12.2013. Tous ces lauréats ont bénéficié de l'initiation à l'informatique sur le matériel acquis dans le cadre du projet ;

- La contribution à la formation au Lycée Professionnel (LP), durant la période du projet d'un effectif de 911 lauréats dont 71 sont formés dans le cadre de la première promotion de la formation qualifiante. Tous ces lauréats ont bénéficié de l'initiation à l'informatique sur le matériel acquis dans le cadre du projet ;
- La formation en entrepreneuriat de tous les lauréats de la formation qualifiante. Au total 600 jeunes de la formation qualifiante ont été formés à ce jour en entrepreneuriat à raison de 3 heures par semaine durant 12 semaines. En ce qui concerne la formation diplômante, l'enseignement en entrepreneuriat est introduit à titre pilote dans les curriculums de l'année scolaire 2013-2014 pour les 2eme et 3eme années de CAP et BT du CET et du CBCG. Il y a lieu de signaler aussi que 800 Jeunes en apprentissage et sans emploi ont également bénéficié de sessions de sensibilisation à l'entrepreneuriat.

L'enveloppe budgétaire mobilisée pour la réalisation des activités du projet « Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire » réalisé au sein du CET de Bouaké, est de 3 396 039,00 USD et le montant global des dépenses est de 3 322 634,11 USD soit 98%.

Le montant total du budget alloué à la réalisation des activités du « Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III: Projet Formation Qualification)», TE/IVC/08/003, concernant le Lycée professionnel de Ferké, s'élève à 587 200,00 € et le montant total des dépenses est de 580 377,61 € soit 99%.

Il a été démontré que ces moyens financiers ont été mobilisés pour la réalisation des objectifs des deux projets et que la crise post électorale a fortement perturbé le déroulement des deux projets, ce qui rend difficile l'appréciation de l'efficacité par rapport aux plannings prévisionnels initiaux de mise en œuvre.

Les jeunes lauréats de la formation qualifiante rencontrés lors de nos visites de terrain au niveau de leurs lieux de stage au sein des entreprises sont très satisfaits de la formation reçue. Cette formation de trois mois leur a permis de s'introduire facilement dans la maintenance industrielle. Pour ces jeunes, une durée de stage de trois à quatre mois dans la maintenance industrielle après les trois mois de formation dans l'établissement de formation, est suffisante pour les rendre opérationnels et autonomes.

Les professionnels rencontrés au niveau des unités industrielles visitées estiment que les stagiaires accueillis ont une grande capacité d'intégration et d'adaptations et que la formation reçue leur a donnée plus que le seuil minimal de compétences nécessaire pour accéder à la maintenance industrielles en tant que stagiaires en pré insertion.

Le MEMEASFP a un grand effort à déployer en ce qui concerne l'accompagnement à l'insertion des jeunes lauréats. Aussi bien ceux de la formation qualifiante que ceux issus de la formation diplômante. Les activités d'insertion des lauréats et de l'adéquation de

la formation emploi ne peuvent se faire qu'à travers la mobilisation de tous les acteurs concernés en particulier les managers de la formation professionnelle au niveau régional, les managers des établissements de formation mais aussi et surtout les professionnels. C'est une activité qui doit être structurée pour permettre un accompagnement adéquat de l'insertion ou de l'auto insertion des lauréats.

La formation qualifiante constitue une grande innovation des deux projets. En effet des milliers de jeunes femmes et de jeunes hommes en situation précaire qui n'ont pas les conditions exigées pour accéder à la formation diplômante ne peuvent se former que dans le cadre du mode de formation qualifiante. A ce titre, un grand effort doit être déployé par le MEMEASFP pour améliorer le taux des filles en formation qualifiante ce qui nécessite l'introduction de filières de formation attractives pour ces filles, l'accompagnement efficace de leur insertion et le renforcement des campagnes de sensibilisation en direction de leurs familles.

L'atteinte de l'impact escompté des deux projets, exige que le MEMEASFP puisse consolider et développer les acquis de ces deux projets pilotes. Les atouts à exploiter et à valoriser existent :

- Les formateurs sont bien formés dans le cadre des deux projets. Ils assurent actuellement des formations de qualité et leurs salaires sont assurés par le MEMEASFP ;
- Les équipements acquis dans le cadre des deux projets sont bien utilisés et bien entretenus ;
- Les réhabilitations et aménagements réalisés dans le cadre des deux projets offrent un cadre de travail accueillant et des espaces de formation adéquats ;
- Un grand nombre de jeunes déscolarisés attendent à être formés.

Enfin en tenant compte des réalisations effectuées et aussi du contexte de crise qui a perturbé le déroulement de la mise en œuvre des deux projets et qui a engendré une prolongation de leurs délais d'exécution, l'appréciation globale des évaluateurs en ce qui concerne , la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité de ces deux projets est plutôt bonne.

5.2 RECOMMANDATIONS

Les recommandations formulées ci-après visent à consolider les acquis de ces deux projets et à fournir des éléments pour une meilleure préparation et mise en œuvre des projets similaires dans l'avenir. Elles s'adressent à l'ONUDI, au Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle et aux Bailleurs de Fonds.

5.2.1 RECOMMANDATIONS A L'ONUDI

Dans le cadre des futurs projets, nous recommandons à L'ONUDI de :

- Formuler tous les projets selon l'approche du cadre logique et l'approche genre de manière à définir d'une façon précise les objectifs et les résultats à atteindre avec des indicateurs permettant de vérifier objectivement l'atteinte de ces objectifs et résultats ;

- Prévoir pour tous les projets de formation un résultat qui doit traiter les aspects liés à l'adéquation formation emploi et à l'accompagnement à l'insertion dans la vie active des lauréats.

5.2.2 RECOMMANDATIONS AU MEMEASFP

Nous recommandons au MEMEASFP de :

- Développer des programmes de formation qualifiante plus attractifs pour les filles et renforcer les campagnes de sensibilisation en direction des filles et leurs familles. La mise en œuvre de ces programmes doit tenir compte des conditions et des disponibilités des filles surtout en milieu rural ;
- Lancer dans les meilleurs délais la deuxième promotion de la formation qualifiante au niveau du LP de Ferké et élargir le mode de formation qualifiante aux autres établissements de formation en s'appuyant notamment sur des chantiers – écoles et sur la formation en entreprise ;
- Assurer l'adéquation formation emploi et l'accompagnement des lauréats à l'insertion à travers la mise en place d'une structure d'adéquation formation emploi et des espaces de concertation avec les professionnels. Nous proposons que cette structure soit domiciliée au niveau des Directions Régionales de la Formation Professionnelle pour concerner l'ensemble des établissements d'une région ;
- Actualiser les études de définition des besoins en compétences réalisées dans les Régions de la Vallée du Bandama et dans la région des Savanes afin de pouvoir identifier les nouveaux métiers porteurs émergents notamment pour les filles, et aussi d'identifier les possibilités de stage pour les apprentis dans ces deux régions.

5.2.3 RECOMMANDATIONS AUX BAILLEURS DE FONDS

Il est recommandé au Bailleurs de Fonds d'allouer, dans tous les projets de formation professionnelle, des fonds pour l'accompagnement de l'insertion socio-professionnelle des lauréats. Le processus de la formation professionnelle ne doit pas s'arrêter à la réalisation des actions de formation. L'accompagnement des lauréats dans la phase de leur insertion socio-professionnelle est nécessaire notamment dans des contextes difficiles.

5.3 LEÇONS APPRISES

Le projet a démontré que :

- Il est possible de faire acquérir à une personne en situation précaire, dans le cadre d'une formation qualifiante de trois mois, des compétences suffisantes pour entamer convenablement un stage de pré insertion ;
- Dans un contexte de crise, la remise de kits d'outillage aux lauréats de la formation qualifiante favorise leur insertion auprès de petits artisans.

Annexe A : Termes de référence



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Evaluation finale indépendante - Termes de référence

**Projet de Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et
La Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire TF/IVC/10/004 – SAP 101078**

Budget: US\$ 3 837 524

Période couverte: 01 Septembre 2010 – 31 Decembre2013

INTRODUCTION

Ces termes de référence sont élaborés pour préparer l'évaluation finale indépendante du projet intitulé « Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire » (TF/IVC/10/004 - SAP 101078) au sein du Collège d'Enseignement Technique de Bouaké (CET de Bouaké) financé par le Japon et aussi pour l'évaluation des résultats du projet intitulé « formations de qualité - Insertion des jeunes » (TE/IVC/08/003) au sein du Lycée professionnel de Ferké financé par la Norvège. Ce dernier a débuté à Ferké en septembre 2008 et a été finalisé fin juin 2012. Quant au sujet principal de l'évaluation il est en cours d'exécution au CET de Bouaké depuis Septembre 2010. Aucune évaluation n'a encore été effectuée pour ces deux projets.

1. LE CONTEXTE DU PAYS ET LE PROJET

1.1 Contexte du pays

A partir de 1999, la Côte d'Ivoire a connu une crise sans précédent. Cette crise a engendré un déclin économique rapide et important, une baisse considérable du niveau d'investissement et un accroissement de la pauvreté.

La plupart des régions du pays ont été touchées par la crise; il y a eu un exode massif des populations, les moyens de subsistance ont été considérablement réduits et les infrastructures de base ont été détruites.

La frange de la population ivoirienne la plus touchée est constituée de jeunes, estimés à quatre millions. Ceux-ci ont un accès limité aux services de base et à des revenus durables. Le pays connaît ainsi un fort taux de chômage.

1.2 Historique du projet

A partir des conclusions du Forum de Réconciliation Nationale en Côte d'Ivoire et suite à l'accord de paix de Ouagadougou signé en Mars 2007, le gouvernement se penche tout particulièrement sur les défis de stabilisation du pays.

Ainsi avec le soutien de ses partenaires internationaux, les actions suivantes sont mises en œuvre:

- Soutenir la stabilisation du pays après la crise et aider le gouvernement à aborder les questions clés du conflit (à travers la mise en œuvre de l'accord de Ouagadougou) ;

- Aider les populations touchées par la guerre au travers de la réhabilitation des structures communautaires et du soutien des services sociaux de base ;
- Contribuer à la reprise économique en mettant l'accent sur les réformes économiques, le renforcement institutionnel et le soutien à la croissance économique du pays.

En Décembre 2010, une nouvelle crise a touchée le pays fortement. Cette crise dite post-électorale qui a duré six mois a significativement renforcé le besoin d'un soutien du pays pour la reconstruction post-conflit et pour la consolidation de la paix.

1.3 Caractéristiques du projet

Le projet est une partie intégrante des priorités susmentionnées, en particulier celles axées sur l'aide aux populations touchées par la guerre avec un accent particulier sur les jeunes et la réinsertion des ex-combattants dans la vie civile.

Il est également en adéquation avec les principaux objectifs de réduction de la pauvreté et des piliers de la I-PRSP (Interim Poverty Reduction Strategy Paper => Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté) à savoir le renforcement de la sécurité des personnes, la promotion du secteur privé et du développement rural.

Date de démarrage: 1 septembre 2010

Date de fin prévue: 31 août 2013

Phase actuelle prolongée jusqu'au: 31 décembre 2013

Donateur: Japon

Budget total: USD 3,837,524

Contrepartie du Gouvernement: Le Ministère de l'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle (MEMEASFP)

Nombre estimé de bénéficiaires: Un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) ont reçu des compétences recherchées

Les zones géographiques d'intervention: Région du Gbéké, Bouaké, le centre et le nord de la Côte d'Ivoire

L'objectif principal de ce projet est d'aider le Gouvernement de la Côte d'Ivoire dans ses efforts vers une paix durable, l'éradication de la pauvreté et le développement économique et social durable.

Les activités du projet conduiront un grand nombre de jeunes - (y compris les combattants démobilisés) à acquérir des compétences de base, leur permettant de devenir des citoyens plus productifs, contribuant au développement de leurs communautés en particulier et de leur pays en général.

L'accent est mis sur l'apport de savoir-faire et d'expérience à cette frange vulnérable de la population avec laquelle les individus pourront obtenir des moyens d'existence durables par l'auto-emploi ou en travaillant pour les secteurs de construction, de fabrication ou de service.

Le projet contribuera à la réhabilitation et l'équipement du centre de formation professionnelle de Bouaké (Collège d'Enseignement Technique de Bouaké) plus spécifiquement, il devra:

- Développer / améliorer les programmes du centre de formation en place ;
- Former les formateurs clés aux compétences nécessaires pour offrir les programmes de formation développés ;
- Rénover et mettre à niveau les bâtiments où se dérouleront les formations ;
- Fournir le matériel de formation supplémentaire et les fournitures nécessaires pour mettre en œuvre les cours.

Le projet mettra également l'accent sur le renforcement des compétences entrepreneuriales ainsi que sur les connaissances et les aptitudes des jeunes pour faciliter leurs démarches entrepreneuriales, et leur insertion sociale.

Selon le marché du travail, le centre de formation sera en mesure d'offrir une formation dans les domaines suivants:

- Soudure et constructions métalliques (fabrication / soudage, métallique) ;
- Mécanique Générale (Fabrication mécanique) ;
- Mécanique Automobile et Moto (Maintenance Véhicules) ;

- Plomberie Sanitaire ;
- Maçonnerie ;
- Compétences informatiques.

1.4 Etat d'avancement du projet

Après une réhabilitation et une remise à niveau complète du CET de Bouaké le projet en est à la phase de formation qualifiante. Une première vague de 350 étudiants ont été formés et la deuxième vague d'apprenants sur le site du CET de Bouaké est en cours. L'impact de la première formation a été très positif et de plus en plus de jeunes sont intéressés par les différentes formations proposées au sein du CET de Bouaké.

La deuxième vague de formation compte 350 apprenants dont 41 filles. Plus de 500 dossiers sont en attente pour la sélection de la 3^{ème} vague. Ce nombre ne prend pas en compte les rejetés de la sélection lors de la deuxième vague qui sont au nombre d'au moins 200 jeunes (il est à noter que les 200 jeunes représentent ceux qui remplissaient les conditions de sélection mais qui n'ont pu être admis faute de place). Nous avons au total 762 postulants pour la sélection de la deuxième vague.

Le projet voit également commencer la phase de transfert à la contrepartie afin de pérenniser les formations qualifiantes et de favoriser une autonomie du centre de formation.

Depuis le début du projet le CET de Bouaké a formé plus de 2000 jeunes en formation continue et presque 700 en formation qualifiante et entrepreneuriale.

1.4 Objectifs et Résultats attendus du projet

Objectif de développement:

Contribuer à la consolidation de la paix et la reprise économique du pays.

Objectif à moyen terme:

Contribuer à l'élargissement du capital humain en renforçant la formation professionnelle dans le pays.

Objectifs immédiats:

- Réhabiliter et rééquiper le centre de formation professionnelle de Bouaké.
- Fournir un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) des compétences recherchées afin de leur permettre de trouver un emploi et / ou de démarrer une activité économique leur permettant de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles.

Les objectifs et les résultats du projet sont résumés dans les tableaux ci-dessous:

Cadre logique du document de projet

Objectif de développement	Indicateurs mesurables
Contribuer à la consolidation de la paix et la reprise économique du pays	Paix consolidée Activités économiques restaurées et diversification des revenus économiques/activités génératrices de revenu
Objectif à moyen terme:	Indicateurs mesurables
Contribuer à l'agrandissement du capital humain en renforçant la formation professionnelle dans le pays	-Capacité de formation professionnelle renforcée -Formateurs formés -Etudiants formés par le centre chaque année
Objectifs immédiats:	Indicateurs mesurables
Réhabiliter et rééquiper le Centre de formation professionnelle	Projet est mis en œuvre de manière efficace et en

de Bouaké	conformité avec le plan et les délais - L'équipement est fourni et installé - Les travaux de réhabilitation sont effectués
Fournir un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) des compétences recherchées afin de leur permettre d'obtenir un emploi et / ou de démarrer une activité économique leur permettant de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles	- Nombre de formations délivrées - Nombre de jeunes formés - Nombre de jeunes formés à l'entrepreneuriat
Résultats	Indicateurs mesurables
Cadre optimal de formation conçu et pertinence des sujets de formation confirmée	Cadre optimal de formation conçu et pertinence des sujets de formation acceptés par toutes les parties prenantes
La capacité de formation du Centre de Bouaké est rétablie et élargie pour répondre à la demande du marché du travail	La capacité de formation du centre de Bouaké est élargie et répond à la demande du marché du travail
Un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) ont obtenus des compétences recherchées	Nombre de jeunes ayant obtenu des compétences recherchées

1.5 Information budgétaire (juin 2013)

Attribution totale (frais de support exclus)	Déboursement total: (juin 2013)	Donateur:
USD 3,396,039	USD 2,935,593	Japon

1.6 Extensions du projet:

- En janvier 2012, le donateur a accordé une extension de la durée du projet jusqu'à fin août 2013, sans fonds supplémentaires.
- En avril 2013, le donateur a accordé une seconde extension de la durée du projet jusqu'à fin décembre 2013, sans fonds supplémentaires.

2. L'ÉVALUATION

2.1 But

Le but de cette étude est d'évaluer:

- La pertinence du projet par rapport aux priorités et politiques du MEMEASFP, du donateur et de l'ONUDI ;
- L'efficacité du projet en termes des productions réalisées et des résultats obtenus par rapport à ceux prévus ;
- L'efficacité de la mise en œuvre: la quantité, la qualité, le coût et la rapidité de l'ONUDI et ainsi que les apports et les activités de la contrepartie ;
- Les perspectives de l'impact du développement ;
- La durabilité à long terme des résultats et bénéfiques.

L'évaluation devra fournir une base analytique nécessaire et fournir des recommandations au MEMEASFP, au donateur et à l'ONUDI pour assurer la durabilité du projet. L'évaluation devra également tirer les leçons d'une application plus large ainsi qu'alimenter une évaluation thématique des projets de l'ONUDI, "Réhabilitation post-conflit".

2.2 Méthodologie et champ d'application de l'évaluation

L'évaluation sera effectuée en conformité avec les normes d'évaluation et les exigences actuelles. Plus spécifiquement, elle respectera pleinement les principes énoncés dans les règles d'évaluation de l'ONUDI et elle suivra les normes et les standards d'évaluation des Nations Unies comme définis par

l'UNEG. L'évaluation doit déterminer aussi systématiquement et objectivement que possible la pertinence, l'efficacité, les réalisations (les produits, les perspectives d'atteinte des résultats attendus et l'impact du projet) et la viabilité du projet. À cette fin, l'évaluation portera sur les réalisations du projet par rapport à ses objectifs clés, comme indiqué dans le document de projet et le rapport initial, y compris le réexamen de la pertinence des objectifs et de la conception. Elle permettra également d'identifier les facteurs qui ont facilité ou entravé la réalisation des objectifs.

Tout en conservant son indépendance, l'évaluation sera réalisée sur la base d'une approche participative, qui vise les vues et observations de toutes les parties. Elle portera sur les éléments suivants :

➤ **Identification, formulation et pertinence du projet:**

- Mesure dans laquelle un processus d'identification de projet participatif a été appliqué à la sélection des zones à problèmes et des contreparties ayant besoin du soutien de la coopération technique ;
- La pertinence du projet aux priorités et aux besoins du développement ;
- Pertinence de la conception du projet aux besoins des bénéficiaires, au mandat et aux compétences de L'ONUDI, aux stratégies et aux priorités des bailleurs de fonds ;
- Pertinence de la conception du projet aux priorités, aux stratégies, aux programmes et aux besoins du pays dans sa phase de transition de pays en crise à pays stable ;
- Clarté et réalisme du développement du projet et de ses objectifs immédiats, comprenant la spécification des objectifs, l'identification des bénéficiaires et les perspectives de viabilité ;
- Clarté et cohérence logique entre, les intrants, les activités, les résultats et les objectifs (qualité, quantité et calendrier d'exécution) ;
- Réalisme et clarté dans la définition des obligations et des conditions préalables (hypothèses et risques) ;
- Réalisme et clarté des relations institutionnelles extérieures, de la mise en œuvre et du plan de travail dans le cadre institutionnel de gestion du projet ;
- Efficacité des coûts de la conception du projet ;
- Mesure dans laquelle les leçons de l'ONUDI tirées des précédentes évaluations pour des thématiques de projets similaires dans des contextes de crise ont été prises en compte dans le processus de formulation, y intégrant les leçons et recommandations des rapports d'évaluation passés ;
- Mesure dans laquelle les facteurs de vulnérabilité et de résilience ont été pris en compte dans le processus de formulation ;
- Adéquation des segments de la chaîne de valeur (s'il y a lieu) sélectionnés, et leur pertinence pour renforcer la résilience (aux niveaux micro, méso ou macro) ;
- Pertinence des critères du projet pour la sélection des bénéficiaires et des stagiaires pour l'atteinte des objectifs post-crise annoncés ;
- Le processus de formulation du projet a-t-il bénéficié de lignes directrices ou de modèles spécifiques pour les situations post-crise? Si oui, quelle est la pertinence de ceux-ci pour les résultats escomptés?
- La conception du projet post-crise comprend-elle des considérations sur la « neutralité » et « l'évaluation de conflit »?
- La conception du projet est-elle centrée sur l'assistance directe aux bénéficiaires ou sur une intervention au niveau méso via le renforcement et l'amélioration des capacités existantes ou via la création de nouvelles capacités?
- Dans quelle mesure la coopération avec le secteur privé est-elle incluse dans la conception du projet, comprenant la formation professionnelle continue (formation des formateurs) et le renforcement des services au développement d'entreprises ainsi que le parrainage et le marketing?
- Dans quelle mesure, s'ils en étaient, des formats standardisés ont-ils été utilisés pour des projets post-crise dans des contextes différents?

- Dans quelle mesure ces projets standardisés répondent aux besoins et aux priorités du contexte local?
- **L'appropriation du projet**
- Mesure dans laquelle le projet a été élaboré avec la participation de la contrepartie nationale et / ou des bénéficiaires cibles ;
 - La contrepartie a-t-elle été impliquée de manière appropriée dans l'identification des zones critiques et dans l'élaboration des stratégies de coopération technique ;
 - Les contributions de la contrepartie et les autres contributions ont-elles été reçues par les bénéficiaires comme spécifiées au plan de travail du document de projet ;
- **La Coordination et la gestion du projet**
- Mesure dans laquelle la gestion nationale du projet et ses mécanismes de coordination sur le terrain ont été performants et efficaces ;
 - La gestion du projet par l'ONUDI, le soutien administratif (y compris la disponibilité des fonds par rapport au budget) et technique, la coordination, le contrôle qualité et les achats (en termes d'expertise, de formation, d'équipement, de méthode, etc) a-t-elle été efficace ?
 - Le suivi, le reporting et l'auto-évaluation ont-ils été réalisés de manière efficace, basés sur les indicateurs de produits, de résultats et d'objectifs, et utilisant ces informations pour une gestion adaptative du projet ?
 - Les changements dans les documents de planification au cours de l'exécution du projet ont-ils été suffisamment revus, approuvés et documentés ?
 - Des coordinations prévues avec d'autres agences de coopération au développement dans le pays ont-elles été réalisées et les avantages attendus ont-ils été obtenus?
 - La gestion du projet a-t-elle cherché activement la mise en place de coopérations et de synergies avec d'autres projets de l'ONUDI et avec d'autres activités de l'ONU dans le pays ?
 - Effets et enseignements de la mise en place institutionnelle sur les performances du projet dans un contexte de crise.
- **L'efficacité et les résultats du projet**
- Évaluation complète et systématique de l'obtention des résultats du projet (Quantité et qualité par rapport au plan de travail) ;
 - La qualité des résultats obtenus et la façon dont les bénéficiaires cibles utilisent ces résultats, avec une attention particulière à la dimension du genre ;
 - Dans quelle mesure les résultats ont été atteints ou sont susceptibles d'être atteints ?
 - Dans quelle mesure ont été renforcées la résilience locale (des collectivités, des entreprises ou des institutions) et le redressement dans les régions ciblées (évalué par rapport aux résultats annoncés du projet) ont été renforcés ?
 - Le projet comprend-t-il la fourniture de machines et d'outils pour cibler les bénéficiaires? Cela a-t-il contribué à l'efficacité du projet? Y a-t-il des implications en matière de durabilité?
- **Les perspectives d'atteinte de l'impact souhaitée et de durabilité**
- Perspectives d'atteinte de l'effet escompté et de changements de développement (économique, environnemental, social) qui sont susceptibles de se produire à la suite de l'intervention ;
 - Perspectives de maintien des résultats du projet par les bénéficiaires et les institutions d'accueil à la fin du projet
 - Le processus de consolidation de la paix était-il soutenu et susceptibles d'être aidés par le projet, et comment?
 - Des liens avec les institutions financières ont-ils été établis? Si oui, quels ont été les résultats? Si non, y avait-il un besoin pour cela ?
- **L'efficacité**

- Évaluer si l'approche du projet représentait la meilleure utilisation des ressources indiquées pour la réalisation des objectifs prévus ;
- Mesure dans laquelle les contributions de l'ONUDI et de la contrepartie ont été fournies comme prévu et étaient suffisantes pour répondre aux besoins ;

➤ **Les thèmes transversaux**

○ **Egalité des sexes.**

- Si le projet / programme favorise l'égalité des sexes et / ou l'autonomisation des femmes, l'égalité des sexes a-t-elle été reflétée dans son/ses objectifs / s?
- Le suivi des projets et l'auto-évaluation recueillent-ils et analysent-ils des données ventilées par sexe? Y avaient-ils des décisions et des recommandations fondées sur ses analyses? Si oui, comment?
- L'égalité des sexes a-t-elle été prise en compte pour l'établissement des critères de sélection des bénéficiaires? Si oui, comment?
- Les femmes et les hommes bénéficient-ils de la même manière des interventions du projets? Les résultats affectent-ils les femmes et les hommes différemment? Si oui, pourquoi et comment? Comment les résultats sont-ils susceptibles d'affecter les relations entre les femmes et les hommes (par exemple, au sein de la division du travail, le pouvoir décisionnel)?
- Y-a-t-il des tendances observables et des leçons issues des projets post-crise de l'ONUDI ?

○ **Environnement**

- Y a-t-il eu des effets environnementaux prévu ou imprévus?
- Y a-t-il eu des effets environnementaux possibles (de l'intervention) identifiées lors de la phase de conception et traitées au cours de la mise en œuvre?
- La priorité a-t-elle été donnée à des approches préventives environnementales - telles que l'utilisation des énergies renouvelables dans la production – dans la mesure du possible?
- Y-a-t-il des tendances observables et des leçons issues des projets post-crise de l'ONUDI ?

○ **Coopération Sud-Sud**

- Le projet comprend-t-il des éléments de coopération Sud-Sud dans des domaines tels que le financement, le recrutement ou des apports techniques? Si oui, comment?
- Y-a-t-il des tendances observables et des leçons issues des projets post-crise de l'ONUDI ?

3. TACHES PRINCIPALES D'EVALUATION ET CALENDRIER

L'évaluation aura lieu entre Septembre et Décembre 2013.

L'évaluation sera effectuée au travers de l'analyse des différentes sources d'information, comprenant l'analyse documentaire, de données d'enquête et d'entretiens avec la contrepartie, avec les bénéficiaires, avec les organismes partenaires, avec les représentants des bailleurs de fonds, avec les managers de programme et par le croisement des données.

Une attention particulière sera accordée à une enquête de terrain pour recueillir les données nécessaires à une analyse de l'impact du projet, tel que déterminé, entre autres, par les indicateurs de performance suivants, tels que définis dans le document de projet:

- Centre de formation réhabilité
- Matériel fourni au centre de formation
- Les formateurs formés
- Nombre de jeunes munis de compétences recherchées
- Nombre de jeunes munis de compétences entrepreneuriales et informatique

L'évaluation exigera les fonctions suivantes, compétences et aptitudes:

1.- Un évaluateur international avec une expérience justifiée dans:

- La réalisation d'évaluations ;
- La gestion d'équipes d'évaluation multiculturelles et multidisciplinaires;

- Les projets de développement dans le secteur privé ou industriel, de préférence, dans des pays francophones ouest-africains ;
- La rédaction de rapports d'évaluation conformes aux normes convenues par l'ONU et par le CAD ;
- L'excellente maîtrise de l'anglais et du français (excellentes compétences en rédaction à démontrer)

2.- Un évaluateur national avec une expérience justifiée dans l'évaluation et dans les questions de développement du secteur industriel ou privé

L'équipe d'évaluation doit avoir la compétence technique et l'expérience nécessaires pour évaluer la qualité de l'assistance technique fournie au titre du présent projet dans le domaine de la formation professionnelle et de la consolidation de la paix dans un environnement post-crise.

L'évaluateur international sera chargé de l'élaboration d'une stratégie d'évaluation, y compris la conception d'enquêtes sur le terrain, l'élaboration et la mise en place de questionnaires; de guider l'évaluateur national pour le respect des normes d'impartialité et de professionnalisme pour les enquêtes sur le terrain ; d'analyser les résultats de l'enquête, de la collecte d'informations complémentaires et de renseignements supplémentaires auprès du personnel du projet, les collaborateurs et les parties prenantes par le biais d'entretiens téléphoniques et autres moyens, et par la préparation d'une présentation des conclusions et recommandations ainsi que d'un rapport d'évaluation finale.

L'évaluateur national réalisera les enquêtes sur le terrain (sous la direction du chef d'équipe). Les enquêtes sur le terrain serviront de base pour l'évaluation et doivent donc être exécutés en conformité avec les normes les plus élevées de professionnalisme et d'impartialité.

Le gouvernement de la Côte d'Ivoire soumettra une liste de trois candidats pour le poste d'évaluateur national. L'ONUDI va sélectionner et contracter le candidat qui représente le meilleur rapport qualité-prix. Le consultant international sera sélectionné par le Groupe d'évaluation (EVA).

Les évaluateurs internationaux et nationaux doivent être indépendants et ne pas avoir été impliqué dans la formulation, la mise en œuvre ou l'appui au projet.

La conduite de l'évaluation requiert une maîtrise et un contrôle total de la situation spécifique à la Côte d'Ivoire et le respect des règles de sécurité de l'ONU. L'équipe d'évaluation devra maintenir une relation étroite avec le représentant de l'ONUDI en Côte d'Ivoire et les agences nationales concernées, ainsi qu'avec des représentants d'autres agences des Nations Unies, et avec le personnel du projet national et international. L'équipe d'évaluation est libre de discuter avec les autorités concernées tout objet utile à sa mission. Cependant, elle n'est pas autorisée à prendre des engagements au nom du gouvernement, du donateur ou de l'ONUDI.

Le groupe d'évaluation de l'ONUDI sera responsable du contrôle de la qualité du processus d'évaluation et du rapport, s'assurant que le rapport d'évaluation est conforme aux normes et règles établies d'évaluation et est utile pour l'enseignement organisationnel et toutes les parties.

Le bureau de l'ONUDI à Abidjan soutiendra l'équipe d'évaluation.

L'évaluation portera sur les tâches principales suivantes:

	Tâches principales	Planification
1	Identification et recrutement des évaluateurs par l'ONUDI	Juillet-Août
2	Etude théorique des documents disponibles et des entretiens (téléphonique) avec les chefs de projet, le coordonnateur national du projet et le conseiller technique principal	Septembre
3	Entretiens à Vienne	Septembre
4	Définition de la méthodologie d'évaluation ; Formulation des questions spécifiques d'évaluation et développement d'instruments d'enquête ; Préparation du rapport initial	Septembre
5	Évaluateur national conduit l'enquête sur le terrain	Septembre
6	Mission d'évaluation et de présentation des résultats préliminaires pour les intervenants à Abidjan	Septembre
7	Présentation des résultats préliminaires de l'ONUDI au siège	Octobre
8	Préparation du rapport final	Novembre

4. RAPPORT

Le rapport d'évaluation doit suivre la structure donnée en annexe 1. La langue utilisée sera le français, comprenant un résumé exécutif en anglais. La présentation pour la séance de présentations des retours sur le projet doit se concentrer sur les principaux résultats, conclusions, recommandations et leçons apprises.

Les brouillons de rapports soumis au responsable de l'évaluation ONUDI seront partagés avec le chef de projet et les parties prenantes nationales pour examen et validation factuelle. Ils peuvent fournir un retour sur des erreurs de fait et peuvent mettre en évidence l'importance de ces erreurs dans les conclusions. La consultation cherchera également un accord sur les conclusions et les recommandations. Les évaluateurs prendront les commentaires en considération dans la préparation de la version finale du rapport. Différents points de vue, le cas échéant, seront consignés dans le rapport, conformément à la politique d'évaluation de l'ONUDI.

La qualité du rapport d'évaluation sera évaluée et mesurée en fonction des critères énoncés dans la liste ci-jointe sur la qualité d'un rapport d'évaluation.

ANNEX 1

Template of the evaluation report

Table of Contents

Acknowledgements

Acronyms and Abbreviations

Glossary of Evaluation Terms

Map

Executive Summary

1. Introduction and background
 - 1.1 Introduction
 - 1.2 Background (include a project factsheet, project formulation process, project structure, objectives, donors (and their specific requirements/objectives, e.g. the relevant fund's priorities and guidelines) counterparts, timing, cost etc – everything that is not an 'assessment' and provides background to make the reader understand what the project was/is about without delving into details of LogFrame design and management – the background to design and management should come under the assessment chapter.)
2. Evaluation purpose, scope and methodology
 - 2.1 Purpose
 - 2.2 Scope
 - 2.3 Methodology
 - 2.4 Limitations of the evaluation
3. Region/country/programme context
 - 3.1 Overall situation and trends (national and regional context, especially as relevant to project area)
 - 3.2 Government strategies and Policies (including local and regional, as relevant)
 - 3.3 UN frameworks (talk about the UNDAF and where the project fits here)
 - 3.4 Initiatives of international cooperation partners (describe relevant info on what other donors are doing)
4. Assessment
 - 4.1 Design (include logframe assessment)
 - 4.2 Management (include details of arrangements and make an assessment)
 - 4.3 Relevance and ownership
 - 4.4 Efficiency
 - 4.5 Effectiveness (include a table giving actual status of Outputs and Outcomes against the project Logframe)
 - 4.6 Sustainability
 - 4.7 Impact
 - 4.8 Crosscutting issues (gender, environmental sustainability, South/South cooperation, contribution to international development goals)
5. Conclusions, recommendations and lessons learned
 - 5.1 Conclusions
 - o Recommendations (to UNIDO, Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle and/or other Counterpart Organisations)
 - 5.2 et de la Formation Professionnelle and/or other Counterpart Organisations)
 - 5.3 Lessons learned

Annex A. Terms of Reference

Annex B. Organizations visited and persons met

Annex C. Bibliography

Annex D. Logframe

Annex E. Evaluation Matrix

Annex F. Interview Guidelines Etc.

ANNEXE B : LES ORGANISATIONS VISITEES ET PERSONNES RENCONTREES

B1. Listes des responsables de l'ONUDI rencontrés à Vienne

Objet de la rencontre : cadrage de l'étude d'évaluation

N°	DATE	ORGANISATIONS	PERSONNES RENCONTREES	FONCTIONS	LIEU DE RENCONTRE	TEL + ADRESSE E-MAIL
1	02.09.2013	Siège de l'ONUDI	Mme Margareta DE GOYS	Director Evaluation Group	Siège de l'ONUDI	(+43) 1 26026-4773 m.degoys@unido.org
2			M. Massoud HEDESHI	Evaluation officer Evaluation Group		(+43) 1 26026-5348 m.hedeshi@unido.org
3			M. Chakib JENANE	Project Manager		C.JENANE@unido.org
4			Mme Gabrielle OTT	Spécialiste du développement industriel		(+43) 1 26026-3790 m.degoys@unido.org
5			M. Richard LELIEVRE	Coopération technique		(+43) 1 26026-3307 R.LELIEVRE@unido.org

ANNEXE B : LES ORGANISATIONS VISITEES ET PERSONNES RENCONTREES

B1. Listes des responsables rencontrés à Abidjan

N°	DATE	ORGANISATIONS	PERSONNES RENCONTREES	FONCTIONS	LIEU DE RENCONTRE	TEL + ADRESSE E-MAIL
1	05/09/2013	MEMEASFP	SAINY KOUAKOU K. Victor	Inspecteur Général Coordonnateur de la FP	Siège du MEMEASFP à Abidjan	09 27 75 25 koicouvi@yahoo.fr
2	05/09/2013	MEMEASFP	GORE ZINSOU M.	Inspecteur de la FP		05 89 97 50 gmyiamzinsuzinsu@yahoo.fr
3	05/09/2013	MEMEASFP	ACKAH OHOBA Venance	Inspecteur de la FP		07 03 27 17 ackahvenance@yahoo.fr
4	05/09/2013	MEMEASFP	TAPE YOFFO Alain	Inspecteur de la FP		Tél : 58 08 75 38/ 41 01 00 78 yoffoalain@yahoo.fr
5	06/09/2013	Lycée Prof. Ferké	OULAÏ Albert	Directeur du Lycée	Siège de la Représentation de l'ONUDI à Abidjan	Tél : 08 59 33 75 / 44 00 19 66 lyceproferke@yahoo.fr
6	06/09/2013	MEMEASFP	ATTA EBE Constant	Directeur Régionale de la FP de Korhogo		Tél : 07 47 11 65 ebeconstant@yahoo.fr
7	06/09/2013	MEMEASFP	GBATO MININGA	Directeur Général de la FP du MEMEASFP	Siège du MEMEASFP à Abidjan	Tél : 09 27 75 25 gbato2006@yahoo.fr
8	06/09/2013	MEMEASFP	SEYDOU BAMBA	Directeur de la DPDP du MEMEASFP		Tél : 05 89 97 50 bambaseydou@yahoo.fr
9	07/09/2013	MEMEASFP	FOFIE KOFFI	Directeur de la FP du MEMEASFP		Tél : 20 21 99 05/ 20 22 15 01/ 05 96 11 75 fofieabout@yahoo.fr

ANNEXE B : LES ORGANISATIONS VISITEES ET PERSONNES RENCONTREES

B2. Liste des responsables régionaux et des managers du CET de Bouaké rencontrés à Bouaké

N°	DATE	ORGANISATIONS	PERSONNES RENCONTREES	FONCTIONS	LIEU DE RENCONTRE	TEL + ADRESSE E-MAIL
1	09/09/2013	CET de Bouaké	YEO TORINA	Directeur du CET	Siège du CET de Bouaké	Tél : 40 17 61 76/ 06 10 02 01 Torina0610@yahoo.fr
2	09/09/2013	CBCG de Bouaké	Mme KOUASSI née TOURE Assiata Marie Claire Laurence	Directrice du CBCG	Siège du CET de Bouaké	Tél : 47 33 43 65 / 04 05 60 83 marieclaireur@yahoo.fr
3	09/09/2013	CET de Bouaké	YEO TORINA	Directeur du CET	Siège du CET de Bouaké	Tél : 40 17 61 76/ 06 10 02 01 Torina0610@yahoo.fr
4	09/09/2013	ONUDI	ANDJU oi Andju Jacques	Expert National Coordonnateur	Siège du CET de Bouaké	Tél : 03 42 13 55 jacandju@yahoo.fr
5			GOGO Eric	Expert National		Tél : 47 93 27 57
6	09/09/2013	Direction Régionale de la FP de Bouaké	DANE Assemou	Inspecteur d'Orientation	Siège de la Direction Régionale de Bouaké	Tél : 05 9571 16 hassemou11@yahoo.fr
7			KONATE Issa	Attaché de direction		Tél : 07 11 89 09 konateissah@yahoo.fr

ANNEXE B : LES ORGANISATIONS VISITEES ET PERSONNES RENCONTREES

B3. Liste des formateurs rencontrés à Bouaké 1/2

N°	DATE	CENTRE DE FORMATION	PERSONNES RENCONTREES	FONCTIONS	LIEU DE RENCONTRE	TEL + ADRESSE E-MAIL
1	10/09/2013	CET Bouaké	KOUAO Charles	Formateur en Maintenance véhicule engin (MVE)	Siège du CET de Bouaké	Tél : 03 42 13 55 kouaocharlesguy@gmail.fr
2	10/09/2013	CET Bouaké	KONE Yédafollo	Formateur en Maintenance véhicule engin (MVE)	Siège du CET de Bouaké	kydafollo@yahoo.fr
3	10/09/2013	CET Bouaké	YEO Klotielema	Formateur en Maintenance véhicule engin (MVE)	Siège du CET de Bouaké	Tél : 58 55 45 23/ 40 42 00 10 yeoregional@gmail.com
4	10/09/2013	CET Bouaké	KONAN Raphaël	Formateur en Maintenance véhicule engin (MVE)	Siège du CET de Bouaké	Tél : 47 41 78 57 konateissah@yahoo.fr
5	10/09/2013	CET Bouaké	KONAN Koffi	Formateur en Maintenance véhicule engin moto (MVE)	Siège du CET de Bouaké	07 96 45 61 Koffikonan2011@yahoo.fr
6	10/09/2013	CET Bouaké	SORO Souleymane	Formateur en Construction métallique (CM)	Siège du CET de Bouaké	07 58 17 20 Soro.souleymane@live.fr
7	10/09/2013	CET Bouaké	TOURE Saurau Donald	Formateur en plomberie sanitaire (PS)	Siège du CET de Bouaké	08 01 83 73 tsaurau@gmail.com

ANNEXE B : LES ORGANISATIONS VISITEES ET PERSONNES RENCONTREES

B4. Liste des formateurs rencontrés à Bouaké 2/2

N°	DATE	CENTRE DE FORMATION	PERSONNES RENCONTREES	FONCTIONS	LIEU DE RENCONTRE	TEL + ADRESSE E-MAIL
8	10/09/2013	CET Bouaké	N'DRI Brou Omer	Formateur de Maçonnerie	Siège du CET de Bouaké	Tél : 05 24 33 49/ 67 02 54 02 brouomerndri@yahoo.fr
9	10/09/2013	CET Bouaké	KONE Zana	Formateur en Construction Métallique (CM)	Siège du CET de Bouaké	07 59 88 99 zanakone13@yahoo.fr
10	10/09/2013	CET Bouaké	SILUE Fammena Parfait	Formateur en Construction Métallique (CM)	Siège du CET de Bouaké	Tél : 08 39 90 77/ 05 41 18 03 silparfeut@yahoo.fr
11	10/09/2013	CET Bouaké	SORO Nonhoua	Formateur en Mécanique Générale (MG)	Siège du CET de Bouaké	Tél : 09 62 72 64/ 40 44 35 22
12	10/09/2013	CET Bouaké	HORO Elie	Formateur en Mécanique Générale (MG)	Siège du CET de Bouaké	Tél : 08 58 38 57 horoelie@ymail.com
13	10/09/2013	CET Bouaké	DIABATE Zié Hyacinthe	Formateur en Mécanique Générale (MG)	Siège du CET de Bouaké	Tél : 02 09 53 55 / 05 05 96 57 dziehyacinthe@yahoo.com
14	10/09/2013	CET Bouaké	SANOOGO Kifori Alphonse	Formateur en Mécanique Générale (MG)	Siège du CET de Bouaké	Tél : 05 88 31 65 kifalphonse@yahoo.fr

ANNEXE B : LES ORGANISATIONS VISITEES ET PERSONNES RENCONTREES

B5. Liste des professionnels rencontrés à Bouaké

N°	DATE	ORGANISATIONS	PERSONNES	FONCTIONS	LIEU DE RENCONTRE	TEL +
			RENCONTREES			ADRESSE E-MAIL
1	10/09/2013	OLHEOL	Kwami BOKOVI	Directeur Technique	Siège de l'Huilerie OLHEOL	Tél : 31 65 83 75 abokovi@olheol.com
2	10/09/2013	OLHEOL	Etienne GUEU	Directeur	Siège de l'Huilerie OLHEOL	Tél : 31 65 83 32 egueu@olheol.com
3	10/09/2013	E.B.E. CI Bouaké Entreprise de construction	YAO Kouadio	Directeur	Hotel Mon Afrik	08 98 36 76 / 02 35 22 28
4	10/09/2013	E.B.E. CI Bouaké Entreprise de construction	YAO Désiré	Responsable Technique	Hotel Mon Afrik	07 83 62 47
5	10/09/2013	E.B.E. CI Bouaké Entreprise de construction	YAO William	Magasinier	Hotel Mon Afrik	Tél : 44 94 81 75

ANNEXE B : LES ORGANISATIONS VISITEES ET PERSONNES RENCONTREES

B6. Liste des lauréats rencontrés à Bouaké 1/2

N°	DATE	CENTRE DE FORMATION	PERSONNES RENCONTREES	FILIERE DE FORMATION	LIEU DE RENCONTRE	TEL + ADRESSE E-MAIL
1	10/09/2013	CET Bouaké	KOUAKOU Kouassi Victor	Construction métallique	En stage	Tél : 45 75 65 79
2	10/09/2013	CET Bouaké	KOUASSI Kouamé Antoine	Mécanique générale	En stage	Tél : 58 23 18 94
3	10/09/2013	CET Bouaké	N'GORAN Kouassi Alfred	Mécanique générale	En stage	Tél : 09 68 18 94
4	10/09/2013	CET Bouaké	YAO Marius Dieudonné	Mécanique générale	En stage	Tél :40 70 31 63
5	10/09/2013	CET Bouaké	KOUADIO Kouamé Aristide	Maçonnerie	En stage	Tél : 47 38 27 13
6	10/09/2013	CET Bouaké	KOFFI Kouassi Jean	Plomberie sanitaire	En stage	Tél : 07 14 26 88
7	10/09/2013	CET Bouaké	OULA Zihi Gnané Wilfrid	Maçonnerie	En stage	Tél : 49 43 96 80
8	10/09/2013	CET Bouaké	OUTTARA KARIM	Mécanique Auto	Siège du CET de Bouaké	Tél : 48 19 45 39
9	10/09/2013	CET Bouaké	KOUAME Marius	Mécanique moto	Siège du CET de Bouaké	Tél : 49 12 97 26
10	10/09/2013	CET Bouaké	KAMATE Aboubakar	Construction métallique	Siège du CET de Bouaké	Tél : 46 54 10 90
11	10/09/2013	CET Bouaké	LANGAILY K. Michel	Construction métallique	Siège du CET de Bouaké	Tél : 58 38 39 61

ANNEXE B : LES ORGANISATIONS VISITEES ET PERSONNES RENCONTREES

B7. Liste des lauréats rencontrés à Bouaké 2/2

N°	DATE	CENTRE DE FORMATION	PERSONNES RENCONTREES	FILIERE DE FORMATION	LIEU DE RENCONTRE	TEL + ADRESSE E-MAIL
12	10/09/2013	CET Bouaké	FOFANA Moussa	Mécanique moto	Siège du CET de Bouaké	Tél : 59 20 11 99
13	10/09/2013	CET Bouké	KOUAME Yao Charles	Plomberie sanitaire	Siège du CET de Bouaké	Tél : 07 16 44 71
14	10/09/2013	CET Bouaké	KONE Malik	Mécanique moto	Siège du CET de Bouaké	Tél : 07 22 18 32
15	10/09/2013	CET Bouaké	DYNGOSS A. Edwige	Mécanique générale	Siège du CET de Bouaké	Tél : 04 12 75 33 amaniedwige50@yahoo.fr
16	10/09/2013	CET Bouaké	KOFFI Akissi Juliette	Mécanique générale	Siège du CET de Bouaké	Tél : 44 11 98 97
17	10/09/2013	CET Bouaké	OUATTARA Ahébé	Construction métallique	Siège du CET de Bouaké	Tél : 49 55 28 99
18	10/09/2013	CET Bouaké	DIARRA Amadou	Construction métallique	Siège du CET de Bouaké	Tél : 55 46 11 69
19	10/09/2013	CET Bouaké	FAGBEMI François Segun	Mécanique générale	Siège du CET de Bouaké	Tél : 47 57 68 33
20	10/09/2013	CET Bouké	YAO Kouadio Joël	Mécanique Auto	Siège du CET de Bouaké	Tél : 08 17 77 34
21	10/09/2013	CET Bouaké	COULIBALY Lamine	Construction métallique	Siège du CET de Bouaké	Tél : 04 86 43 71

ANNEXE B : LES ORGANISATIONS VISITEES ET PERSONNES RENCONTREES

B9. Liste des formateurs rencontrés à Ferké 1/1

N°	DATE	CENTRE DE FORMATION	FORMATEURS RENCONTREES	FONCTIONS	LIEU DE RENCONTRE	TEL + ADRESSE E-MAIL
1	11/09/2013	Lycée Professionnel de Ferké	SORO NAHOUA ZOUMANA	Formateur en Construction métallique (CM)	Siège du CET de Ferké	Tél : 07 64 92 33 Soronahoua83@yahoo.fr
2	11/09/2013		KONAN KOFFI GUY	Formateur en mécanique auto		07 24 48 08 guykonankoffi@yahoo.fr
3	11/09/2013		YAO ASSOUMOU EUGENE	Formateur en plomberie sanitaire		07 51 64 49 Eugene_assoumou@yahoo.com
4	11/09/2013		BAMBA KARNAN	Formateur en mécanique auto		09 22 57 11 Karnanfr2@yahoo.fr

ANNEXE B : LES ORGANISATIONS VISITEES ET PERSONNES RENCONTREES

B10. Liste des professionnels rencontrés à Ferké 1/1

N°	DATE	ORGANISATIONS	PERSONNES RENCONTREES	FONCTIONS	LIEU DE RENCONTRE	TEL + ADRESSE E-MAIL
1	11/09/2013	Atelier de réparation de motos	ZORO ALASSANE	Propriétaire et chef d'atelier	Hôtel Le Château à Ferké	Tél : 07 54 51 00 zoroalassane@yahoo.com
2	11/09/2013	Atelier de réparation des systèmes de froid et climatisation	COLIBALY ZAKARIA	Propriétaire et chef d'atelier		Tél : 05 61 21 94
3	11/09/2013	Atelier de constructions métalliques	KARNON ZIAO	Propriétaire et chef d'atelier		55 62 47 73
4	11/09/2013	Usine SUCAF 1	DJANI KOFFI SAIDOU	Chaudronnier et encadrant des stagiaires	Siège de l'Usine SUCAF 1	09 40 71 44
5	11/09/2013	Usine SUCAF 2	GUELI VEH EDOUARD	Chaudronnier soudeur et encadrant des stagiaires	Siège de l'Usine SUCAF 2	07 33 55 45
6	11/09/2013		KONE KIFOY ARYOUUMA	Chaudronnier soudeur et encadrant des stagiaires		08 95 77 96
7	11/09/2013		OUTTARA SIAKA	Chaudronnier soudeur et encadrant des stagiaires		07 43 55 72

ANNEXE B : LES ORGANISATIONS VISITEES ET PERSONNES RENCONTREES

N°	DATE	CENTRE DE FORMATION	LAUREATS RENCONTRES	FILIERE DE FORMATION	LIEU DE RENCONTRE	TEL + ADRESSE E-MAIL
1	11/09/2013	Lycée Professionnel de Ferké	SOMO Y. ARMAND	Mécanique moto	Siège du CET de Ferké	Tél : 08 69 55 63
2	11/09/2013		COLIBAY ATCHOUMOUNANGA	Construction métallique		Tél : 08 54 49 39
3	11/09/2013		SILUE DOUFOUNGOBA THOMAS	Plomberie sanitaire		Tél : 01 76 11 47
4	11/09/2013		OUATTARA BANOUTO	Plomberie sanitaire		Tél : 06 40 09 09
5	11/09/2013		KONE TOUPLE	Construction métallique		Tél : 40 19 86 74
6	11/09/2013		OUATTARA ISSA	Construction métallique		Tél : 02 47 78 29
7	11/09/2013	Lycée Professionnel de Ferké	LORIGATON SILUE	Construction métallique CAP	Siège de l'Usine SUCAF 1	Tél : 40 20 07 22
8	11/09/2013		OUTTARA GNINIFANGAN EMANUEL	Construction métallique CAP	Siège de l'Usine SUCAF 2	Tél : 55 00 19 81
9	11/09/2013		SORO GNENISINAPARY ABRAHAM	Construction métallique CAP		Tél : 44 66 22 43
10	11/09/2013		COULISALY LEDJOU BARTHELEMY	Construction métallique CAP		Tél : 05 54 45 21
11	11/09/2013		EO ALASSANE	Construction métallique CAP		Tél : 05 18 64 55
12	11/09/2013		OUATTARA MIWELIBA ABOU	Construction métallique CAP		Tél : 02 47 78 29
13	11/09/2013		DIAMANTENE OUSMANE	Construction métallique CQP		Tél : 07 04 94 26
14	11/09/2013		COULIBALY SOUWAGAGNON	Construction métallique CQP		Tél : 46 12 56 96
15	11/09/2013		NSI KOUASSI HABIB	Construction métallique CQP		03 15 94 86

B11. Liste des lauréats rencontrés à Ferké 1/1

ANNEXE C: BIBLIOGRAPHIE 1/2

TITRE	AUTEUR	DATE
Rapport d'avancement du projet de formation des jeunes pour la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix TF/IVC/10/004 – SAP 101078	ONU DI	28.06.2012
Rapport d'avancement du projet de formation des jeunes pour la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix TF/IVC/10/004 – SAP 101078		10.09.2013
Manuel de sensibilisation à l'entrepreneuriat	JONAS N'SSIBAH YAO, Expert ONU DI	2013
Séminaire de renforcement des capacités des formateurs sur les techniques d'animation pédagogique et andragogique dans le cadre de l'enseignement de l'entrepreneuriat	NICQUE A. HERMAN, Expert ONU DI	2013
Manuel d'enseignement de l'entrepreneuriat	Nobert FERRON JONAS N'SSIBAH YAO, Experts ONU DI	2013
Projet d'étude des Besoins en Profils / Région Bandama / Septembre 2010	ONU DI	Septembre 2010
rapport photographique démarrage des formations dans les ateliers du CET de Bouaké		Janvier 2013
l'inauguration du CET de Bouaké		01.08.2013
Présentation des formations du CET de Bouaké		01.08.2013
Document de projet révisé du projet Formation des jeunes pour la relance post-conflit et de consolidation de la paix TFIVC10004		
Collège d'Enseignement Technique de Bouaké Rapport de fin d'année scolaire 2010 – 2011	CET de Bouaké	2011
Collège d'Enseignement Technique de Bouaké Rapport de rentrée année scolaire 2011 – 2012		2012
Collège d'Enseignement Technique de Bouaké Rapport de fin d'année scolaire 2012 – 2013		2013
Rapport d'activité annuel 2012-2013 de la Direction Régionale de la Formation Professionnelle de Bouaké	DRFP de Bouaké	2012
Document du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi	ONU DI	Juillet 2008
Rapport d'activités du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi Composante III PROJET : TE/IVC/08/003/17-01	ZOBO Jean-Claude Coordonnateur National du Projet	Mai 2010
Rapport d'activités du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi Composante III PROJET : TE/IVC/08/003/17-01		Juin 2010
Rapport d'activités du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi Composante III PROJET : TE/IVC/08/003/17-01		Mars 2011
Rapport d'activités du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi Composante III PROJET : TE/IVC/08/003/17-01		Aout 2011
Rapport Final (Juin 2009 - Février 2012) du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi Composante III PROJET : TE/IVC/08/003/17-01		Février 2012

ANNEXE C: BIBLIOGRAPHIE 2/2

TITRE	AUTEUR	DATE
Document du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi	ONUUDI	Juillet 2008
Rapport d'activités du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi Composante III PROJET : TE/IVC/08/003/17-01	ZOBO Jean-Claude Coordonnateur National du Projet	Mai 2010
Rapport d'activités du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi Composante III PROJET : TE/IVC/08/003/17-01		Juin 2010
Rapport d'activités du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi Composante III PROJET : TE/IVC/08/003/17-01		Mars 2011
Rapport d'activités du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi Composante III PROJET : TE/IVC/08/003/17-01		Aout 2011
Rapport Final (Juin 2009 - Février 2012) du Programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi Composante III PROJET : TE/IVC/08/003/17-01		Février 2012

ANNEXE D1 : CADRE LOGIQUE (TdR) DU PROJET TF/IVC/10/004 - SAP 101078

Objectif de développement	Indicateurs mesurables
Contribuer à la consolidation de la paix et la reprise économique du pays	Paix consolidée Activités économiques restaurées et diversification des revenus économiques/activités génératrices de revenu
Objectif à moyen terme:	Indicateurs mesurables
Contribuer à l'agrandissement du capital humain en renforçant la formation professionnelle dans le pays	-Capacité de formation professionnelle renforcée -Formateurs formés -Etudiants formés par le centre chaque année
Objectifs immédiats:	Indicateurs mesurables
Réhabiliter et rééquiper le Centre de formation professionnelle de Bouaké	Projet est mis en œuvre de manière efficace et en conformité avec le plan et les délais - L'équipement est fourni et installé - Les travaux de réhabilitation sont effectués
Fournir un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) des compétences recherchées afin de leur permettre d'obtenir un emploi et / ou de démarrer une activité économique leur permettant de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles	- Nombre de formations délivrées - Nombre de jeunes formés - Nombre de jeunes formés à l'entrepreneuriat
Résultats	Indicateurs mesurables
Cadre optimal de formation conçu et pertinence des sujets de formation confirmée	Cadre optimal de formation conçu et pertinence des sujets de formation acceptés par toutes les parties prenantes
La capacité de formation du Centre de Bouaké est rétablie et élargie pour répondre à la demande du marché du travail	La capacité de formation du centre de Bouaké est élargie et répond à la demande du marché du travail
Un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) ont obtenus des compétences recherchées	Nombre de jeunes ayant obtenu des compétences recherchées

ANNEXE D1 Bis : CADRE LOGIQUE ACTUALISE DU PROJET TF/IVC/10/004 - SAP 101078 ^{1/2}

Objectifs/ Résultats	Indicateurs mesurables	Sources de vérification	Hypothèses et risques
Objectif de développement			
Contribuer à la consolidation de la paix et la reprise économique du pays	<ul style="list-style-type: none"> La paix est consolidée Activités économiques restaurées et diversification des revenus économiques/activités génératrices de revenu 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports ADDR Rapports ONUCI Rapports des Ministeres concernes Toutes sources statistiques verifiables 	<ul style="list-style-type: none"> Le processus de réconciliation est efficient. Le tissu économique se densifie et le marche de l'emploi est favorable
Objectif à moyen terme:			
Contribuer à l'agrandissement du capital humain en renforçant la formation professionnelle dans le pays	<ul style="list-style-type: none"> Les effectifs des apprenants en formation sur le site du CET de Bouake (effectifs du CET de Bouake et du CBCG) depasse 1500 jeune par an a partir de l'annee 2013-2014, dont au moins 35% de filles 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports annuels des activites du MEMEASFP 	<ul style="list-style-type: none"> Le projet SAP 101078 est réalisé dans les délais prévus Le Ministère met les moyens financiers et humains indispensables pour assurer les formations La paix est consolidee
Objectifs immédiats:			
Réhabilitation et élargissement du complexe ainsi que des capacités d'enseignement du CET de Bouaké	<ul style="list-style-type: none"> Les capacités d'accueil et d'enseignement du site du CET de Bouake permet avant la fin décembre 2012 au CET et au CBCG de Bouake d'accueillir et de former un minimum de 2500 apprenants dans au moins 5 filières L'ensemble des professeurs du CET de Bouake sont formes a l'utilisation et la maintenance du matériel technico pédagogique du CET de Bouake 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports du MEMEASFP Liste des professeurs formes et leurs rapports de mission de formation Pv de reception des travaux Pv de reception des equipements 	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation des travaux de réhabilitation dans les délais Les équipements sont acquis et opérationnalisés dans les délais Les formateurs ne sont pas motivés pour se former

ANNEXE D1 Bis : CADRE LOGIQUE ACTUALISE DU PROJET TF/IVC/10/004 - SAP 101078 2/2

Objectifs/ Résultats	Indicateurs mesurables	Sources de vérification	Hypothèses et risques
Objectifs immédiats (suite)			
Fournir un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) des compétences recherchées afin de leur permettre d'obtenir un emploi et / ou de démarrer une activité économique leur permettant de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles	<ul style="list-style-type: none"> Un minimum de 3000 lauréats sont formés au niveau du CET et du CBCG de Bouake durant la période du projet dont au moins 35% de filles 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports du MEMEASFP 	<ul style="list-style-type: none"> Les filières de formation sont attractives pour les jeunes Le projet SAP 101078 est réalisé dans les délais La paix est consolidée dans le pays L'insertion ou l'auto insertion des lauréats n'est pas assurée
Résultats	▪	▪	▪
Cadre optimal de formation conçu et pertinence des sujets de formation confirmée	Au moins 5 filières de formation qualifiantes répondant aux besoins exprimés par les professionnels sont mises en place au CET de Bouaké après validation par le MEMEASFP avant fin 2012	L'étude de définition des besoins en compétences de la région du Gbeke validée par le MEMEASFP Les rapports d'activités du MEMEASFP	<ul style="list-style-type: none"> Les professionnels n'adhèrent pas à la définition des besoins en compétences Les filières de formation sélectionnées ne sont pas attractives pour les stagiaires, notamment les jeunes filles L'insertion ou l'auto insertion des lauréats n'est pas assurée
La capacité de formation du Centre de Bouaké est rétablie et élargie pour répondre à la demande du marché du travail	<ul style="list-style-type: none"> Les équipements nécessaires pour assurer la formation d'un effectif de 1000 apprenants dans au moins 6 filières sont acquis, livrés au CET de Bouake et au CBCG avant la fin 2012 Le perfectionnement de tous les formateurs qui dispensent des cours pratiques sur les équipements acquis dans le cadre du projet sont formés sur l'utilisation et la maintenance de ces équipements avant fin novembre 2013 	<ul style="list-style-type: none"> PV de réception des travaux de réhabilitation PV de réception des équipements acquis Liste des participants et les rapports de mission de formation fournis par les participants 	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation des travaux de réhabilitation dans les délais Les équipements sont acquis et opérationnalisés dans les délais Les formateurs ne sont pas motivés pour se former
Un minimum de 3.000 à 3.500 jeunes (y compris les ex-combattants et les femmes) ont obtenus des compétences recherchées	<ul style="list-style-type: none"> Un minimum de 3000 lauréats sont formés au niveau du CET et du CBCG de Bouake durant la période du projet dont au moins 35% de filles 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports du MEMEASFP 	<ul style="list-style-type: none"> Les filières de formation sont attractives pour les jeunes Le projet SAP 101078 est réalisé dans les délais La paix est consolidée dans le pays

ANNEXE D2 : CADRE LOGIQUE DE LA COMPOSANTE III DU PROGRAMME GLOBAL D'APPUI A LA RELANCE DU SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET A L'INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES SANS EMPLOI

Activités	Résultats	Conditions de réussite
<p>Composante 3 Résultat R31 : 6 centres de formation concernés par l'opération Formation - Insertion réhabilités et leurs formateurs qualifiés</p> <p>R31A1 : Mettre en place une cellule de gestion et de suivi de la Formation-Insertion des jeunes (processus et outils de gestion de l'intervention) R31A2 : Mise en place des cellules d'aide à l'insertion dans les 6 établissements concernés R31A3 : Formation d'une équipe de 6 conseillers à l'insertion (un dans chaque centre) pour assister les lauréats à l'auto-emploi (démarche administratives, financement ...) ou à être recrutés (CV, prise de RDV, entretien de recrutement) R31A4 : Sélection et bilan des compétences des formateurs (entre 50 et 60) pour la réalisation des formations qualifiantes R31A5 : Perfectionnement technique et pédagogique des formateurs sélectionnés R31A6 : Identification des besoins en aménagements des ateliers sélectionnés pour la formation qualifiante R31A7 : Aménagement des ateliers dans les 6 établissements concernés par la formation qualifiante R31A8 : Identification des besoins en équipements pour les ateliers retenus, établissement des CDC et sélection des fournisseurs R31A9 : Réception, installation et mise en marche des équipements dans les ateliers de formation</p> <p>Résultat R32 : 2130 jeunes formés dans 11 métiers et insérés dans la région du Centre</p> <p>R32A1 : Planification et organisation du programme de formation au niveau des divers centres R32A2 : Finalisation et validation de l'architecture des programmes des 11 filières de formation retenues R32A3 : Conception et réalisation de la documentation de gestion pédagogiques (guides) R32A4 : Conception et développement des programmes de formation (supports et outils pédagogiques) R32A5 : Identification des besoins en matière d'œuvre pour la formation des 2130 stagiaires, établissement des CDC et lancement des appels d'offre, évaluation et réception R32A7 : Sélection et orientation (selon les aptitudes et les motivations des candidats) des 2130 dans les 6 établissements de formation concernés R32A8 : Identification et sélection des entreprises et artisans partenaires dans l'activité formation - insertion R32A9 : Formation des 2130 stagiaires dans les filières retenues et les centres concernés, y compris les concepts de base de l'entreprenariat R32A10 : Evaluation et remise des certificats de réussite pour les stagiaires qui ont suivi la formation R32A11 : Remise des kits d'insertion pour les stagiaires ayant suivi la formation et réussi les évaluations R32A12 : Accompagnement des lauréats à l'insertion (Rédaction CV, prise de RDV, entretiens de recrutement, accès au financement, démarche administrative) R32A13 : Suivi et évaluation - Réalisation d'une enquête auprès des lauréats pour connaître le taux d'insertion après 6 mois de la fin</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les 6 centres sont réaménagés • Les 6 centres ont reçus les équipements complémentaires nécessaires • Les formateurs des 6 centres sont perfectionnés et qualifiés pour la formation insertion • Les cellules d'aide à l'insertion sont opérationnelles • Les conseillers en insertion sont formés • Les entreprises et les artisans sont sensibilisés et recrutés • 2130 stagiaires sont formés • Les stagiaires ont reçu leurs Kits d'insertion • Les stagiaires sont accompagnés à l'insertion • L'enquête d'insertion est réalisée <p>Au moins 50% des bénéficiaires ont initiés leur micro-entreprise</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les 6 centres sont qualifiés • Les entreprises et les artisans sont sensibilisés à la formation insertion <p>L'accompagnement à l'insertion est maîtrisé</p>

Annexe E : Guides d'entretien utilisés



Evaluation finale indépendante du Projet de Formation des Jeunes pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la paix en Côte d'Ivoire (TF/IVC/10/004 – SAP 101078) de Bouaké et du programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : projet formation qualification) TE/IVC/08/003 de Ferké,

Guide d'entretien destiné aux Responsables du Ministère de l'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle (MEMEASFP)

1. Stratégie de la formation professionnelle en Cote d'Ivoire et contribution de la coopération internationale dans sa mise en œuvre

- 1.1- Quels sont les principaux axes de la stratégie de la formation professionnelle ivoirienne ?
- 1.2- Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, quelle est la contribution de la coopération internationale en général et celle des projets du CET de Bouaké et du LP de Ferké en particulier ?

2.- Identification, formulation, pertinence et appropriation des deux projets:

- 2.1- Le Ministère de l'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle a-t-il participé à l'élaboration des projets du CET de Bouaké et du LP de Ferké ainsi qu'à l'identification des zones des de ces deux projets ?
 - Si oui à quel niveau et comment ?
- 2.3- Comment vous appréciez la pertinence de la conception des projets par rapport aux priorités et aux besoins du développement de la Cote d'Ivoire ?
- 2.4- Comment pouvez vous interpréter la qualité de la formulation des projets en ce qui concerne :
 - La définition des objectifs, des résultats et des activités ?
 - L'identification des bénéficiaires ?
 - La prise en compte de l'aspect genre ?
 - La cohérence entre intrants et activités, résultats et objectifs ?
- 2.5- La formulation de ces projets a-t-elle pris en compte l'accompagnement des lauréats dans leur insertion socio professionnelle ?
 - Si oui comment est il effectué actuellement cet accompagnement ?
 - Si non que faut faire pour assurer cet accompagnement ?
- 2.6- Comment appréciez-vous la pertinence des cours sur l'entrepreneuriat et comment vous comptez assurer leur durabilité ?
- 2.7- a-t-on pris en compte dans le processus de formulation de ces deux projets de lignes directrices ou de modèles spécifiques pour les situations post-crise ?
 - Si oui, quelle sont ces lignes directrices ou ces modèles spécifiques ?
 - Si non d'après vous comment peut-on mieux formuler les projets de développement de la formation professionnelle en tenant compte des situations post-crise ?
- 2.8- Les contributions de l'ONUDI, de la partie ivoirienne et éventuellement d'autres contributions ont-elles été reçues par les bénéficiaires comme spécifiées dans les documents de ces projets ? ;

3.- Gestion et coordination des deux projets:

- 3.1- Quelle est votre appréciation globale sur la gestion et la coordination des deux projets ?
- 3.2- La gestion des projets par l'ONUDI, le soutien administratif (y compris la disponibilité des fonds par rapport au budget) et technique, la coordination, le contrôle qualité et les achats (en termes d'expertise, de formation, d'équipement, de méthode, etc) a-t-elle été efficace ?
- 3.3- Le suivi, le reporting et l'auto-évaluation ont-ils été réalisés de manière efficace, basés sur les indicateurs de

- produits, de résultats et d'objectifs, et utilisant ces informations pour une gestion adaptative du projet ?
- 3.4- Les changements dans les documents de planification au cours de l'exécution des deux projets ont-ils été suffisamment revus, approuvés et documentés ?
 - 3.5- La gestion des projets a-t-elle cherché activement la mise en place de coopérations et de synergies avec d'autres projets de l'ONUDI et avec d'autres activités de l'ONU dans le pays ?
 - 3.6- Des coordinations prévues avec d'autres agences de coopération au développement dans le pays ont-elles été réalisées et les avantages attendus ont-ils été obtenus ?
 - 3.7- Quels sont les effets et les enseignements de la mise en place institutionnelle sur les performances des projets dans un contexte de crise ?
 - 3.8 Quelles sont les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des deux projets ?

4.- Efficacité et résultats des deux projets et perspectives d'atteinte de l'impact souhaité et durabilité:

- 4.1- Dans quelle mesure les résultats des deux projets (Quantité et qualité par rapport aux plans de travail) ont-ils été atteints ou sont susceptibles d'être atteints ? Quelle est la qualité des résultats obtenus et la façon dont les bénéficiaires cibles utilisent ces résultats, avec une attention particulière à la dimension du genre ?
- 4.2- Les deux projets comprennent, entre autres, la réhabilitation des infrastructures, l'élaboration des programmes de formation, la formation et le perfectionnement du personnel et l'acquisition des équipements technico-pédagogiques. Cela a-t-il contribué à l'efficacité de ces projets? Y a-t-il des implications en ce qui concerne la durabilité?
- 4.3- Quelles sont les perspectives d'atteinte de l'effet escompté et de changements de développement qui sont susceptibles de se produire à la suite de l'intervention ? ;
- 4.4- La durabilité des résultats, objectifs, et impacts obtenus est-elle assurée une fois que l'appui externe sera retiré ?
- 4.5- Le processus de consolidation de la paix était-il soutenu et susceptible d'être aidé par les projets, et comment?
- 4.5- Quelles sont les difficultés rencontrées ?

5.- Efficience des deux projets

- 5.1- A votre avis l'approche adoptée en matière de gestion financière, technique et administrative dans le cadre des deux projets représentait-elle la meilleure utilisation des ressources indiquées pour la réalisation des objectifs prévus ?
- 5.2- Les inputs (finances, ressources humaines, équipement) sont-ils implémentés suivant la planification?
- 5.3- Les contributions sont-elles gérées correctement? Qu'est-ce qui pourrait être fait mieux, moins cher, plus rapidement?
- 5.2- Les contributions de l'ONUDI et celles de la Partie Ivoirienne ont-elles été fournies comme prévu et étaient-elles suffisantes pour répondre aux besoins ;

6.- Les thèmes transversaux

Egalité des sexes.

- 6.1- Si les deux projets favorisent l'égalité des sexes et / ou l'autonomisation des femmes, l'égalité des sexes a-t-elle été reflétée dans son/ses objectifs / ?
- 6.2- Le suivi des deux projets et l'auto-évaluation recueillent-ils et analysent-ils des données ventilées par sexe? Y avaient-ils des décisions et des recommandations fondées sur ses analyses? Si oui, comment?
- 6.3- L'égalité des sexes a-t-elle été prise en compte pour l'établissement des critères de sélection des bénéficiaires? Si oui, comment?
- 6.4- Y a-t-il des tendances observables et des leçons issues des projets post-crise de l'ONUDI ?

Environnement

- 6.6- Y a-t-il eu des effets environnementaux possibles (de l'intervention) identifiées lors de la phase de conception et traitées au cours de la mise en œuvre?
- 6.7- Y a-t-il des tendances observables et des leçons issues des projets post-crise de l'ONUDI ?

Coopération Sud-Sud

- 6.8- les deux projets comprennent-ils des éléments de coopération Sud-Sud dans des domaines tels que le financement, le recrutement ou des apports techniques? Si oui, comment?



**Evaluation finale indépendante du Projet de Formation des Jeunes pour la Reconstruction Post-
Conflit et la Consolidation de la paix en Côte d'Ivoire (TF/IVC/10/004 – SAP 101078) de Bouaké
et du programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion
socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : projet formation qualification)
TE/IVC/08/003 de Ferké,**

Guide d'entretien destiné aux Directeurs régionaux de la Formation Professionnelle

1. Situation actuelle et perspectives de développement de la formation professionnelle dans la région

- 1.1- Quelle est la situation actuelle de la formation professionnelle dans la région ?
- 1.2- Quelles sont les perspectives de développement de cette formation ?
- 1.3- Quelle est la contribution de la coopération internationale en général et celle du projet de formation de l'ONUDI en particulier ?

2.- Identification, formulation, pertinence et appropriation du projet:

- 2.1- Votre Direction a-elle participé à l'élaboration du projet de formation de l'ONUDI ainsi qu'à l'identification de la zone de ce projet ?
 - Si oui à quel niveau et comment?
- 2.2-Comment pouvez vous interpréter la qualité de la formulation du projet en ce qui concerne :
 - La définition des objectifs, des résultats et des activités ?
 - L'identification des bénéficiaires ?
 - La prise en compte de l'aspect genre ?
 - La cohérence entre intrants et activités, résultats et objectifs ?
- 2.3- La formulation de ce projet a- elle prit en compte l'accompagnement des lauréats dans leur insertion socio professionnelle ?
 - Si oui comment cet accompagnement est- il prévu?
 - Si non que faut faire pour assurer cet accompagnement ?
- 2.4- Comment appréciez- vous la pertinence des cours sur l'entrepreneuriat et comment vous comptez assurer leur durabilité?

3.- Gestion et coordination du projet:

- 3.1- Quelle est votre appréciation globale sur la gestion et coordination la du projet de formation de l'ONUDI?
- 3.2- La gestion du projet par l'ONUDI, le soutien administratif (y compris la disponibilité des fonds par rapport au budget) et technique, la coordination, le contrôle qualité et les achats (en termes d'expertise, de formation, d'équipement, de méthode, etc.) a-t-elle été efficace ?
- 3.3- Le suivi, le reporting et l'auto-évaluation ont-ils été réalisés de manière efficace, basés sur les indicateurs de produits, de résultats et d'objectifs, et utilisant ces informations pour une gestion adaptative du projet ?
- 3.4- Quelles sont les difficultés rencontrées ?

4.- Efficacité et résultats du projet et perspectives d'atteinte de l'impact souhaité et durabilité:

- 4.1- Dans quelle mesure les résultats de ce projet (Quantité et qualité par rapport aux plans de travail) ont-ils été atteints ou sont susceptibles d'être atteints ? Quelle est la qualité des résultats obtenus et la façon dont les bénéficiaires cibles utilisent ces résultats, avec une attention particulière à la dimension du genre ?
- 4.2- Le projet comprend, entre autres, la réhabilitation des infrastructures, l'élaboration des programmes de formation, la formation et le perfectionnement du personnel et l'acquisition des équipements technico pédagogiques. Cela a-t-il contribué à l'efficacité de ce projet? Y a-t-il des implications en ce qui concerne la durabilité?

- 4.3- Quelles sont les perspectives d'atteinte de l'effet escompté et de changements de développement qui sont susceptibles de se produire à la suite de l'intervention ? ;
- 4.4- La durabilité des résultats, objectifs, et impacts obtenus est elle assurée une fois que l'appui externe sera retiré ?
- 4.5- Quelles sont les difficultés rencontrées ?

5.- efficacité du projet

- 5.1- A votre avis l'approche adoptée en matière de gestion financière, technique et administrative dans le cadre du projet représentait-elle la meilleure utilisation des ressources indiquées pour la réalisation des objectifs prévus ?
- 5.2- Les inputs (finances, ressources humaines, équipement) sont-ils implémentés suivant la planification?
- 5.3- Quelles sont les difficultés rencontrées ?

6.- Les thèmes transversaux

Egalité des sexes.

- 6.1- Si le projet favorise l'égalité des sexes et / ou l'autonomisation des femmes, l'égalité des sexes a-t-elle été reflétée dans son/ses objectifs / ?
- 6.2- Le suivi du projet et l'auto-évaluation recueillent-ils et analysent-ils des données ventilées par sexe? Y avaient-ils des décisions et des recommandations fondées sur ses analyses? Si oui, comment?
- 6.3- L'égalité des sexes a-t-elle été prise en compte pour l'établissement des critères de sélection des bénéficiaires? Si oui, comment?
- 6.4- Y-a-t-il des tendances observables et des leçons issues des projets post-crise de l'ONUDI ?

Environnement

- 6.6- Y a-t-il eu des effets environnementaux possibles (de l'intervention) identifiées lors de la phase de conception et traitées au cours de la mise en œuvre?
- 6.7- Y-a-t-il des tendances observables et des leçons issues des projets post-crise de l'ONUDI ?

Coopération Sud-Sud

- 6.8- Le projet comprend-t-il des éléments de coopération Sud-Sud dans des domaines tels que le financement, le recrutement ou des apports techniques? Si oui, comment?
- 6.9- Y-a-t-il des tendances observables et des leçons issues des projets post-crise de l'ONUDI ?



**Evaluation finale indépendante du Projet de Formation des Jeunes pour la Reconstruction Post-
Conflit et la Consolidation de la paix en Côte d'Ivoire (TF/IVC/10/004 – SAP 101078) de Bouaké et du
programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-
économique des jeunes sans emploi (Composante III : projet formation qualification) TE/IVC/08/003
de Ferké,**

Guide d'entretien destiné aux managers du CET de Bouaké

1. Situation actuelle et perspectives de développement de la formation professionnelle au niveau du centre de formation

- 1.1- Quelle est la situation actuelle de la formation professionnelle au niveau de votre Centre de Formation ?
- 1.2- Quelles sont les perspectives de développement de cette formation ?
- 1.3- Quelle est votre appréciation globale de la contribution de l'ONUDI au développement de la formation au niveau de votre Centre?

2.- Identification, formulation, pertinence et appropriation du projet:

- 2.1- Votre Direction a-elle participé à l'élaboration du projet?
- 2.2-Comment pouvez vous interpréter la qualité de la formulation du projet en ce qui concerne :
 - La définition des objectifs, des résultats et des activités ?
 - L'identification des bénéficiaires ?
 - La prise en compte de l'aspect genre ?
 - La cohérence entre intrants et activités, résultats et objectifs ?
- 2.3- La formulation de ce projet a- elle prit en compte l'accompagnement des lauréats dans leur insertion socio professionnelle ?
 - Si oui comment cet accompagnement est- il prévu?
 - Si non que faut faire pour assurer cet accompagnement ?
- 2.4- Comment appréciez- vous la pertinence des cours sur l'entrepreneuriat et comment vous comptez assurer leur durabilité?

3.- Gestion et coordination du projet:

- 3.1- Quelle est votre appréciation globale sur la gestion et la coordination du projet?
- 3.2- La gestion du projet par l'ONUDI, le soutien administratif (y compris la disponibilité des fonds par rapport au budget) et technique, la coordination, le contrôle qualité et les achats (en termes d'expertise, de formation, d'équipement, de méthode, etc.) ont- ils été efficaces ?
- 3.3- Le suivi, le reporting et l'auto-évaluation ont-ils été réalisés de manière efficace, basés sur les indicateurs de produits, de résultats et d'objectifs, et utilisant ces informations pour une gestion adaptative du projet ?
- 3.4- Quelles sont les difficultés rencontrées ?

4.- Efficacité et résultats du projet et perspectives d'atteinte de l'impact souhaité et durabilité:

- 4.1- Votre appréciation sur l'efficacité et les résultats du projet:
 - Dans quelle mesure les résultats de ce projet (Quantité et qualité par rapport aux plans de travail) ont-ils été atteints ou sont susceptibles d'être atteints ?
 - Quelle est la qualité des résultats obtenus et la façon dont les bénéficiaires cibles utilisent ces résultats, avec une attention particulière à la dimension du genre ?
- 4.2- Le projet comprend, entre autres, la réhabilitation des infrastructures, l'élaboration des programmes de formation, la formation et le perfectionnement du personnel et l'acquisition des équipements technico pédagogiques :
 - Quel est le bilan de des réalisations?

- Ces réalisations ont-elles contribué à l'efficacité du projet?
- Ces réalisations ont-elles contribué à l'amélioration de la qualité de la formation ?
- Quelles sont les retards, contraintes ou problèmes qu'a connus le déroulement du projet ?
- Y a-t-il des implications en ce qui concerne la durabilité?

4.3- La durabilité des résultats, objectifs, et impacts obtenus est elle assurée une fois que l'appui externe sera retiré ?

4.4- Quelles sont les difficultés rencontrées ?

5.- Efficience du projet

5.1- A votre avis l'approche adoptée en matière de gestion financière, technique et administrative dans le cadre du projet représentait-elle la meilleure utilisation des ressources indiquées pour la réalisation des objectifs prévus ? Les activités sont-elles implémentées en respectant la planification initiale? Et les inputs (finances, ressources humaines, équipement) sont-ils aussi implémentés suivant la planification?

5.2- Les contributions de l'ONUDI et de la partie ivoirienne ont-elles été fournies comme prévu et étaient elles suffisantes pour répondre aux besoins ? Ces contributions sont-elles gérées correctement? Qu'est-ce qui pourrait être fait mieux, moins cher, plus rapidement?

5.3- La qualité des activités est-elle satisfaisante? Les résultats atteints respectent-ils les prévisions?

5.4- La gestion financière et comptable des activités a- elle connu des retards, contraintes ou problèmes

5.5- Quelles sont les difficultés rencontrées ?

5.6- Y-a-t-il des tendances observables et des leçons issues du projet eu égard à la situation post-crise?

6.- Thèmes transversaux

Egalité des sexes.

6.1- Si le projet favorise l'égalité des sexes et / ou l'autonomisation des femmes, l'égalité des sexes a-t-elle été reflétée dans son/ses objectifs / ?

6.2- Le suivi du projet et l'auto-évaluation recueillent-ils et analysent-ils des données ventilées par sexe? Y avaient-ils des décisions et des recommandations fondées sur ses analyses? Si oui, comment?

6.3- L'égalité des sexes a-t-elle été prise en compte pour l'établissement des critères de sélection des bénéficiaires? Si oui, comment?

6.4- Y-a-t-il des tendances observables et des leçons issues des projets post-crise de l'ONUDI ?

Environnement

6.6- Y a-t-il eu des effets environnementaux possibles (de l'intervention) identifiées lors de la phase de conception et traitées au cours de la mise en œuvre?

6.7- Y-a-t-il des tendances observables et des leçons issues des projets post-crise de l'ONUDI ?

Coopération Sud-Sud

6.8- Le projet comprend-t-il des éléments de coopération Sud-Sud dans des domaines tels que le financement, le recrutement ou des apports techniques? Si oui, comment?

6.9- Y-a-t-il des tendances observables et des leçons issues des projets post-crise de l'ONUDI ?



**Evaluation finale indépendante du Projet de Formation des Jeunes pour la Reconstruction Post-
Conflit et la Consolidation de la paix en Côte d'Ivoire (TF/IVC/10/004 – SAP 101078) de Bouaké et du
programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-
économique des jeunes sans emploi (Composante III : projet formation qualification) TE/IVC/08/003
de Ferké,**

Guide d'entretien destiné aux formateurs

1.- Identification, formulation, pertinence et appropriation du projet:

- 1.1- La formulation du projet a- elle prit en compte l'accompagnement des lauréats dans leur insertion socio professionnelle ?
 - Si oui comment cet accompagnement est- il prévu?
 - Si non que faut faire pour assurer cet accompagnement ?
- 1.2- Comment appréciez- vous la pertinence du programme de perfectionnement pédagogique et technique ainsi que des cours sur l'entrepreneuriat dont vous avez bénéficiés?
- 1.3- Comment appréciez- vous la pertinence des programmes de formation qualifiante développées au niveau de votre centre en matière de contenus, de durée et d'adéquation avec les besoins de l'emploi?

2.- Gestion et coordination du projet:

- 2.1- Quelle est votre appréciation globale sur la gestion et la coordination du projet de formation de l'ONUDI concernant votre Centre?
- 2.2- La gestion des actions de formation et de perfectionnement dont vous avez bénéficiées a- elle été efficace ?
- 2.3- Quelle est votre appréciation sur la gestion de la formation qualifiante ?

3.- Efficacité et résultats du projet de formation de l'ONUDI et perspectives d'atteinte de l'impact souhaité et durabilité:

- 3.1- Le projet de formation de l'ONUDI concernant votre Centre comprend, entre autres, la réhabilitation des infrastructures, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de formation qualifiante, votre formation et perfectionnement et l'acquisition des équipements technico pédagogiques :
 - Quelle est votre appréciation en ce qui concerne ces réalisations ? ont-elles réellement contribué à l'efficacité du projet?
 - Êtes-vous satisfaits des formations reçues ? Les compétences acquises sont elles suffisantes pour accomplir votre mission de formateurs dans de bonnes conditions ?
 - Êtes-vous satisfaits de la qualité de la formation qualifiante assurée par votre centre ?
 - Êtes-vous satisfaits des équipements acquis ? ont-ils contribué à l'amélioration de la qualité de la formation ?
 - Êtes-vous satisfaits des réhabilitations réalisées dans le cadre du projet ?
- 3.2- La durabilité des acquis est elle assurée une fois que l'appui externe sera retiré ?

4.- Efficience du projet

- 4.1- A votre avis l'approche adoptée en matière de gestion financière, technique et administrative dans le cadre du projet représentait-elle la meilleure utilisation des ressources indiquées pour la réalisation des objectifs prévus ?



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

**Evaluation finale indépendante du Projet de Formation des Jeunes pour la Reconstruction Post-
Conflit et la Consolidation de la paix en Côte d'Ivoire (TF/IVC/10/004 – SAP 101078) de Bouaké
et du programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion
socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : projet formation qualification)
TE/IVC/08/003 de Ferké,**

Guide d'entretien destiné aux lauréats de la formation qualifiante

1.- Identification, formulation, pertinence et appropriation des projets de Ferké et de Bouaké:

- 1.1- comment appréciez-vous la pertinence de la formation reçue ?
- 1.2- Comment appréciez- vous la pertinence des programmes de formation ?
- 1.3- Comment appréciez- vous la pertinence des cours sur l'entrepreneuriat ?
- 1.4- Selon vous comment peut- on mieux concevoir et mettre en œuvre votre programmes de formation en tenant compte de la situation post-crise ?

2.- Efficacité et résultats du projet et perspectives d'atteinte de l'impact souhaité et durabilité:

- 2.1- Êtes-vous satisfaits de la formation reçue ? Les compétences acquises sont elles suffisantes pour vous permettre l'insertion ou l'auto insertion en milieu professionnel ?
- 2.2- avez Vous bénéficié d'un accompagnement en ce qui concerne votre insertion socio professionnelle ?
 - Si oui lequel ?
 - Si non vous avez besoin de quel accompagnement pour vous aider à vous insérer dans la vie active ?
- 2.3- Le projet comprennent, entre autres, la réhabilitation des infrastructures, l'élaboration des programmes de formation, la formation et le perfectionnement du personnel et l'acquisition des équipements technico pédagogiques :
 - Ces réalisations ont-elles contribué à l'amélioration de la qualité de votre formation ?
 - Si non que doit on faire pour améliorer la qualité de la formation des apprentis?



Evaluation finale indépendante du Projet de Formation des Jeunes pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la paix en Côte d'Ivoire (TF/IVC/10/004 – SAP 101078) de Bouaké et du programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : projet formation qualification) TE/IVC/08/003 de Ferké,

Guide d'entretien destiné aux professionnels

1.- Identification, formulation, pertinence et appropriation du projet

- 1.1- Avez vous pris connaissance du projet de formation de l'ONUDI? Si oui comment pouvez-vous interpréter la qualité de la formulation de ces deux projets de formation en ce qui concerne :
 - La définition des objectifs, des résultats et des activités ?
 - L'identification des bénéficiaires ?
 - La prise en compte de l'aspect genre ?
 - La cohérence entre intrants et activités, résultats et objectifs ?
- 1.2- D'après vous comment peut on associer des professionnels à l'élaboration des projets de formation de l'ONUDI ?
- 1.3- La formulation de ce projet n'a pas pris en compte l'accompagnement des lauréats dans leur insertion socio professionnelle. D'après vous comment peut-on assurer cet accompagnement ?

2.- Efficacité et résultats du projet et perspectives d'atteinte de l'impact souhaité et durabilité:

- 2.1- Quelle est votre appréciation sur la qualité des lauréats de la formation qualifiante?
- 2.2- Le projet comprend, entre autres, la réhabilitation des infrastructures, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de formation qualifiante, la formation et le perfectionnement du personnel et l'acquisition des équipements technico pédagogiques :
 - Ces réalisations ont-elles contribué à l'amélioration de la qualité de la formation ?
 - Y a-t-il des implications en ce qui concerne la durabilité?
- 2.3- La durabilité des résultats obtenus est- elle assurée une fois que l'appui externe sera retiré ?
- 1.4- Comment appréciez- vous la pertinence des programmes de formation qualifiante développées au niveau de votre centre en matière de contenus, de durée et d'adéquation avec les besoins de l'emploi?
- 1.5- Comment appréciez- vous la qualité de la formation des lauréats ? Quel est votre niveau de satisfaction des lauréats recrutés ?
- 1.6- Dans le cadre du projet des cours, sur l'entrepreneuriat, ont été réalisés en direction des formateurs et des stagiaires comment appréciez- vous la pertinence de cette formation ?

3.- Efficience des projets de Ferké et de Bouaké

- 3.1- Quel est votre conseil pour l'ONUDI pour améliorer l'efficience des projets de formation pour faire mieux, moins cher et plus rapidement?



Evaluation finale indépendante du Projet de Formation des Jeunes pour la Reconstruction Post-Conflic et la Consolidation de la paix en Côte d'Ivoire (TF/IVC/10/004 – SAP 101078) de Bouaké et du programme d'appui à la relance du secteur de la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi (Composante III : projet formation qualification) TE/IVC/08/003 de Ferké,

Guide d'entretien avec Monsieur MOLL DE ALBA, représentant de l'ONUDI à Rabat

1.- Identification, formulation, pertinence et appropriation du projet:

- 1.1- Avez-vous participé à l'étude de formulation du projet d'Appui à la Relance du Secteur de la Formation Professionnelle et à l'Insertion Socio économique des Jeunes sans Emploi » (TE/IVC/08/003) ?
 - Si oui à quel niveau?
- 1.2- a-t-on pris en compte dans le processus de formulation du projet de lignes directrices ou de modèles spécifiques pour les situations post-crise ?
 - Si oui, quelle est la pertinence de ceux-ci pour les résultats escomptés?
 - Si non d'après vous comment peut- on mieux formuler les projets de développement de la formation professionnelle en tenant compte des situations post-crise ?
- 1.3- Comment la zone d'action de ce projet a-t-elle était définie?
- 1.4- Comment vous appréciez **actuellement** la pertinence de la conception du projet par rapport aux priorités et aux besoins du développement de la Cote d'Ivoire
- 1.5-Comment pouvez vous interpréter **actuellement** la qualité de la formulation du projet en ce qui concerne :
 - La définition des objectifs, des résultats et des activités ?
 - L'identification des bénéficiaires ?
 - La prise en compte de l'aspect genre ?
 - La cohérence entre intrants et activités, résultats et objectifs ?
- 1.6-Quels sont les bénéficiaires ou parties prenantes qui ont été associés à la formulation de ce projet ?
- 1.7- La formulation de ce projet a- elle prit en compte l'accompagnement des lauréats dans leur insertion socio professionnelle ?
 - Si oui comment cet accompagnement est- il prévu?
 - Si non que faut faire **actuellement** pour assurer cet accompagnement ?
- 3.8- Comment appréciez- vous la pertinence des cours sur l'entrepreneuriat et comment peut être assurée leur durabilité?
- 3.9- Les contributions de l'ONUDI, de la partie ivoirienne et éventuellement d'autres contributions ont-elles été reçues par les bénéficiaires comme spécifiées au plan de travail du document de projet ? ;

2.- Coordination et gestion du projet:

- 2.1- Comment a elle été conçue la coordination et la gestion du projet? Quelle est votre appréciation sur la coordination et la gestion mise en place dans le cadre de la gestion de ce projet ?
- 2.2- Le suivi, le reporting et l'auto-évaluation ont-ils été réalisés de manière efficace, basés sur les indicateurs de produits, de résultats et d'objectifs, et utilisant ces informations pour une gestion adaptative du projet ?
- 2.3- Les changements dans les documents de planification au cours de l'exécution du projet ont-ils été suffisamment revus, approuvés et documentés ?
- 2.4- La gestion du projet a-t-elle cherché activement la mise en place de coopérations et de synergies avec d'autres projets de l'ONUDI et avec d'autres activités de l'ONU dans le pays ?
- 2.5- Des coordinations prévues avec d'autres agences de coopération au développement dans le pays ont-elles été réalisées et les avantages attendus ont-ils été obtenus?
- 2.6-Quels sont les effets et les enseignements de la mise en place institutionnelle sur les performances du projet

dans un contexte de crise ?

2.7- Quelles sont les principales difficultés rencontrées en ce qui concerne la coordination et la gestion du projet?

3.- Efficacité et résultats du projet et perspectives d'atteinte de l'impact souhaité et durabilité:

3.1- Votre appréciation globale de l'efficacité et des résultats du projet :

- Dans quelle mesure les résultats du projet (Quantité et qualité par rapport aux plans de travail) ont-ils été atteints ou sont susceptibles d'être atteints ?
- Quelle est la qualité des résultats obtenus et la façon dont les bénéficiaires cibles utilisent ces résultats, avec une attention particulière à la dimension du genre ?

3.2- Quel est le bilan des réalisations physiques y compris les lauréats formés en termes d'effectifs et de catégories (déscolarisés, milices, anciens combattants, etc....)?

3.3- Le projet comprend, entre autres, la réhabilitation des infrastructures, l'élaboration des programmes de formation, la formation et le perfectionnement du personnel, l'acquisition des équipements technico pédagogiques et les fournitures pour instruction.

- Cela a-t-il contribué à l'efficacité de ces projets?
- Y a-t-il des implications en ce qui concerne la durabilité?

3.4- Quelles sont les difficultés rencontrées dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet ou facteurs ayant affectés négativement l'efficacité de ce projet ?

3.5- Quelles sont les facteurs ayant affectés positivement l'efficacité de ce projet ?

3.6- Quelles sont les perspectives d'atteinte de l'effet escompté et de changements de développement qui sont susceptibles de se produire à la suite de l'intervention ? ;

3.7- La durabilité des résultats, objectifs, et impacts obtenus est elle assurée une fois que l'appui externe sera retiré ?

3.8- Le processus de consolidation de la paix était-il soutenu et susceptible d'être aidé par le projet, et comment?

4.- Efficience du projet

4.1- A votre avis l'approche adoptée en matière de gestion financière, technique et administrative dans le cadre du projet représentait-elle la meilleure utilisation des ressources indiquées pour la réalisation des objectifs prévus ?

4.2- Les inputs (finances, ressources humaines, équipement) sont-ils implémentés suivant la planification?

4.3- Les contributions sont-elles gérées correctement? Qu'est-ce qui pourrait être fait mieux, moins cher, plus rapidement?

4.4- Les contributions de l'ONUDI et celles de la Partie Ivoirienne ont-elles été fournies comme prévu et étaient elles suffisantes pour répondre aux besoins;

4.5- Quel est le bilan des réalisations financières?

4.6- Quelles sont les difficultés rencontrées dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet ou facteurs ayant affectés négativement l'efficience de ce projet ?

4.6- Quelles sont les facteurs ayant affectés positivement l'efficience de ce projet ?

4.7- Quelles sont les leçons apprises dans le cadre de la réalisation de ce projet

ANNEXE F : SITUATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Projet « Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire » (TF/IVC/10/004 - SAP 101078) de Bouaké									
Budget for Output 1. "Optimal training delivery framework designed and suitability of training subjects confirmed".									
Budget USD					Dépenses effectuées USD				
B.L.	Description	Duration w/m	Unit cost USD	Total cost USD	2010	2011	2012	2013	TOTAL
11-00	Chief Technical Adviser/Mechanical Engineer	19.0	12,000	228,000					
11-50	International expert/ Vocational Training specialist	4	15,000	60,000	20552	43917	131232.94	14699.52	<u>210 401.46</u>
	Total 11-00			<u>288,000</u>					
13-00	Adm. support personnel:								
	• Administrative Officer	36.0	700	25,200					
	• Driver	23	900	20,700	10715	32627	107982.46	21768.36	<u>173092.82</u>
17-00	National project coordinator	36.0	2,600	93,600					
	Total 13-00 + 17-00			<u>139,600,00</u>					
15-00	Project local travel (lump sum for the whole project duration)			<u>30,000,00</u>	1751	5171	33,435.15	14560.04	<u>54 917.19</u>
16-00	UNIDO HQ staff technical support and M&E	2 missions	7,000	<u>14,000,00</u>		5838	7919	242.66	<u>13 999.66</u>
45-00	Equipment - Office			10,000		10000			10000
51-00	Sundries (office set-up, tel., printing, vehicle maintenance, etc.)			<u>9,539,00</u>	944	8594	1107.69		<u>10 645.69</u>
Sub-Total for output 1				491 039,00	33 962,00	106 147,00	281 677,24	51 270,58	473 056,82

Répartition par année des dépenses effectuées dans le cadre du résultat R1

(Source : ONUDI)

ANNEXE F : SITUATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Projet « Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire » (TF/IVC/10/004 - SAP 101078) de Bouaké									
Budget for Output 2. "The training capacity of the Training Center of Bouaké is re-established and expanded to meet the job market demand".									
Budget USD					Dépenses effectuées USD				
B.L.	Description	Duration w/m	Unit cost USD	Total cost USD	2010	2011	2012	2013	TOTAL
11-51	International expert/ Vocational Training specialist, architect & works chief	3	15,000	45,000					
11-52	International expert/ architect	6	15,000	90,000		30000	65912.21	21771.16	<u>117 683.37</u>
11-53	International expert/ construction building specialist	12	6,500	78,000					
	Total 11-00			<u>213 000,00</u>					
16-00	UNIDO HQ staff technical support and M&E	1 mission	7,000	7,000					
17-50	Short-term national experts	27.0	2,500	<u>67 500,00</u>		10000	14258.84	33763.87	<u>47 376.85</u>
21-00	Subcontracts for various rehabilitation work (electricity, plumbers, etc.)			250,000		1386	186146.61	6367.72	193900.33
32-00	Study-tour trainers			40,000					
33-00	In-service training – Training of Trainers on technical subjects at national level & on-the-job training			<u>195 000,00</u>		44682	219769	6454.27	<u>270 905.27</u>
	Total 32-00 +33-00			235,000					
45-00	Equipment - Training equipment for the centre & construction equipment and material for the center rehabilitation including procurement, delivery, commissioning and installation			<u>1 208 500,00</u>		83987	1133003.44	54889.25	<u>1 271 879.69</u>
51-00	Sundries (tel. cost, printing, vehicle maintenance, etc.)			<u>24 000,00</u>		20546	44168.97	5888.07	<u>72 910.40</u>
	Sub-Total for output 2			2 005 000,00		190 601,00	1 663 259,07	129 134,34	1 982 994,40

ANNEXE F : SITUATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Projet « Formation de la Jeunesse pour la Reconstruction Post-Conflict et la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire » (TF/IVC/10/004 - SAP 101078) de Bouaké									
Budget for Output 3. "A minimum of 3,000 to 3,500 youth (including ex-combatants and women) are provided with marketable skills"									
Budget USD					Dépenses effectués				
B.L.	Description	Duration w/m	Unit cost USD	Total cost USD	2010	2011	2012	2013	TOTAL
11-54	International expert/ Vocational Training Specialist	2.0	15,000	30,000			2643.50	15049.76	17 693.26
11-55	International expert/ Entrepreneurship Dev. Specialist	6.0	15,000	90,000			98028.53	52656.26	150 684.79
16-00	UNIDO HQ staff technical support and M&E	2 missions	7,000	14,000				18764.76	28 362.15
17-50	Short-term national experts	24	4,000	96,000				89471.78	89 471.78
21-00	Sub-contract independent evaluation			40,000				40000	40000
33-00	Technical training of beneficiaries			210,000					
33-00	Training of beneficiaries - Micro- and Small Enterprise Development			250,000				287423.05	287 423,05
	Total 33-00			460 000,00					
45-00	In-kind start-up tool kits			150 000,00			83085.75	153929.17	237 014.92
51-00	Sundries (tel. cost, printing, vehicle maintenance, etc.)			20 000,00			5154.09	20376.24	27 837.70
	Sub-Total for output 3			900,000			188911.87	677671.02	866582.89
	Sub-Total (1 + 2 + 3)			3 396 039,00	33 962,00	296 748,00	2 133 848,18	858 075,90	3 322 634,11
	Agency support cost (13 %)			441 485,00			78%	22%	
	Total cost project			3 837 524,00					

Répartition par année des dépenses effectuées dans le cadre du résultat R3

(Source : ONUDI)

ANNEXE F : SITUATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Date	Description du marché	Montant USD
21.02.2012	15003249 –Tôles pour les toitures des bâtiments	141,021.00
5.3.2012	15003296 – Peinture pour les bâtiments I et II	28,975.00
29.05.2012	18068262 - Réparation des portes et fenêtres	15,500.00
29.05.2012	18068261 - Remise à niveau en électricité des ateliers / première tranche	12,750.00
29.05.2012	18068263 - Construction d'une route en béton entre le bâtiment I et II	16,600.00
06.06.2012	18068494 - Remise à niveau en électricité des ateliers / deuxième tranche	16,400.00
30.07.2012	18069783 - Sous-traitance de la réhabilitation des ateliers	24,700.00
29.08.2012	18070425 - Peinture pour les ateliers	12,000.00
18.09.2012	18070879 – Sous-traitance des travaux de paysagisme	25,000.00
9.10.2012	16002619 -Construction de sanitaires en partenariat avec l'UNICEF	52,628.79
23.10.2012	18071797 - Travaux de terrassement	24,623.00
29.10.2012	18071883 - Construction d'un preau étudiant	6,983.00
20.02.2013	3000015780 - Reprise du plafonnage des bâtiments I et II	8,755.00
20.02.2013	3000015779 - Travaux de finition générales après les dégâts de la saison des pluies	20,647.10
20.02.2013	3000015778 - Achat et pose de gravier au devant du BAT III	6,600.00
20.02.2013	3000015768- Paysagisme pour le preau des étudiants	5,600.00
13.03.2013	3000016067 - Grilles de protection du canal d'évacuation des eaux	7,380.00
24.06.2013	3030006912 - Frais de logistiques pour les livraisons reçues	17,224.13

Dépenses concernant la réhabilitation des infrastructures du CET de Bouaké

(Source : ONUDI)

ANNEXE F : SITUATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Date	Description du marché	Montant USD
27.02.2012	15003258 - Fourniture de mobilier scolaire pour le bâtiment atelier du CET de Bouake	46,812.00
08.03.2012	15003148 - Matériel technicopedagogique des ateliers de mécanique auto-moto, mécanique générale, et de construction métallique soudure	430,113.84
13.03.2012	15003282 - Matériel technicopedagogique des ateliers de plomberie sanitaire et de maçonnerie	163,718.45
10.07.2012	18069342 - Achat de deux voitures	60,500.00
15.09.2012	Amendement 15003258 - Achat additionnel de mobilier scolaire pour les bâtiments I et II du CET de Bouake	49,989.00
30.11.2012	15003393 - Kits d'outillage de construction métallique soudure / Mécanique Auto-moto / Mécanique générale / Maçonnerie	71,831.70
04.12.2012	15303444 - Kits d'outillage de plomberie sanitaire	11,254.05
04.03.2013	3000015922 - SOTEXT Materiel technico pédagogique additionnel	34,089.98
08.05.2012	18067778 - Fourniture et installation d'une salle d'informatique	21,000.00
13.06.2013	3000017194 - Kits d'outillage additionnels de construction métallique soudure / Mécanique Auto-moto / Mécanique générale	153,929.17
14.06.2013	300017294 - Kit de démarrage pour les étudiants	23,920.00
10.06.2013	3000016066 et 3000017197 - Blouses pour les formations qualifiantes	13,300.00

Dépenses concernant l'acquisition des équipements pour le CET de Bouaké

(Source : ONUDI)

ANNEXE G : EFFECTIFS DES LAUREATS ET DES APPRENANTS EN FORMATION

Année	Filières de formation	Effectif des diplômés	Nombre de filles
Année 2010	BTS finance Comptabilité	Non Disponible	
	BTS Gestion Commerciale		
	BTS Assistante de Direction		
	BT Comptabilité	21	06
	BT Comptabilité Commerce	29	13
	BT Secrétariat Bureautique	28	28
Effectif global des diplômés du CBCG année 2010		78	47
Année 2011	BTS finance Comptabilité	34	14
	BTS Gestion Commerciale	44	20
	BTS Assistante de Direction	06	06
	BT Comptabilité	26	13
	BT Comptabilité Commerce	19	11
	BT Secrétariat Bureautique	20	20
Effectif global des diplômés du CBCG année 2011		149	84
Année 2012	BTS finance Comptabilité	08	03
	BTS Gestion Commerciale	46	25
	BTS Assistante de Direction	09	09
	BT Comptabilité	39	17
	BT Comptabilité Commerce	33	22
	BT Secrétariat Bureautique	36	36
Effectif global des diplômés du CBCG année 2012		171	112
Année 2013	BTS finance Comptabilité et Gestion des Entreprises	48	20
	BTS Gestion Commerciale	26	12
	BTS Assistante de Direction	31	31
	BT Comptabilité	73	32
	BT Comptabilité Commerce	50	26
	BT Secrétariat Bureautique	32	32
Effectif global des diplômés du CBCG année 2013		260	153
Effectif global des diplômés du CBCG années 2010+ 2011+ 2012 + 2013		658	396

Effectifs des diplômés du CBCG de 2010 à 2013

Année scolaire	Filières de formation	Effectif prévisionnel des jeunes à former	Nombre de filles
Année 2013 - 2014	AP/BTS	71	les inscriptions sont en cours. Et les listes ne sont pas arrêtées au 13.09.2013 pour connaître le nombre de filles
	1 ère Année BTS	225	
	2 ème année BTS	308	
	1 BT	124	
	2 BT	176	
	3 BT	166	
Effectif prévisionnel des jeunes à former au CBCG en 2013 - 2014		1070	

Effectif prévisionnel des jeunes en formation diplomante en 2013 - 2014 au CBCG

ANNEXE G : EFFECTIFS DES LAUREATS ET DES APPRENANTS EN FORMATION

Année	Filières de formation	Effectif des diplômés	Nombre de filles
Année 2010	CAP Construction Métallique	Non disponible	
	CAP Mécanique Automobile		
	CAP Mécanique Générale		
	BT Maintenance Véhicule et Engins		
	BT Ouvrages Métalliques		
	BT Comptabilité		
	BT Secrétariat - Bureautique		
Effectif global des diplômés du CET année 2010		Non disponible	
Année 2011	CAP Construction Métallique	10	0
	CAP Mécanique Automobile	14	2
	CAP Mécanique Générale	8	1
	BT Maintenance Véhicule et Engins	35	2
	BT Ouvrages Métalliques	29	2
	BT Comptabilité	9	5
	BT Secrétariat - Bureautique	6	6
Effectif global des diplômés du CET année 2011		111	18
Année 2012	CAP Construction Métallique	13	2
	CAP Mécanique Automobile	16	0
	CAP Mécanique Générale	12	0
	BT Maintenance Véhicule et Engins	70	6
	BT Ouvrages Métalliques	46	2
	BT Comptabilité	24	10
	BT Secrétariat - Bureautique	20	20
Effectif global des diplômés du CET année 2012		201	40
Année 2013	CAP Construction Métallique	5	0
	CAP Mécanique Automobile	14	1
	CAP Mécanique Générale	14	0
	BT Maintenance Véhicule et Engins	53	4
	BT Ouvrages Métalliques	26	1
	BT Comptabilité	27	11
	BT Secrétariat - Bureautique	11	11
Effectif global des diplômés du CET année 2013		150	28
Effectif global des diplômés du CET année 2010+2011+2012+2013		462	86

Effectif global des diplômés du CET de 2010 à 2013

Année Scolaire	Filières de formation	Effectif des jeunes en formation	Nombre de filles
2013-2014	CAP Construction Métallique	63	les inscriptions sont en cours. Et les listes ne sont pas arrêtées au 13.09.2013 pour connaître le nombre de filles
	CAP Mécanique Automobile	89	
	CAP Mécanique Générale	63	
	BT Maintenance Véhicule et Engins	137	
	BT Ouvrages Métalliques	117	
	BT Comptabilité	80	
	BT Secrétariat - Bureautique	98	
Effectif prévisionnel des jeunes à former au CET en 2013 - 2014		647	

Effectif prévisionnel des jeunes en formation diplomante en 2013 - 2014 au CET de Bouaké

ANNEXE G : EFFECTIFS DES LAUREATS ET DES APPRENANTS EN FORMATION

	Filières de formation	Effectif des lauréats	Nombre de filles	Nombre d'ex-combattants	Nombre de déscolarisé
1ère promotion	Maçonnerie	22	05		25
	Plomberie Sanitaire	24	02		25
	Mécanique Générale	92	08		100
	Construction Métallique	77	02		100
	Mécanique Auto	65	06		75
	Mécanique Moto	13	00		25
Total 1ère promotion		293	23		350
2ème promotion	Maçonnerie	25	4		25
	Plomberie Sanitaire	23	5		25
	Mécanique Générale	89	15		100
	Construction Métallique	94	7		100
	Mécanique Auto	71	5		75
	Mécanique Moto	23	3		25
Total 2ème promotion		325	39		350
Total des lauréats de la formation qualifiante Arrêté au 13.09.2013		618	62		700
3ème promotion	Maçonnerie	25	2		25
	Plomberie Sanitaire	25	7		25
	Mécanique Générale	100	20		100
	Construction Métallique	100	6		100
	Mécanique Auto	75	5		75
	Mécanique Moto	25	2		25
Total des inscrits en 3ème promotion		350	42		350
Total des lauréats et jeunes en formation qualifiante		968	104		

Lauréats et jeunes en formation qualifiante